



Évaluation à mi-parcours  
Note Stratégique 2023–2027  
ONU Femmes RCA

Rapport Final

Préparé par

Mr Thierno Diouf, Consultant International

Expert Senior Evaluation | Planification Stratégique | Gestion du Changement

Novembre 2025

## Table des matières

1.	Description et contexte du programme/objet de l'évaluation .....	7
1.1.	Contexte et finalité de l'évaluation .....	7
1.2.	Description et contexte du programme / objet de l'évaluation .....	7
2.	Objet (Aperçu de la Note Stratégique) et portée de l'évaluation.....	8
2.1.	Objet de l'évaluation .....	8
2.2.	Portée de l'évaluation .....	8
3.	Analyse du portefeuille.....	8
3.1.	Domaines thématiques .....	8
3.2.	Volume financier et structure du portefeuille.....	8
4.	Objectifs et portée de l'évaluation .....	10
4.1.	But et Objectifs de l'évaluation.....	10
4.1.1.	But de l'évaluation.....	10
4.1.2.	Objectifs spécifiques de l'évaluation .....	10
5.	Méthodologie de l'évaluation .....	11
5.1.	Design de l'évaluation à mi-parcours de la Note Stratégique (NS).....	11
5.2.	Échantillonnage .....	12
5.2.1.	Échantillonnage des projets .....	12
5.2.2.	Échantillonnage des répondants et différentes méthodes de collecte .....	14
5.3.	Méthodes ou outils d'analyse des données .....	15
5.4.	Limites et stratégies de mitigation.....	16
5.5.	Considérations éthiques .....	17
6.	Constats (Réponses aux questions d'évaluation) .....	17
6.1.	Analyse du critère EFFICACITE – .....	23
6.2.	Analyse du critère – Efficience.....	51
6.3.	Analyse du critère DURABILITÉ – .....	58
6.4.	Analyse du critère - Droits humains, inclusion et égalité des sexes .....	61
7.	Conclusions générales.....	65
8.	Recommandations .....	70
9.	Leçons apprises, bonnes pratiques et innovations .....	76
10.	ANNEXES.....	80

Sigles et Abréviations	Significations
AGR	Activités génératrices de revenus
ANE	Autorité Nationale des Elections
ASF	Avocats Sans Frontière
CEDAW	Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women. (CEDEF - Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes)
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
DUE	Délégation de l'Union Européenne
EVAWG	Ending Violence Against Women and Girls (Lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles)
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population (United Nations sexual and reproductive health agency)
GBVIMS	Gender-Based Violence Information Management System
GERAAS	Global Evaluation Report Assessment and Analysis System (système global d'évaluation et d'analyse des rapports d'évaluation)
GNUE	Groupe des Nations Unies pour l'Evaluation
GRE	Groupe de Reference de l'Evaluation
GTGD	Groupe Thématique Genre et Développement
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ICASEES	Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Économiques
IDH	Indice de Développement Humain
IIG	Indice d'Inégalité de Genre
M&E	Monitoring and Evaluation. (Suivi et Evaluation)
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
NS	Note Stratégique
OCDE-CAD	Development Assistance Committee - Organisation for Economic Co-operation and Development (Comité d'Aide au Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques)
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH))
ODD	Objectifs de Développement Durable
OEE	Organizational Effectiveness and Efficiency (Efficacité et Efficience Organisationnelles)
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la Société Civile
PAM	Programme Alimentaire Mondiale
PBF	Peace Building Fund (Fonds pour la Consolidation de la Paix)
PDI	Personnes déplacées internes
PIB	Produit Intérieur Brut
PND	Plan national de Développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PVVIH	Personnes vivant avec le VIH
RCA	République Centrafricaine
SMART (Indicators)	Specific, Measurable, Achievable, Relevant, and Time-bound (Indicateurs -Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste, et Temporel)
UFE	Utilization-Focused Evaluation (Evaluation axée sur l'utilisation)
UN Women	United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women (ONU Femmes - Entité des Nations Unies dédiée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes)
UN-SWAP EPI	UN System-wide Action Plan Evaluation Performance Indicator (Indicateur de Performance d'Évaluation du Plan d'Action du Système des Nations Unies pour l'Égalité des Sexes)
UNICEF	United Nations Children's Fund (Fonds des Nations Unies pour l'enfance)

Sigles et Abréviations	Significations
UNSDCF	United Nations Sustainable Development Cooperation Framework (Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable)
USD	Dollars des Etats Unis d'Amérique
VBG	Violences Basées sur le Genre
VSBG	Violences sexuelles et basées sur le genre
WCARO	West and Central Africa Regional Office (Bureau Régional pour l'Afrique Central et de l'Ouest)
WEE	Women's Economic Empowerment (Autonomisation économique des femmes)
WPHF	Women's Peace and Humanitarian Fund (Fonds des femmes pour la paix et l'action humanitaire)
WPPGL	Women's Political Participation, Governance and Leadership
WPS	Women, Peace and Security (femmes, la paix et la sécurité)
ZLECAf	Zone de Libre Échange Continentale Africaine

## Liste des tables et figures

Tables	Pages
Table 1 : Projets sélectionnés pour l'analyse approfondie	13
Table 2 : Analyse transversale : Cartographie normative	61

Graphiques	Pages
Graphique 1 : Répartition du budget du portefeuille (USD) par programme	9
Graphique 2 : Justification des projets sélectionnés au regard des normes d'échantillonnage des TDR	14
Graphique 3 : Échantillonnage des Répondants	15
Graphique 4 : Échantillon des parties prenantes et méthodes de collecte des données	15
Graphique 5 : Niveaux et types d'analyse	16
Graphique 6: Performance des indicateurs du domaine– Participation et Gouvernance	25
Graphique 7: Progrès des indicateurs du programme– Autonomisation Economique des Femmes (WEE)	32
Graphique 8 : Progrès des indicateurs du programme « Élimination des violences a l'égard des femmes - EVAW	35
Graphique 9 : Progrès des indicateurs au niveau impact du programme "Femmes, Participation Politique, Gouvernance et Leadership »	38
Graphique 10 : Delivery report 2024	53
Graphique 11 : Comparaison de delivery de quelques pays en 2024	54

## Résumé exécutif

---

### 1. Contexte et Description de l'Intervention

La République centrafricaine (RCA) reste l'un des contextes les plus fragiles au monde, marqué par des crises politico-militaires, une gouvernance fragilisée et une pauvreté structurelle. En 2023, 46% de la population nécessitait une aide humanitaire et une personne sur cinq était déplacée de force. Femmes et filles sont affectées de manière disproportionnée, subissant violences basées sur le genre (VBG), marginalisation économique et faible accès aux services essentiels.

ONU Femmes RCA a déployé une Note Stratégique 2023-2027 qui sert de feuille de route et s'articule autour de quatre axes majeurs :

- Femmes, Paix, Sécurité et Action Humanitaire (WPS-HA) : Stabilisation et cohésion sociale, réintégration et services sensibles au genre.
- Autonomisation économique (WEE) : Accès des femmes aux ressources productives et programmes financiers.
- Elimination des violences à l'égard des femmes (EVAW) : Centres d'écoute, appui psychosocial et changement des normes.
- Gouvernance et participation politique (WPPGL) : Mise en œuvre de la parité, soutien aux candidates.

Le portefeuille programmatique représente un total de 28,4 millions USD — dominé par le WPS-HA (60%), suivi du WEE (30%), EVAW (7%) et WPPGL (1%). L'approche Nexus (humanitaire-développement-paix) est adoptée, avec des financements principalement issus de la coopération japonaise, PBF, WPHF et l'UE.

### 2. Objectif, Finalité et Public de l'Évaluation

L'évaluation à mi-parcours de la Note Stratégique 2023–2027 d'ONU Femmes RCA s'inscrit dans une approche fondée sur la redevabilité et l'apprentissage stratégique. Sa finalité première est double : d'une part, elle assure la reddition de comptes vis-à-vis du Conseil d'administration d'ONU Femmes, des partenaires nationaux et internationaux en documentant la contribution de l'organisation à l'agenda genre, paix et développement ; d'autre part, elle vise à générer des éléments factuels et analytiques aptes à orienter l'action pour les deux années restantes et à alimenter la réflexion pour la prochaine stratégie pays.

Le public cible regroupe le Bureau ONU Femmes RCA, les partenaires de mise en œuvre, les agences onusiennes intervenant dans le pays, les organisations de la société civile (OSC), ainsi que les groupes bénéficiaires : femmes déplacées, survivantes de violences basées sur le genre (VBG), ex-combattantes, femmes rurales et défenseuses des droits humains. L'évaluation couvre la période janvier 2023 – juin 2025 et porte sur Bangui et les préfectures principales affectées par les crises, tenant compte des priorités nationales et internationales définies par le PND, l'UNSDCF, la CEDAW et la Résolution 1325.

### 3. Méthodologie d'Évaluation

Cette évaluation combine les dimensions formative et sommative pour répondre tant aux exigences de redevabilité qu'aux besoins d'apprentissage. Son design méthodologique repose sur plusieurs principes fondamentaux :

- Approche sensible au genre et fondée sur les droits humains, pour évaluer les dynamiques de pouvoir et les effets transformationnels sur l'égalité de genre.
- Approche par grappes thématiques, regroupant les projets selon quatre domaines d'impact définis par la théorie du changement : lutte contre les VBG (EVAW), autonomisation économique (WEE), participation politique (WPPGL), paix et sécurité (WPS-HA), permettant une analyse « deep dive » pour chaque domaine.
- Méthodes d'analyse multiples : collecte et triangulation de données qualitatives et quantitatives, via analyse documentaire, entretiens semi-structurés, groupes de discussion et enquêtes auprès des bénéficiaires, afin d'assurer la richesse, la diversité et la pertinence des perspectives recueillies.
- Échantillonnage raisonné : choix de projets représentatifs et couverture équilibrée nationale/régionale pour garantir l'exhaustivité du portefeuille analysé.
- Respect strict des normes éthiques : consentement éclairé, confidentialité, neutralité, sécurisation des données et protocole de non-nuisance.

L'analyse des données a été structurée autour de trois niveaux : macro (alignement avec les résultats UNSDCF/ONU Femmes), méso (cohérence interne des clusters) et micro (études de cas et dynamiques locales), garantissant une appréciation globale et fine de l'intervention.

### 4. Principaux Résultats et Constats par Critère d'Évaluation

**Pertinence** : L'évaluation confirme une forte pertinence de la Note Stratégique, alignée sur les cadres nationaux et internationaux (PND, UNSDCF, CEDAW, ODD5, Résolution 1325), et adaptée aux besoins des groupes ciblés. Le portefeuille partenarial est jugé complet, combinant expertise technique d'OSC spécialisées, appui communautaire, accompagnement institutionnel et coordination inter-agences, ce qui garantit l'accès à des bénéficiaires difficiles à atteindre et la cohérence des actions.

**Efficacité** : La performance des programmes indique une efficacité globalement satisfaisante, mais inégale :

- **Participation politique** : inscription électorale record (61 000 nouveaux inscrits dont 51,3% de femmes), formation de candidates et émergence de leaders féminines locales, mais institutionnalisation budgétaire du genre encore en retard.
- **Autonomisation économique** : 7 200 personnes ont bénéficié de soutiens alimentaires, 1 200 ménages dirigés par des femmes assistés, diffusion de l'AVEC/AGR, effet catalyseur sur la résilience familiale.
- **Lutte contre les VBG** : Plus de 11 000 cas pris en charge en 2024, renforcement des réseaux de défenseuses, création de centres d'écoute et cliniques mobiles. Néanmoins, la réponse judiciaire reste limitée.

- **Femme, Paix, Sécurité et Action Humanitaire** : Plus de 12 000 personnes ont accédé à des services de base (eau potable, latrines), 2 000 survivantes soutenues, implication accrue des femmes dans les mécanismes de sécurité communautaire. Cependant, la couverture territoriale demeure partielle et les acquis fragiles.

**Efficiace** : Le taux d'exécution budgétaire est satisfaisant (81,3% en 2024), malgré des contraintes structurelles : retard de décaissement, cycles de financement courts, surcharge de personnel et dispersion géographique.

**Durabilité** : Les interventions ont consolidé la capacité des partenaires et des dispositifs communautaires (comités WASH, Comités Locaux de Paix et de Réconciliation, systèmes d'alerte, safe-spaces). Les bénéficiaires sont renforcés par l'appropriation institutionnelle et sociale, mais restent vulnérables en raison de la dépendance aux financements externes et au faible ancrage du monitoring public. La durabilité est jugée modérément bonne mais tributaire du renforcement du suivi et de l'intégration dans les politiques nationales.

**Droits humains, inclusion, égalité des sexes** : L'alignement fort aux principes internationaux se traduit par des résultats concrets : révision du code électoral, observatoire de la parité, émergence de leaders féminines, autonomisation via AVEC/AGR. Toutefois, l'inclusion des personnes en situation de handicap demeure incomplète, et les normes patriarcales persistent, limitant la portée des acquis institutionnels. La Note Stratégique respecte le principe LNOB, multiplie les partenariats inter-agences et intègre la voix des bénéficiaires dans la conception des interventions, mais la redevabilité et la gestion des connaissances communautaires restent à améliorer.

## 4. Principales conclusions

**Conclusion 1 : Positionnement stratégique reconnu mais à consolider** : ONU Femmes est reconnue comme leader du genre, mais son positionnement reste fragile en raison de ressources limitées, d'une fragmentation programmatique et d'une visibilité insuffisante auprès de certains bailleurs.

**Conclusion 2 : Pertinence stratégique mais fragmentation programmatique** : La NS est hautement alignée aux cadres nationaux et internationaux, mais la multiplication de projets courts et dispersés réduit la cohérence, l'effet systémique et la durabilité des interventions.

**Conclusion 3 : Efficacité marquée en gouvernance électorale et participation politique** : ONU Femmes a fortement accru l'enrôlement et les capacités des candidates, mais la représentation féminine reste faible, freinée par violences politiques, résistances socioculturelles et un suivi institutionnel insuffisant.

**Conclusion 4 : Résultats probants en autonomisation économique mais insuffisamment structurés** : Les AVEC/AGR améliorent la résilience économique,

mais l'absence de mécanismes institutionnels et l'inadéquation de certains kits limitent la durabilité et l'essor économique des femmes.

**Conclusion 5 : Prévention et réponse aux VBG renforcées mais dispositifs communautaires fragiles** : Les services VBG se sont améliorés, mais la qualité reste inégale en raison de SOP inexistantes, de référencement faibles et de comités communautaires peu fonctionnels.

**Conclusion 6 : Contribution notable au WPS et DDR, mais inclusion partielle des femmes** : ONU Femmes renforce cohésion sociale et réinsertion, mais les femmes associées aux groupes armés restent insuffisamment incluses et marginalisées dans les processus DDR formels.

**Conclusion 7 : Efficace budgétaire satisfaisante mais faible efficacité organisationnelle** : Malgré un bon taux d'absorption, les retards de décaissement, la surcharge du personnel et les opérations limitées entravent l'efficacité et affectent la crédibilité auprès des partenaires.

**Conclusion 8 : Gouvernance interne globalement en place, mais KM reste le talon d’Achille :** Les outils de gouvernance fonctionnent, mais l’absence de mécanismes structurés de capitalisation et de KM limite l’apprentissage, l’adaptation stratégique et la qualité du reporting.

**Conclusion 9 : Impact transformateur en matière de normes sociales mais inégalités persistantes :** Des progrès dans les normes sociales sont visibles, mais les pratiques néfastes perdurent et l’inclusion intersectionnelle (handicap, jeunes, PDI) reste incomplète.

**Conclusion 10 : Durabilité dépendante des financements extérieurs :** Les acquis communautaires montrent un potentiel, mais l’absence de financement national et de mécanismes institutionnels menace leur continuité et leur consolidation.

**Conclusion 11 : Robustesse partielle de la Théorie du Changement et alignement incomplet au Cadre des Résultats :** La TdC est pertinente mais trop ambitieuse, avec des hypothèses fragiles et un suivi insuffisamment sensible à l’inclusion, nécessitant une révision et un meilleur alignement UNSDCF.

## 4. Recommandations

**Recommandation 1 – Redéfinir la vision stratégique dans le Nexus HDP :** Renforcer l’articulation d’ONU Femmes entre humanitaire, développement et paix pour consolider son positionnement, améliorer la cohérence programmatique et accroître sa valeur ajoutée et sa visibilité dans un contexte de financements contraints.

**Recommandation 2 – Accélérer la parité et la représentation politique des femmes :** Soutenir directement les candidates via financement, mentorat et protection afin d’augmenter la participation effective des femmes, encore limitée malgré l’enrôlement massif, les avancées normatives et les engagements nationaux.

**Recommandation 3 – Structurer l’autonomisation économique par des mécanismes durables :** Passer d’AGR ponctuelles à des dispositifs institutionnels (coopératives, microfinance, digitalisation) afin d’assurer des revenus stables et une réelle transition vers un travail décent pour les femmes.

**Recommandation 4 – Standardiser et institutionnaliser la prise en charge des VBG :** Élaborer des SOP nationaux et harmoniser les référencements pour réduire les disparités de qualité et assurer une réponse multisectorielle cohérente dans un contexte de prévalence élevée des VBG.

**Recommandation 5 – Adapter le modèle organisationnel et les profils du personnel :** Rationaliser l’organigramme et recruter des profils clés (S&E, opérations, mobilisation de ressources) pour améliorer l’efficacité, réduire la

surcharge du staff et renforcer la performance programmatique.

**Recommandation 6 – Intensifier la lutte contre les normes néfastes et renforcer l’inclusion :** Étendre les approches SASA!/masculinité positive et intégrer davantage les femmes handicapées, jeunes et déplacées pour combattre les pratiques néfastes persistantes et renforcer l’inclusion intersectionnelle.

**Recommandation 7 – Mettre en place des mécanismes hybrides de financement durable :** Créer des fonds mixtes multi-acteurs et mobiliser les financements climatiques pour sécuriser les acquis communautaires et réduire la dépendance aux financements projets de courte durée.

**Recommandation 8 – Réviser la Théorie du Changement et le Cadre des Résultats :** Adapter la TdC aux réalités de fragilité, intégrer des hypothèses réalistes et renforcer les indicateurs intersectionnels pour améliorer le suivi, l’alignement UNSDCF et la redevabilité stratégique.

**Recommandation 9 – Intégrer la résilience climatique et les financements verts :** Inclure systématiquement le climat dans les programmes WEE/EVAW/WPS et mobiliser les financements verts pour renforcer la résilience économique des femmes face aux chocs environnementaux croissants.

## 1. Description et contexte du programme

---

### 1.1. Contexte et finalité de l'évaluation

---

La République centrafricaine (RCA) demeure l'un des contextes les plus fragiles et complexes au monde. Depuis plus de trois décennies, le pays est marqué par des crises politico-militaires récurrentes, une gouvernance fragilisée, une pauvreté structurelle et des déplacements massifs de populations. En 2023, plus de 46 % de la population avait besoin d'assistance humanitaire et environ une personne sur cinq vivait en situation de déplacement forcé. Les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée : exposition accrue aux violences basées sur le genre, marginalisation économique, faible représentation dans les instances décisionnelles, et accès limité aux services essentiels de santé, d'éducation et de protection.

Dans ce contexte, ONU Femmes a élaboré une Note Stratégique (NS) 2023–2027 qui constitue la feuille de route de son action dans le pays. L'évaluation à mi-parcours (EMP) de cette Note s'inscrit dans une double finalité : (i) Redevabilité : répondre aux obligations du Conseil d'administration d'ONU Femmes et aux engagements vis-à-vis des partenaires nationaux et internationaux, en documentant les contributions de l'organisation à l'agenda genre, paix et développement, et (ii) Apprentissage stratégique : générer des éléments factuels et analytiques permettant d'adapter la mise en œuvre de la Note Stratégique pour les deux années restantes, et d'informer la planification de la prochaine stratégie pays.

Cette évaluation, conforme aux normes de l'UNEG et aux standards du GERAAS, revêt donc une fonction sommative (bilan des progrès à mi-parcours) et formative (adaptation et amélioration en temps réel). Elle se situe dans le prolongement des évaluations de portefeuilles-pays menées par ONU Femmes au Rwanda, au Burundi, en Jordanie ou au Mali, qui combinent analyse contextuelle, cartographie du portefeuille et examen de l'alignement stratégique.

### 1.2. Description et contexte du programme / objet de l'évaluation

---

La Note Stratégique 2023–2027 constitue le cadre de planification quinquennale d'ONU Femmes RCA, définissant ses priorités normatives, opérationnelles et de coordination. Elle traduit son triple mandat : appui aux réformes juridiques en faveur de l'égalité des sexes, mise en œuvre de projets multisectoriels (WPS-HA, WEE, EVAW) et leadership dans la coordination genre au sein de l'UNCT. Alignée sur le Plan stratégique mondial 2022–2025, l'UNSDCF 2023–2027 et le PND 2024–2028, elle s'inscrit dans une architecture cohérente avec les priorités nationales et internationales, en adoptant une approche Nexus humanitaire–développement–paix adaptée au contexte fragile de la RCA.

## 2. Objet (Aperçu de la Note Stratégique) et portée de l'évaluation

---

### 2.1. Objet de l'évaluation

---

L'objet de l'évaluation est l'ensemble de la Note Stratégique 2023–2027, considérée comme le principal cadre programmatique d'ONU Femmes RCA. L'évaluation examine la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'intégration des droits humains et de l'égalité de genre dans la mise en œuvre de cette stratégie, ainsi que la capacité du Bureau Pays à exercer son triple mandat de manière intégrée.

### 2.2. Portée de l'évaluation

---

L'évaluation couvre la période janvier 2023 – juin 2025, et analyse les progrès au regard du Cadre de Résultats de Développement (CRD) et de l'OEEF. Elle porte sur Bangui et les principales préfectures d'intervention affectées par les crises. Elle inclut l'ensemble des partenaires étatiques, agences onusiennes, OSC et groupes bénéficiaires clés, notamment les femmes déplacées, survivantes de VBG, ex-combattantes, femmes rurales et défenseuses des droits humains.

## 3. Analyse du portefeuille

---

Le portefeuille programmatique d'ONU Femmes RCA pour la période 2023–2027 est constitué d'un ensemble de projets financés principalement par des ressources extra-budgétaires (coopération japonaise, Fonds pour la consolidation de la paix – PBF, Women's Peace and Humanitarian Fund – WPHF, Union européenne – Initiative Spotlight, contributions bilatérales).

### 3.1. Domaines thématiques

---

Les interventions de la Note Stratégique s'articulent autour de quatre domaines : WPS-HA, avec l'appui aux processus de paix, à la réintégration et aux services humanitaires sensibles au genre ; gouvernance et participation, incluant la mise en œuvre de la parité et le soutien aux candidates ; autonomisation économique, via l'accès des femmes rurales et déplacées aux ressources productives et aux programmes financés par le Japon ; et élimination des VBG, à travers centres d'écoute, référencement, appui psychosocial et changement de normes.

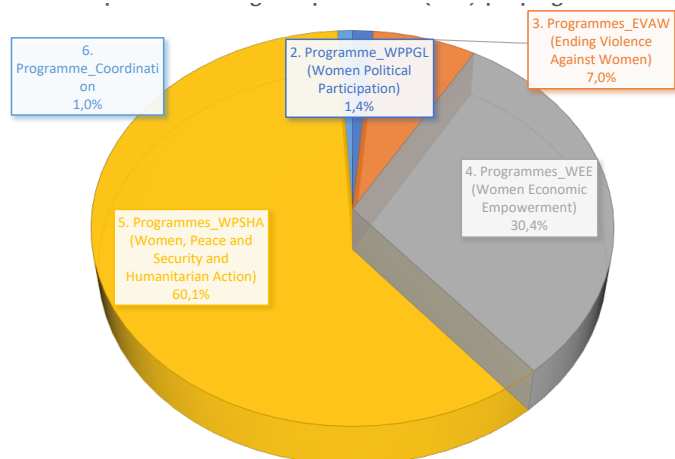
### 3.2. Volume financier et structure du portefeuille

---

Le portefeuille d'ONU Femmes RCA est estimé à 28,4 millions USD, massivement dominé par le programme WPSHA, qui absorbe 60,1 % des ressources totales (17,08 M USD), confirmant la priorité donnée à la stabilisation, à la cohésion sociale et à la réponse humanitaire dans un contexte de crises récurrentes. Le second est le programme WEE, qui représente 30,4 % du portefeuille (8,6 M USD), traduisant un investissement structurant dans l'autonomisation économique, les chaînes de valeur et la résilience des femmes. En contraste, les programmes EVAW (7,0 %) et WPPGL (1,4 %) sont nettement sous-financés malgré des besoins élevés en matière de lutte contre les VBG et de participation politique. Enfin, le Programme Coordination (1,0 %) apparaît marginal alors qu'il est

essentiel pour la qualité des données et la redevabilité. L'ensemble révèle un portefeuille orienté vers l'urgence, la sécurité et l'économie, mais déséquilibré au détriment des fonctions normatives, de la prévention des violences et de l'égalité politique.

Graphique 1 : Répartition du budget du portefeuille (USD) par programme



Source : Evalueur, compilation projets du portefeuille

### Aire géographique

Le portefeuille de projets couvre des échelles du national aux localités ciblées. WPPGL a une portée quasi nationale avec des interventions dans l'ensemble des 20 préfectures du pays ainsi qu'à Bangui.<sup>1</sup> EVAW opère dans cinq localités : Bangui, Bambari, Berberati, Bouar et Nola.<sup>2</sup> WEE comprend un projet à couverture nationale et un projet concentré sur quatre préfectures (Bambari/Ouaka, Bangassou/Mbomou, Mobaye/Basse-Kotto, Obo/Haut-Mbomou).<sup>3</sup> WPSH intervient à la fois au niveau national (20 préfectures) et dans des préfectures spécifiques selon les projets, telles que Vakaga, Haute-Kotto, Lim-Pendé, Ouham et Haut-Mbomou (Obo).<sup>4</sup> Le programme Coordination (Women Count) a également une couverture nationale. Quelques zones connaissent un recoupement d'interventions – par exemple Bangui et Bambari (WPPGL, EVAW, WEE), ou Obo/Haut-Mbomou (WEE, WPSH), sont couvertes par plusieurs programmes.

<sup>1</sup> 3.\_pbf\_project\_document\_french\_GPI2.0\_UNW OHCHR\_signé.pdf

<sup>2</sup> pbf\_project\_progress\_report\_fre\_rev\_april\_2024\_final (1) UNWOMEN 2024 VERSION AVANCEE.docx

<sup>3</sup> 230601 CAR\_PBF\_Appui a la reintegration communautaire\_UNDP-UNW -IOM-MINUSCA\_ProDoc and Budget signed.pdf

<sup>4</sup> 2023 JSB\_UN Women CAR\_Project Document\_final.pdf

## 4. Objectifs et portée de l'évaluation

---

### 4.1. But et Objectifs de l'évaluation

---

#### 4.1.1. But de l'évaluation

---

L'évaluation à mi-parcours de la Note Stratégique 2023–2027 du bureau de l'ONU Femmes en République Centrafricaine (RCA) visait à apprécier de manière indépendante, systématique et participative la contribution du Bureau Pays à la promotion de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Elle a pour finalité d'appuyer l'apprentissage stratégique, la redevabilité et la prise de décision, en vue de renforcer les interventions futures du Bureau Pays et d'alimenter les processus de planification, y compris la révision du Cadre de Coopération des Nations Unies (UNSDCF 2023–2027).

L'évaluation a adopté une double perspective formative (pour améliorer la performance future de la SN) et sommative (pour apprécier les contributions réalisées à ce jour).

#### 4.1.2. Objectifs spécifiques de l'évaluation

---

Les objectifs spécifiques de cette évaluation étaient les suivants :

1. Évaluer la pertinence des interventions d'ONU Femmes au regard des priorités nationales, du mandat de l'organisation, et des engagements internationaux relatifs à l'égalité des sexes et aux droits des femmes.
2. Apprécier l'efficacité des stratégies mises en œuvre pour atteindre les résultats escomptés dans la Note Stratégique, y compris les résultats obtenus, les changements imprévus (positifs ou négatifs) et les facteurs facilitants ou contraignants.
3. Mesurer l'efficacité des modalités de mise en œuvre, notamment l'utilisation des ressources humaines, financières et partenariales, et le positionnement stratégique du bureau par rapport aux autres acteurs.
4. Analyser la durabilité des résultats obtenus, en termes d'appropriation nationale, de renforcement des capacités institutionnelles et de mécanismes mis en place pour maintenir les acquis à long terme.
5. Évaluer l'intégration des approches fondées sur les droits humains et l'égalité de genre, notamment la sensibilité au genre, l'inclusion des groupes marginalisés, et l'adoption de principes de développement durable.
6. Identifier et valider les leçons apprises, bonnes pratiques, innovations et éléments favorisant les synergies entre les mandats normatif, de coordination et opérationnel d'ONU Femmes.
7. Formuler des recommandations concrètes pour orienter l'élaboration de la prochaine Note Stratégique (post-2027), améliorer les stratégies actuelles et optimiser la mobilisation des ressources.

## 5. Méthodologie de l'évaluation

### 5.1. Design de l'évaluation à mi-parcours de la Note Stratégique

L'évaluation à mi-parcours est, par essence, de nature principalement formative, tout en intégrant une dimension sommative secondaire. Elle vise à générer des apprentissages sur la mise en œuvre et les résultats intermédiaires de la NS, tout en documentant sa contribution aux changements observés et en identifiant les ajustements nécessaires pour la seconde phase de sa mise en œuvre.

L'évaluation a adopté une approche générale, avec un design par grappes (cluster design), fondée sur la théorie du changement, sensible au genre et ancrée dans les droits humains. Elle s'est appuyée sur une analyse de contribution.

Design par grappes (cluster design). Pour assurer une couverture équilibrée et représentative du portefeuille des interventions de ONU Femmes en RCA, l'évaluation adoptera une approche par grappes. Les projets sont regroupés selon des thématiques stratégiques issues de la théorie du changement et des domaines d'impact (lutte contre les VBG, autonomisation économique, participation politique, paix et sécurité). L'approche a permis également de procéder à : (i) une analyse en profondeur (deep dive) de projets représentatifs de chaque grappe ; (ii) une meilleure compréhension des interactions entre résultats, mécanismes de mise en œuvre et dynamiques de changement dans divers contextes (rural, urbain, post-conflit, zones à accès limité).

Approche sensible au genre et fondée sur les droits humains. Le design de l'évaluation a intégré une approche transversale fondée sur les droits humains et l'égalité de genre, en conformité avec les standards normatifs d'ONU Femmes.<sup>5</sup> Cette approche vise non seulement à évaluer les résultats en termes d'accès et de participation, mais aussi à analyser les dynamiques de pouvoir, les normes sociales et les facteurs structurels qui influencent l'égalité de genre et les droits fondamentaux.

Dans la mise en œuvre de l'approche, l'évaluation a intégré : (i) Une analyse transformationnelle du genre, visant à examiner dans quelle mesure la Note Stratégique contribue à remettre en question les relations de pouvoir inégalitaires et à transformer les normes sociales et institutionnelles qui perpétuent les discriminations, et (ii) l'utilisation d'outils et indicateurs sensibles au genre, tant pour la collecte que pour l'analyse des données qualitatives et quantitatives.

<sup>5</sup> **UN WOMEN** (2022). How to manage gender-responsive evaluations: Evaluation Handbook. L'évaluation sera guidée par les principes suivants : (i) **Universalité, indivisibilité et interdépendance des droits** : L'évaluation prendra en compte la pleine réalisation des droits humains de toutes les personnes, notamment les femmes, les filles, et les groupes en situation de vulnérabilité, en considérant l'interdépendance entre droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels ; (ii) **Égalité et non-discrimination** : Une attention particulière sera accordée aux **inégalités systémiques** affectant les femmes et filles, en lien avec le genre, mais aussi avec d'autres facteurs d'exclusion (origine ethnique, handicap, âge, lieu de résidence, statut économique...) ; (iii) **Participation et inclusion significatives** : Les femmes et les filles, en particulier celles issues de groupes marginalisés, seront activement **consultées** dans le cadre de l'évaluation (entretiens, groupes de discussion, ateliers de validation), en veillant à garantir des **espaces sûrs** et culturellement appropriés pour l'expression de leurs voix ; et (iv) **Responsabilité et redevabilité** : L'évaluation examinera les **degrés de responsabilité** des institutions (États, agences onusiennes, partenaires de mise en œuvre) dans la réalisation des droits humains, y compris les **mécanismes de reddition de comptes** disponibles aux bénéficiaires.

## 5.2. Échantillonnage

---

### 5.2.1. Échantillonnage des projets

---

L'ensemble des projets mis en œuvre dans le cadre de la Note Stratégique 2022–2025, couvrant les trois volets du mandat de ONU Femmes ont été analysés à des degrés divers afin de garantir une couverture exhaustive du portefeuille programmatique. Cependant, afin de produire une analyse approfondie (approche deep dive) et contextualisée, un échantillon représentatif de projets sélectionné selon les critères déterminé<sup>6</sup> l'objet d'une étude détaillée.

Le tableau ci-après présente la liste des projets sélectionnés et ayant fait l'objet de l'analyse approfondie.

---

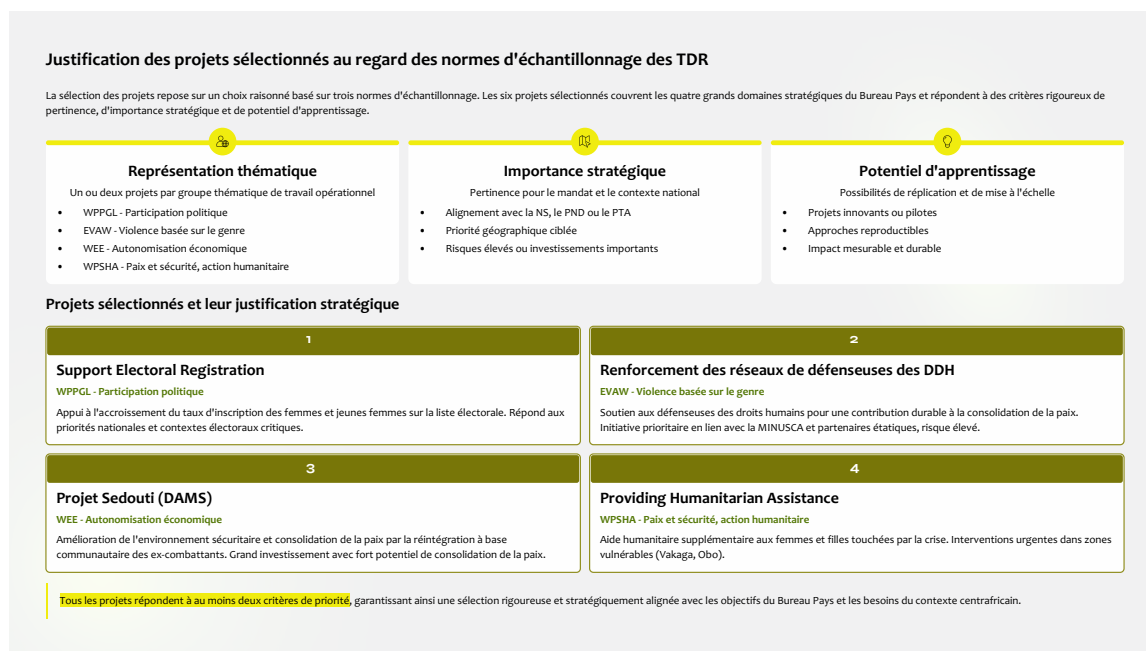
<sup>6</sup> Voir le rapport de démarrage

Table 1 : Projets sélectionnés pour l'analyse approfondie

N°	Intitulé du Projet	Bénéficiaires	Donateurs	Aire Géographique	Budget (USD)	Date Début	Date Fin
Programme_WPPGL (Women Political Participation)							
1	Support Electoral Registration - Appui à l'accroissement du taux d'inscription des femmes et jeunes femmes sur la liste électorale	Organisations féminines, Organisations des jeunes, OSC réseaux d'associations des personnes vivants avec un handicap, Chefs de villages / quartiers, Autorité Nationale de Elections partis politiques y compris les cadres féminins de ces partis politiques	MINUSCA (Fonds Programmatiques)	Bangui, Lobaye, Mambéré-Kadeï, Mambéré, Nana-Mambéré, Sangha Mbahéré, Lim-Pendé	399 700	16/09/2024	30/11/2024
Programmes_EVAW (Ending Violence Against Women)							
2	Soutien et Renforcement des réseaux des défenseuses des droits humains pour une contribution durable à la consolidation de la paix en République Centrafricaine	Défenseuses des droits humains, OSC, femmes des groupements DDH;	Donateurs: PBF, UE, ASF;	Bangui, Berberati, Bouar, Nola, Bambari	2 000 000	01/01/2023	05/02/2025
Programmes_WEE (Women Economic Empowerment)							
3	DAMS 14356_ Sedouti: Amélioration de l'environnement sécuritaire et consolidation de la paix par la réintégration à base communautaire, des Ex-combattants en Centrafrique	Ex-combattants, Membres des communautés locales (dont femmes, jeunes à risque, non-éligibles)	Fonds pour la consolidation de la paix (PBF)	BAMBARI, BANGASSO,MOBAYE ET OBO	1 500 000	2024-08-01 00:00:00	2027-07-31 00:00:00
Programmes_WPSHA (Women, Peace and Security and Humanitarian Action)							
4	Fournir une aide humanitaire supplémentaire aux femmes et filles touchées par la crise en République centrafricaine	Femmes et filles déplacées, rapatriées, communautés hôtes	Gouvernement Japonais (Budget Supplémentaire 2022)	Vakaga, Haute-Kotto (Sam-Ouandja, Ouanda Djallé)	996 583	30/01/2023	29/01/2024

La sélection des projets repose sur un choix raisonné basé sur trois normes.

## Graphique 2 : Justification des projets sélectionnés au regard des normes d'échantillonnage des TDR



Source : Evalueur, 2025

L'échantillonnage des projets pour l'analyse approfondie respecte pleinement les normes méthodologiques fixées dans les TDR et précisées dans le rapport de démarrage:

- Il est équilibré thématiquement, représentatif géographiquement,
- Il reflète les priorités stratégiques d'ONU Femmes RCA,
- Il offre un fort potentiel d'apprentissage à travers des interventions à fort impact, à haut risque ou innovantes.

### 5.2.2. Échantillonnage des répondants et différentes méthodes de collecte

L'échantillonnage des répondants s'est inscrit dans une approche qualitative, centrée sur la compréhension en profondeur des expériences, perceptions, dynamiques de pouvoir et mécanismes de changement générés par la mise en œuvre de la Note Stratégique. Il visait la richesse, la diversité et la pertinence des perspectives recueillies, selon une logique de variation maximale et de triangulation des points de vue.

### Graphique 3 : Échantillonnage des Répondants

L'échantillonnage s'est inscrit dans une approche qualitative, centrée sur la compréhension en profondeur des expériences, perceptions, dynamiques de pouvoir et mécanismes de changement générés par la mise en œuvre de la Note Stratégique. Il vise la richesse, la diversité et la pertinence des perspectives recueillies, selon une logique de variation maximale et de triangulation des points de vue.



#### Bénéficiaires Directs

- Femmes et filles bénéficiaires (toutes diversités)
- Groupes communautaires et associations locales
- Hommes et garçons impliqués dans la transformation des normes de genre



#### Partenaires de Mise en Œuvre

- Agences du SNU (PNUD, OIM, HCDH, MINUSCA)
- OSC nationales et réseaux féminins
- Institutions étatiques et services déconcentrés



#### Personnel d'ONU Femmes

- Management et planification stratégique
- Unités de conformité et supervision
- Unités de coordination, programme et opérations



#### Partenaires Techniques et Financiers

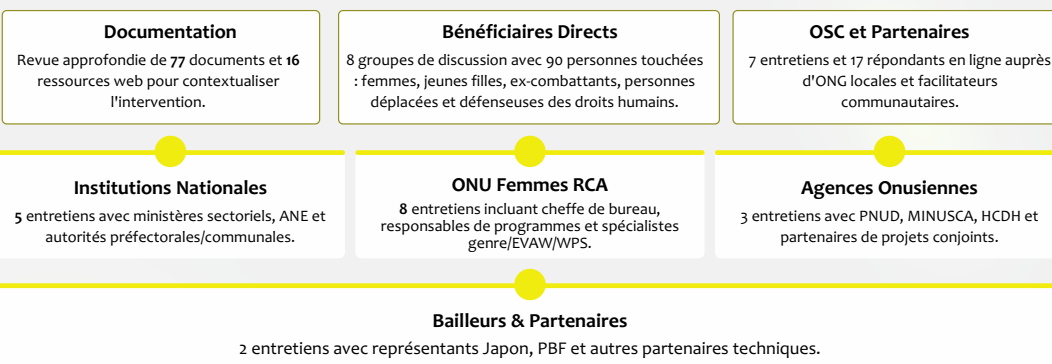
- Représentants des bailleurs contributeurs
- Agences des Nations Unies impliquées
- Partenaires de gouvernance stratégique

Chaque groupe est décliné selon des sous-catégories pertinentes avec des volumes indicatifs non-statistiques, adaptables selon les contraintes de terrain et les ressources disponibles.

### Graphique 4 : Échantillon des parties prenantes et méthodes de collecte des données

#### Échantillon des Parties Prenantes: Approche Méthodologique

Combinaison d'entretiens semi-structurés, groupes de discussion, enquêtes en ligne (KoboToolbox) et revue documentaire pour garantir la triangulation des données et la participation inclusive de toutes les parties prenantes.



#### Couverture Géographique

- Bangui (capitale)
- Bambari
- Bangassou
- Obo

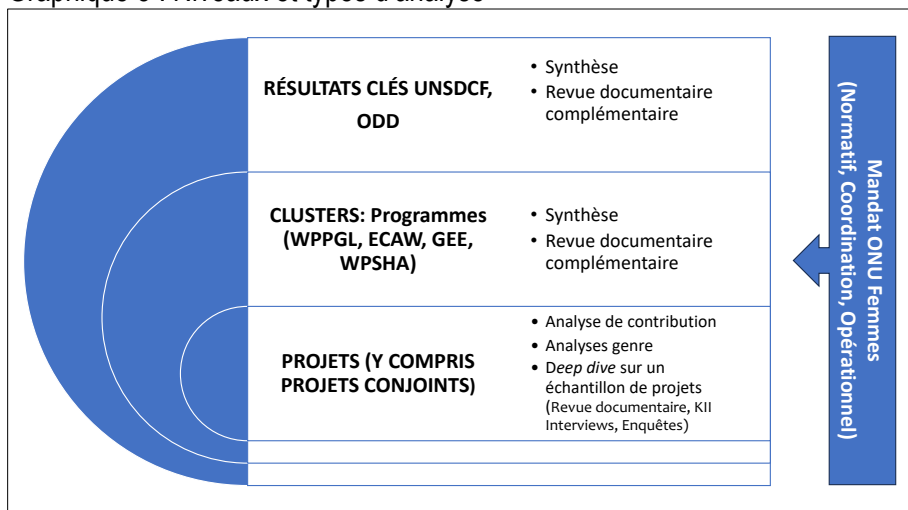
## 5.3. Méthodes ou outils d'analyse des données

### Niveaux et types d'analyse.

L'analyse des données a été organisée autour de trois niveaux imbriqués, reflétant la structure logique et stratégique de l'intervention d'ONU Femmes : macro, en lien avec les résultats de l'UNSDCF et du Plan stratégique d'ONU Femmes ; méso, à travers la cohérence interne et intersectorielle des quatre clusters programmatiques ; et micro, via l'analyse détaillée des projets (causalité, genre-droits humains, études de cas, données primaires et secondaires). L'ensemble de ces niveaux a été examiné à la lumière des trois volets du mandat d'ONU Femmes (normatif,

coordination, opérationnel), dans une perspective systémique, sensible au genre et fondée sur les droits.

Graphique 5 : Niveaux et types d'analyse



#### Méthodes ou outils d'analyse des données

L'analyse a combiné des méthodes quantitatives et qualitatives, fondées sur l'analyse documentaire, les systèmes de suivi et les données primaires issues d'entretiens, de focus groups et d'enquêtes. Les données quantitatives sont traitées via des analyses descriptives et croisées pour identifier tendances et variations intersectionnelles. Les données qualitatives font l'objet d'une analyse thématique itérative. Une triangulation systématique des sources permet de valider les constats, d'identifier dissonances et effets inattendus, avec une attention constante à la sensibilité genre et à l'inclusion. Les résultats préliminaires sont validés de manière participative. La qualité et la traçabilité des données sont assurées par une documentation méthodologique et des revues croisées.

### 5.4. Limites et stratégies de mitigation

L'évaluation a été confrontée à plusieurs limites liées au contexte de la RCA : accès restreint aux zones d'intervention en raison de l'insécurité et des contraintes logistiques, réduction du temps de terrain (mission limitée à Bambari), retards et indisponibilités de certains acteurs institutionnels à Bangui, ainsi que des difficultés de planification dues à l'instabilité du contexte. Pour atténuer ces contraintes, plusieurs stratégies ont été appliquées : diversification et triangulation systématique des sources (entretiens, FGD, documentation), recours à des méthodes à distance pour les zones inaccessibles, mobilisation des relais locaux (OSC et PMO) pour faciliter l'accès sécurisé aux répondants, flexibilité du calendrier pour garantir la représentativité, organisation de FGD en sous-groupes sensibles au genre pour favoriser l'expression des catégories vulnérables, et documentation des biais afin de cadrer l'interprétation des résultats. Ces mesures ont permis de maintenir la rigueur méthodologique malgré les conditions difficiles.

## 5.5. Considérations éthiques

L'évaluation a respecté les normes éthiques de l'UNEG, le cadre GERAAS et le UN Women Evaluation Handbook. Le consentement libre et éclairé a été systématiquement obtenu, avec des modalités adaptées au niveau d'alphabétisme. La confidentialité, l'anonymat et la sécurisation des données ont été strictement garantis. Conformément au principe de "ne pas nuire", une attention particulière a été portée aux risques psychosociaux en contexte fragile, avec des procédures de référencement en cas de divulgation de violences. Une approche intersectionnelle inclusive a permis d'intégrer les voix des groupes marginalisés. L'équipe a agi avec impartialité, transparence et neutralité.

## 6. Constats (Réponses aux questions d'évaluation)

L'évaluation conclut à une pertinence élevée de la Note Stratégique d'ONU Femmes RCA. Le portefeuille partenarial, large et complémentaire, a permis d'aligner les interventions sur les priorités nationales et internationales (PND, UNSDCF, CEDAW, UNSCR 1325), tout en répondant aux besoins exprimés par les bénéficiaires : protection contre les VBG, autonomisation économique, participation politique et cohésion sociale. Les résultats tangibles (réforme électorale, Observatoire de la Parité, AVEC/AGR, cliniques mobiles) confirment cet alignement. Toutefois, des défis subsistent : inclusion incomplète, couverture territoriale limitée et dépendance aux financements extérieurs.

### QE 1 : Quelle est la pertinence du choix des partenaires pour la situation des femmes et des groupes marginalisés ?

CP1 : Le portefeuille d'ONU Femmes en RCA est jugé hautement pertinent, car il couvre l'ensemble des quatre axes de la Note Stratégique (WPS-HA, EVAW, WEE, WPPGL) avec une articulation cohérente des rôles entre agences onusiennes, ministères nationaux et OSC. Chaque intervention repose sur un modèle partenarial distinct et complémentaire : en WPS-HA, le PBF GPI 2.0 mobilise ONU Femmes (co-lead), le HCDH et les organisations féminines pour renforcer leur rôle dans la prévention/gestion des conflits. En EVAW, le projet PBF-Défenseuses associe AWLN, CVJRR, les ministères sectoriels et MINUSCA pour offrir ancrage sécuritaire et prise en charge multisectorielle dans plusieurs préfectures. Le nexus WEE/WPS est illustré par SeDouti,<sup>7</sup> où APSUD/AFJC/MDA agissent en consortium pour assurer une chaîne complète « sensibilisation-prise en charge-autonomisation » dans l'Est du pays. Enfin, en WPPGL, l'appui à l'inscription électorale met en synergie ONU Femmes, MINUSCA et les institutions électorales, avec une inclusion des réseaux femmes/jeunes/handicap. Ensemble, ces configurations démontrent un portefeuille aligné aux besoins, aux mandats et aux dynamiques territoriales.

CP2 : Mécanismes de sélection et conformité (pratiques observées vs normes HACT/ONU). Plusieurs OSC/PMO décrivent une sélection par appel à propositions (AAP) et mapping et appels

<sup>7</sup> DAMS 14356\_ Projet Sedouti : « Amélioration de l'environnement sécuritaire et consolidation de la paix par la réintégration à base communautaire, des Ex-combattants en Centrafrique. »

d'offres conformément aux politiques partenariales d'ONU Femmes (alignement mandat, PSEA, due diligence).

CP3 : L'interprétation des données de l'évaluation laisse apparaître un écosystème de partenaires comprenant une combinaison d'OSC spécialisées (AFJC pour aspects juridique/VBG ; APSUD pour l'ancrage communautaire ; MDA pour la réintégration et l'éducation), de réseaux faïtiers (AWLN ayant une couverture nationale), d'institutions régaliennes (Ministères, CVJRR, ANE), et d'agences du système des Nations Unies (HCDH, MINUSCA, PNUD/OIM) constituant une architecture de rôles bien définie et complémentaire. Cette configuration aligne les mandats : protection et accès aux droits (HCDH, AFJC) ; cohésion et relèvement (APSUD, MDA, PNUD), empowerment et participation (ONU Femmes, AWLN, ANE), et sécurité et opérations (MINUSCA), ce qui renforce la pertinence vis-à-vis des besoins différenciés (PDI, réfugié-e-s, survivantes de VBG, ex-combattant-e-s, personnes handicapées).<sup>8</sup>

**Conclusion # 1 [Pertinence] - L'évaluation conclut à une forte pertinence du choix des partenaires d'ONU Femmes RCA. Le portefeuille partenarial combine l'expertise technique d'OSC spécialisées (AFJC pour l'accompagnement juridique, APSUD pour l'ancrage communautaire, MDA pour la réintégration), la capacité de mobilisation des réseaux faïtiers (AWLN, défenseuses des droits humains), l'appropriation institutionnelle via les ministères (Genre, Justice, ANE, CVJRR) et l'effet structurant des partenariats onusiens (HCDH, MINUSCA, PNUD/OIM). Cette architecture cohérente et complémentaire permet d'atteindre des groupes difficiles d'accès (survivantes de VBG, ex-combattant-e-s, PDI/réfugié-e-s, personnes handicapées), d'assurer la continuité des services (psychosocial, médical, juridique, économique) et de garantir l'alignement avec la Note Stratégique et les priorités nationales. Cependant, des limites subsistent notamment la sous-exécution via certaines chaînes de délégation (ex. Amis d'Afrique sous SOPADI).**

**QE 2 : Quelle contribution ONU Femmes a-t-elle établie avec la coordination des Nations Unies sur l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes dans le pays ?**

CP4 : Le mandat de coordination de ONU Femmes lui confère un avantage comparatif, comme chef de file pour assurer l'intégration du genre à travers le Système des Nations Unies (SNU) et promouvoir la responsabilité de tous les acteurs vis-à-vis des engagements en matière d'égalité des sexes. Depuis son établissement comme bureau de pays en 2021, ONU Femmes RCA a progressivement renforcé ce rôle de coordination, se positionnant comme pôle d'expertise et de plaidoyer en matière de genre au sein du SNU et auprès du gouvernement. La Note Stratégique 2023–2027 formalise ces ambitions en fixant des résultats spécifiques liés à la coordination (notamment le Résultat SN 2.2<sup>9</sup>).

<sup>8</sup> Analyse issues de la triangulation des informations provenant de la cartographie des projets, des entretiens avec les OSC/PMO, et FGDs.

<sup>9</sup> UN WOMEN SP Outcome 2.2: By 2027, the UN system in CAR significantly contributes to progress on gender equality and the empowerment of women and girls (SP Outcome 7)

CP5 - Planification stratégique. La Note Stratégique prévoyait un rôle central de l'organisation dans la coordination du genre au sein du SNU, notamment à diriger les réunions régulières du Groupe thématique genre afin d'assurer une intégration transversale du genre dans la programmation conjointe. Il était aussi planifié de mettre en place la Gender Scorecard du SNU et de suivre ses recommandations, en plus de développer des initiatives conjointes et des rapports communs sensibles au genre pour renforcer la cohérence des actions onusiennes. Parallèlement, la NS indiquait qu'ONU Femmes co-dirigerait ou appuierait plusieurs mécanismes nationaux créés récemment, tels que le Comité de coordination du secteur Genre et VBG (co-piloté avec le Ministère du Genre et l'UE) et le Comité Genre et Élections, afin d'aligner les efforts gouvernementaux et des partenaires sur les priorités genre. Enfin, ONU Femmes devait fournir une assistance technique normative pour aider les acteurs nationaux à honorer les engagements internationaux (CEDAW, ODD, Résolution 1325, etc.) et renforcer les mécanismes de redevabilité en matière de genre.

CP6 –À mi-parcours, ONU Femmes a pleinement exercé son rôle de chef de file de la coordination genre au sein du SNU. Le bureau a présidé le Groupe thématique Genre, co-dirigé le mécanisme Genre/VBG avec le Gouvernement et l'UE, et joué un rôle décisif dans l'intégration systématique du genre dans l'UNSDCF 2023-2027.<sup>10</sup> Le Comité Genre & Élections a été activé et renforcé, notamment grâce au détachement d'une spécialiste genre auprès de l'ANE, contribuant à une préparation électorale plus inclusive pour 2025.<sup>11</sup> ONU Femmes a également soutenu la réforme du secteur de la sécurité, en obtenant la création d'une structure genre au sein des FACA et en formant les forces de défense et sécurité sur la prévention des VBG. Ces avancées traduisent une mise en œuvre alignée sur la NS. Toutefois, des limites persistent : l'approche intersectionnelle reste inégale selon les programmes<sup>12</sup>, et la synergie interne entre piliers normatif et opérationnel n'est pas encore optimale, entraînant parfois des décalages de coordination et une capitalisation insuffisante des apprentissages.

**Conclusion # 2 [Pertinence] - ONU Femmes a démontré une position de leadership dans les mécanismes thématiques de coordination du système des Nations Unies (genre, humanitaire) tout en co-animant d'importantes instances nationales. Sa participation active – souvent en position de coordinatrice ou de facilitatrice – garantit un meilleur alignement des interventions, une cohérence accrue entre acteurs, et un plaidoyer continu pour garder la priorité au genre dans les agendas. Les résultats tangibles vont de la planification conjointe (UNSDCF sensible au genre) à des actions concrètes sur le terrain (directives communes VBG, formations inter-agences, etc.), attestant de la contribution significative pour le GEWE en RCA.**

CP7 - Harmonisation et redevabilité. ONU Femmes a également un rôle déterminant de promotion de l'harmonisation des cadres d'intervention avec les engagements internationaux, et instaurer une redevabilité mutuelle entre les parties. L'évaluation met en lumière, vis-à-vis des partenaires gouvernementaux, la co-gestion d'instances telles que le Comité sectoriel Genre/VBG crée un cadre de redevabilité partagée : gouvernement et bailleurs/ONU y présentent tour à tour l'état d'avancement de leurs engagements. Par exemple, lors de la revue à mi-parcours 2024, le Ministère du Genre a exposé les progrès sur la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre pendant que

<sup>10</sup> Données des questionnaires en ligne staff ONU Femmes RCA.

<sup>11</sup> Voir par ailleurs : "lors de la mise à jour du fichier électoral, des efforts conjoints d'ONU Femmes et de la MINUSCA ont porté le taux d'enregistrement des femmes à un niveau proche de la parité dans les zones pilotes, fournissant une base solide pour des élections plus inclusives en 2025.

<sup>12</sup> Relevé par le personnel même

les partenaires ont rendu compte de leurs appuis, chacun pouvant interpeller l'autre en cas de manquements. Ce dialogue régulier, facilité par ONU Femmes, renforce la confiance et la transparence.

CP8 : Au niveau communautaire, ONU Femmes a encouragé la redevabilité envers les bénéficiaires ; dans certains projets, des comités de suivi locaux (composés de femmes leaders, de jeunes, d'autorités locales) ont été mis en place pour suivre les activités et signaler les insuffisances aux partenaires, un partenaire de la société civile note ainsi que « le partage d'informations en temps réel avec ONU Femmes et la création d'une plateforme d'échange renforcerait encore plus la collaboration », suggérant d'aller vers des mécanismes plus formalisés de feedback communautaire sur les projets.<sup>13</sup>

CP9 - Appréciations de la coordination d'ONU Femmes par les parties prenantes. L'analyse des entretiens avec les parties prenantes du système des Nations Unies ainsi que les questionnaires adressés au staff ONU Femmes RCA et aux partenaires d'exécution, fournissent un éclairage précieux sur la perception du rôle de coordination d'ONU Femmes, en termes de réussites, de limites et d'attentes pour l'avenir. Un consensus fort émerge sur le leadership de qualité d'ONU Femmes en matière de coordination. Les organisations du SNU considèrent ONU Femmes comme un allié stratégique pour intégrer le genre<sup>14</sup>, et estiment ONU Femmes « joue un rôle clé de leader » dans la coordination inter-agences sur le genre, en animant efficacement le GTG et en veillant à la cohérence des actions des différentes entités. La majorité des OSC locales partenaires (plus de 80% des répondants<sup>15</sup>) jugent la coordination avec ONU Femmes « bonne à excellente », un partenaire note : « Tout se fait de manière conjointe, une confiance s'est établie entre nous », illustrant la démarche participative encouragée par ONU Femmes.

CP10 - Faiblesses et limites. En dépit des avancées notées, des limites ont été soulevées par les parties prenantes, indiquant des domaines où les attentes n'ont pas encore été pleinement satisfaites. L'une des principales faiblesses mentionnées est d'ordre organisationnel interne : le personnel d'ONU Femmes lui-même reconnaît que la coordination entre les volets programme, coordination inter-agences et appui politique n'est pas optimale. Un répondant interne souligne « un manque de communication fluide et de coordination régulière entre les volets opérationnel et normatif ». En plus, des partenaires mentionnent une « insuffisance de communication et partage limité d'information » par exemple, dans la planification ou les attentes en matière de rapports, ce qui a occasionné des malentendus.

CP11 - Attentes et besoins exprimés Les parties prenantes expriment des attentes claires pour la seconde moitié de la Note stratégique : renforcer le leadership de coordination d'ONU Femmes et institutionnaliser durablement les mécanismes existants, notamment en appuyant l'évolution du Comité sectoriel Genre/VBG vers un véritable observatoire national du genre. Les partenaires recommandent aussi d'étendre la coordination à de nouveaux domaines, comme genre, environnement et changement climatique. Plusieurs OSC demandent une plateforme digitale partagée (calendrier, rapports, alertes, bonnes pratiques) pour améliorer la circulation d'informations. En interne, le staff souhaite davantage de synergies entre programmes et

<sup>13</sup> Enquêtes en ligne auprès des OSC et partenaires de mise en œuvre

<sup>14</sup> [open.unwomen.org](http://open.unwomen.org)

<sup>15</sup> Enquête en ligne

coordination, via des réunions plus régulières et une capitalisation systématique. Enfin, un besoin fort d'appropriation nationale accrue ressort : co-pilotage des projets par les OSC et prise de leadership progressive des services déconcentrés.

**Conclusion #3 [Pertinence] – ONU Femmes a exercé un leadership reconnu dans la coordination genre, en harmonisant les cadres d'intervention, en animant des mécanismes nationaux clés et en consolidant une redevabilité partagée entre gouvernement, bailleurs et SNU. Cette dynamique a renforcé cohérence et transparence. Toutefois, des limites persistent : coordination interne insuffisamment fluide, circulation d'information perfectible et attente d'une appropriation nationale accrue. La seconde moitié de la NS doit capitaliser sur ces acquis et répondre à ces besoins émergents.**

**QE 3 : L'orientation thématique de la Note Stratégique est-elle appropriée et l'approche est-elle pertinente pour faire progresser l'égalité des sexes ?**

CP13 -La note stratégique (NS) s'inspire dans une architecture de politiques et cadres normatifs internationaux, régionaux et nationaux définissant des priorités en matière d'égalité des sexes, de paix et de développement. Plus explicitement, la NS mentionne son alignement sur les cadres globaux tels que la CEDAW, la Résolution 1325, l'agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable, la Vision 2063 de l'Union Africaine ainsi que le Plan Stratégique ONU Femmes (2022–2025) des politiques nationales telles que le Plan National de Développement (PND 2024-2028), et au niveau national sur la Stratégie Nationale de Lutte contre les VBG, la Stratégie Nationale Genre et Élections, le Plan d'Action National 1325 ou encore la Stratégie d'Autonomisation Socio-Économique des femmes.

CP14 -Les constats montrent que la Note Stratégique d'ONU Femmes RCA s'inscrit dans un alignement solide et cohérent avec les principaux cadres normatifs internationaux, régionaux et institutionnels. Conformément à la CEDAW, la NS intègre les principes d'élimination de la discrimination, de participation politique, d'accès équitable aux ressources et de protection contre les VBG, traduits en objectifs opérationnels dans les quatre domaines d'impact (gouvernance, autonomisation économique, EVAW, WPS-HA). L'axe WPS-HA reflète fidèlement les piliers de la Résolution 1325 — participation aux processus de paix, protection contre les violences liées aux conflits, prévention via systèmes d'alerte sensibles au genre, et relèvement incluant des approches DDR genrées — tout en mobilisant des indicateurs harmonisés WPS. La NS s'aligne aussi sur les ODD, notamment l'ODD 5 (égalité), l'ODD 8 (travail décent) et l'ODD 16 (institutions inclusives), intégrant la budgétisation sensible au genre et des mécanismes de suivi correspondants. L'arrimage avec l'Agenda 2063 se traduit par des actions en faveur du leadership féminin, de la gouvernance démocratique, de la sécurité, de l'emploi décent et de la résilience climatique. Enfin, la NS reprend pleinement les quatre résultats d'impact du Plan Stratégique ONU Femmes 2022–2025, avec un langage et des approches transformatrices centrées sur les droits humains, l'intersectionnalité et le principe « ne laisser personne de côté ».

CP15 - Alignement avec le Plan national de développement (PND) RCA 2024–2028<sup>16</sup> :-La Note Stratégique est fortement alignée au PND 2024–2028, en contribuant à la gouvernance inclusive, à la résilience économique, au développement du capital humain et à l’adaptation climatique avec une approche genre. Plusieurs indicateurs nationaux sensibles au genre (représentation des femmes, VBG, emploi, scolarisation, santé SSR, budgets sensibles au genre, résilience climatique) constituent des leviers clés pour un suivi conjoint NS–PND, renforçant l’harmonisation, la redevabilité et la cohérence des résultats nationaux.

CP16 - Alignement avec le cadre UNSDCF RCA 2023–2027. La NS reprend directement cinq des sept effets de l’UNSDCF, assurant ainsi une cohérence structurelle avec le cadre commun du SNU en RCA. Les priorités et produits de la NS sont intégrés dans les quatre piliers de l’UNSDCF, et ONU Femmes est stratégiquement positionnée et identifiée comme agence chef de file ou co-lead dans plusieurs effets et produits des principaux piliers de l’UNSDCF, notamment : (1) Paix (leadership sur la participation politique des femmes, DDR et prévention des VBG) ; (2) Population (renforcement des capacités des institutions et OSC féminines, amélioration des services aux survivantes de VBG) ; (3) Prospérité (autonomisation économique, entrepreneuriat féminin, inclusion financière) ; et (4) Planète : sécurisation foncière pour les femmes, intégration du genre dans les politiques environnementales. La NS intègre les principes de programmation de l’ONU : « Ne laisser personne de côté », « Droits humains », « Égalité entre les sexes et autonomisation des femmes », « Durabilité et résilience », et « Redevabilité mutuelle », et les traduit en cibles opérationnelles (indicateurs désagrégés par sexe, inclusion des groupes marginalisés, etc.).<sup>17</sup>

CP17 -Les constats montrent que la Note Stratégique présente un alignement fort avec les besoins réels des femmes et groupes marginalisés, tel que confirmé par les focus groups et consultations communautaires menés dans les zones d’intervention (Bangui, Bambari, Bangassou, Obo). Les bénéficiaires ont exprimé des priorités claires : accès aux moyens de subsistance, prise en charge des survivantes de VBG, soutien juridique, participation aux décisions locales et sécurisation des espaces publics. Ces besoins ont été directement intégrés dans la conception des interventions : les initiatives WEE (AVEC, kits AGR, formations professionnelles) reflètent les demandes d’autonomisation économique formulées par les femmes déplacées et rurales ; les actions EVAW (cliniques mobiles, centres d’écoute renforcés, mécanismes de référencement) répondent à l’appel des survivantes pour une prise en charge complète et accessible ; les activités WPPGL (inscription électorale, formation des candidates, campagnes de sensibilisation) découlent des préoccupations sur la faible représentation féminine ; enfin, les interventions WPS-HA (comités de paix, inclusion dans le DDR, participation aux dialogues) reprennent les attentes des femmes souhaitant contribuer à la sécurité et à la cohésion communautaire. Toutefois, la consultation n’est pas encore systématique dans toutes les interventions, notamment en contexte d’urgence humanitaire, indiquant un potentiel d’amélioration pour renforcer encore la pertinence et la redevabilité envers les bénéficiaires.

<sup>16</sup> Ministère de l’Economie, du Plan et de la Coopération Internationale - MEPCI (2024) : Plan national de développement (PND) RCA 2024–2028. <https://republiquencentrafricaine.un.org/sites/default/files/2025-06/Plan%20National%20de%20D%C3%A9veloppement%20RCA.pdf>

<sup>17</sup> A titre illustratifs, des indicateurs sensibles au genre de l’UNSDCF repris dans la NS incluent, entre autres: Indice d’inégalité de genre, Proportion de femmes et jeunes élus aux législatives, Proportion de survivantes de violences bénéficiant d’une assistance holistique, Nombre de structures communautaires engagées dans la prévention des VBG, et Nombre de plans de développement local sensibles au genre

CP18 - Perception des OSC et PMO sur la pertinence de la Note Stratégique. Selon les résultats de cette enquête auprès des OSC et des PMO<sup>18</sup>, la perception de l'alignement des thématiques de la note avec les besoins communautaires est unanime, la quasi-totalité des répondants estiment que ces thématiques sont « tout à fait alignées » avec les besoins qu'ils observent sur le terrain. Parmi les raisons avancées, la NS apporte des réponses directes aux vulnérabilités exacerbées par le contexte de crise ; par exemple, « Dans le Haut-Mbomou... la récurrence des conflits a augmenté le risque de violences basées sur le genre... le partenariat avec ONU Femmes a contribué à la lutte contre les VBG à travers des sensibilisations communautaires... et l'accès à l'éducation de seconde chance. »

CP19 - Perception de la capacité de ONU Femmes à atteindre les groupes les plus marginalisés. La capacité d'ONU Femmes à atteindre les groupes les plus marginalisés est jugée globalement bonne : 41 % des répondants la qualifient de « très bonne » alors que 53 % de « assez bonne » et seulement 6 % de « faible ». Elle s'est appuyée sur : (i) la présence dans les zones les plus difficiles d'accès où peu d'acteurs humanitaires interviennent : « La zone d'intervention est une zone difficilement accessible... peu d'acteurs humanitaires y interviennent, ce qui démontre qu'ONU Femmes intervient là où il y a le plus grand besoin » ; (ii) les services adaptés : soutien psychosocial aux survivantes de VBG, distribution de kits de dignité, AGR pour les femmes déplacées ou jeunes filles associées aux groupes armés ; (iii) l'approche inclusive : l'implication active des bénéficiaires dans la mise en œuvre ; et (iv) l'intersectionnalité en ciblant des bénéficiaires avec divers vulnérabilités : femmes et jeunes filles déplacées internes, réfugiées, associées avec des groupes armés, femmes handicapées, bien que la capacité d'atteindre des groupes marginalisés reste limitée.

**Conclusion #5 [Pertinence] – La Note Stratégique est hautement pertinente, démontrant un alignement vertical (CEDAW, Résolution 1325, ODD, Vision 2063, Plan stratégique ONU Femmes) et horizontal (PND, UNSDCF) avec les cadres de référence. Elle répond de manière intégrée aux inégalités structurelles par ses volets gouvernance, WEE, EAW et WPS-HA. Quelques limites persistent – inclusion incomplète, consultations irrégulières, ressources limitées – mais la NS demeure un instrument stratégique capable de générer des transformations durables pour l'égalité de genre.**

## 6.1. Analyse du critère EFFICACITE –

L'analyse de l'efficacité examine dans quelle mesure les cibles prévues aux différents niveaux de la chaîne des résultats (outputs, Outcomes, impact) sont atteintes, les contributions spécifiques d'ONU Femmes, les résultats différenciés selon les groupes de bénéficiaires, et les facteurs internes et externes qui influencent la trajectoire des changements observés. Elle mobilise les données de suivi, les rapports narratifs, les rapports des projets, et les perceptions des parties prenantes pour éclairer les progrès réalisés et les marges d'amélioration pour la seconde moitié de la Note Stratégique.

<sup>18</sup> Le nombre total de répondants est limité (17), ce qui permet d'identifier des tendances, mais nécessite de prendre en compte la **prudence** dans la généralisation des résultats à l'ensemble des partenaires. Les réponses fournissent néanmoins un éclairage qualitatif riche et directement issu de l'expérience terrain.

Question Principale : Dans quelle mesure ONU Femmes RCA a-t-elle réussi à atteindre les résultats prévus de sa Note Stratégique en optimisant les synergies programmatiques, l'équilibre entre ses fonctions (opérationnelle, coordination, normative), et en s'appuyant sur une structure de gestion et des mécanismes de gestion des connaissances efficaces pour surmonter les facteurs entravants et maximiser les facteurs habilitants ?

À mi-parcours, la Note Stratégique présente une efficacité globalement satisfaisante mais inégale. Les progrès sont solides en participation politique (inscriptions, candidates, charte), plus limités en justice et accès aux droits en raison de contraintes structurelles persistantes. Des avancées existent en BSG et données sexo-spécifiques, mais leur institutionnalisation reste partielle. L'approche intégrée a généré des effets catalyseurs, malgré une couverture territoriale insuffisante et des acquis fragiles. Un recentrage stratégique est nécessaire pour combler les retards d'ici 2027.

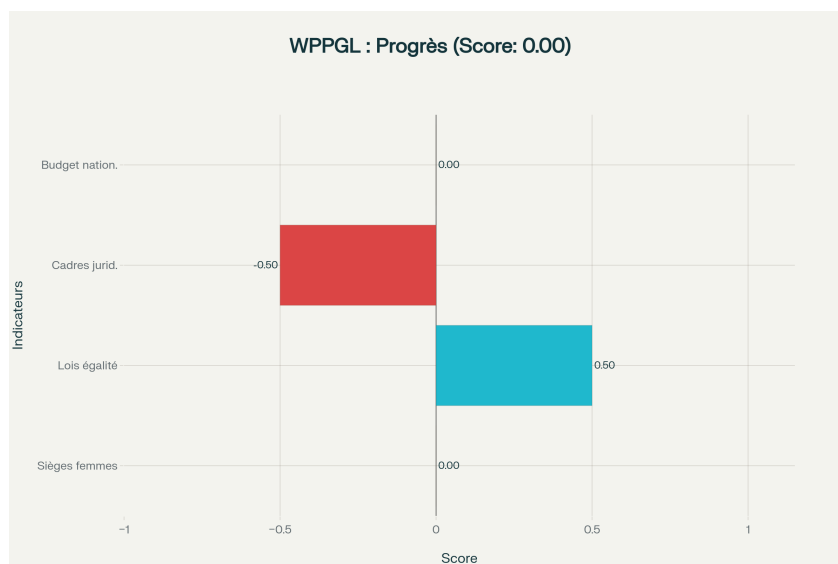
Sous-question : QE 4 : Dans quelle mesure les résultats prévus ont-ils été atteints dans les délais ? Quelle a été la contribution d'ONU Femmes à l'avancement de la réalisation des résultats ? Pour qui ? Quels résultats inattendus (positifs et négatifs) ont été obtenus ? Pour qui ?

UN WOMEN SP Impact 1: Governance & Participation in Public Life (G&PPL) : Women fully and equally participate in leadership and decision-making and women and girls benefit from gender-responsive governance.

Les progrès vers une participation égale des femmes et des hommes aux décisions et une gouvernance sensible au genre restent contrastés. La loi sur les quotas électoraux et l'intégration du genre dans le Plan national posent les bases d'une gouvernance plus inclusive. Parallèlement, l'enrôlement électoral par témoignage coutumier a fait progresser la participation féminine aux élections. Cependant, la pérennisation de ces acquis est compromise par la budgétisation sensible au genre qui tarde à se généraliser, l'accès des survivantes à la justice reste faible et la représentation féminine stagne.

Ce schéma se retrouve dans d'autres pays fragiles (Mali, RDC, Tchad). Au Mali, le quota de 30 % a porté la présence féminine à 28 % sans atteindre la parité ; en RDC, la parité constitutionnelle reste symbolique (13 % de députées) ; et au Tchad, un quota de 30 % n'empêche pas une faible représentation féminine. Ces parallèles soulignent que la pleine inclusion des femmes requiert de lier l'aide humanitaire (papiers d'identité, protection) aux efforts de développement (budgets sensibles au genre) et à une paix inclusive (participation des femmes aux négociations) – une approche Nexus alignée sur l'agenda Femmes, Paix et Sécurité.

Graphique 6: Performance des indicateurs du domaine– Participation et Gouvernance



Source : Oneapp: Result Monitoring and Reporting Development SN Impact\_2025-7-23 10.54.37 ANNUAL 2024

### CAR UNSDCF Outcome 2.1 : D'ici fi 2027, les populations en RCA vivent dans un Etat de droit et accèdent à la justice, à la sécurité, et leurs droits humains sont promus et protégés

À mi-parcours, l'Outcome 2.1 montre des progrès contrastés. L'inclusion électorale (Output 2.1.1) est en nette avancée : l'usage du témoignage coutumier a permis d'inscrire plus de 61 000 personnes, dont 51,3 % de femmes, et de former plus de 1 200 candidates, renforçant la participation féminine malgré des défis de coordination. La budgétisation sensible au genre (Output 2.1.2) accuse du retard : l'intégration normative progresse, mais les ministères manquent de capacités et de moyens pour institutionnaliser la BSG. L'accès à la justice (Output 2.1.3) progresse partiellement, avec des réseaux de défenseuses et plus de 900 acteurs formés, mais la réponse judiciaire aux VBG reste insuffisante. Les statistiques de genre (Output 2.1.4) sont en bonne voie grâce à l'Observatoire national de la Parité et à la SNDS, même si seulement 19 % des indicateurs ODD genre sont disponibles. ONU Femmes joue un rôle catalyseur, mais des efforts restent nécessaires pour transformer ces acquis en changements structurels durables.

#### Output 2.1.1: Les Centrafricains notamment les femmes, les jeunes et les groupes minoritaires participent aux processus électoraux et politiques inclusifs (UNSDCF, Priority Peace, Outcome 1, Output 1.1)

CE1 - Entre septembre et décembre 2024 (aire 1), ONU Femmes–MINUSCA a levé un obstacle structurel à l'inscription des femmes (absence de pièces d'identité) en mettant en place un mécanisme innovant de témoignage par chefs de village/quartier pour des témoignages officiels ; 1 137 chefs mobilisés pour valider l'identité de personnes sans pièces.

CE2 - Parallèlement, 1 212 femmes ont été formées pour les élections locales (cadre légal, leadership transformateur, stratégie de campagne), et 325 hommes leaders se sont engagés

publiquement à soutenir les candidatures féminines. Comme résultats, 28 000 actes de naissance ont été facilités pour les groupes vulnérables (femmes, personnes handicapées, y compris y compris 3 000 pour des minorités ethniques, dont 2 000 pygmées, et 1 000 personnes dans la commune de Sam-Oundja, récemment libérée de l'emprise des groupes armés après plus de 18 ans d'occupation), afin d'élargir la base des ayants-droits. Grâce à ce mécanisme, total 61 690 personnes ont été enrôlées dont 51,3% de femmes dans les centres d'inscription de Bégoua, Bossangoa, Mongoumba, Bouar et Bimbo.<sup>19</sup> Le dispositif a combiné volontaires de proximité, radios/SMS, caravanes et appui logistique (dont des moto-tricycles), avec une coordination active ANE–OSC féminines.

CE3 –Le mécanisme de témoignage a permis de réduire une barrière structurelle (absence de pièce d'identité), qui pénalise disproportionnellement les femmes (coût/temps/distance), tout en transformant des normes locales grâce au rôle prescripteur des chefs, qui légitiment l'enrôlement féminin dans des zones encore marquées par des normes restrictives. Il faut toutefois relever que l'architecture de coordination a été globalement fonctionnelle mais irrégulière, ce qui a pesé sur le rythme de mise en œuvre (réunions plénières rares) — un enjeu critique à l'approche du cycle électoral 2025, et les retards logistiques (moto-tricycles) ont limité l'ampleur géographique immédiate des résultats. La création de la Chambre de la chefferie traditionnelle et son intégration dans la Chambre de la Chefferie traditionnelle dans la Constitution du 30 août 2023 ouvre une fenêtre institutionnelle pour négocier des TSM locales<sup>20</sup>.

CE4 –ONU Femmes a joué un rôle moteur dans la conception et la mise en œuvre du dispositif, en co-concevant opérationnellement avec la MINUSCA (mandat électoral), l'ANE et les OSC un mécanisme combinant ingénierie sociale (mobilisation de chefs traditionnels comme témoins), appui technique à l'ANE (détachement d'un expert genre & élections), mobilisation d'OSC et de volontaires pour le plaidoyer et la sensibilisation de proximité, ainsi qu'une logistique adaptée (caravanes, moto-tricycles). Cette alliance stratégique avec les chefs traditionnels a permis un enrôlement socialement accepté, particulièrement dans des zones où les normes socioculturelles restreignent la participation féminine. Le mécanisme causal repose ainsi sur la combinaison d'une innovation sociale validée localement (témoignage coutumier), d'un appui technique institutionnel (ANE) et d'une logistique flexible, soutenue par des relais communautaires et des réseaux féminins.

CE5 – La dynamique favorable tient aussi à la fenêtre électorale 2025, à un effet d'entraînement communautaire lié aux engagements publics des chefs et leaders masculins, ainsi qu'aux appuis de la MINUSCA en communication et logistique. Les contraintes de coordination (réunions plénières irrégulières) et les retards logistiques ont néanmoins limité l'ampleur immédiate des effets observés.

**Conclusion # 6 [Efficacité] - L'Output 2.1.1 est 'On Track' et démontre des avancées significatives : le vivier de candidates potentielles s'élargit, les inscriptions féminines progressent vers la parité, et un socle social d'acceptation de la participation politique des femmes se consolide. L'innovation du témoignage coutumier, combinée à une approche logistique-communautaire intégrée et au**

<sup>19</sup> Rapport Projet Élections

<sup>20</sup> TSM est l'acronyme de "Territoire Sans Maître", une expression souvent utilisée pour désigner des zones en République centrafricaine où l'autorité de l'État est faible ou inexistante, et où des groupes armés ou criminels opèrent. Ces zones sont caractérisées par une instabilité politique et sécuritaire, avec des violences fréquentes et des difficultés d'accès.

soutien public d’alliés masculins, a permis de lever des barrières structurelles et socioculturelles à l’enrôlement. Néanmoins, la coordination irrégulière et la dépendance à des moyens logistiques externes constituent des fragilités à corriger. Pour la suite, le programme pourra capitaliser sur la Chefferie traditionnelle comme levier institutionnel pour négocier de nouveaux TSM au niveau local et institutionnaliser le suivi sexospécifique du fichier électoral, afin de consolider et amplifier les acquis.

Output 2.1.2 : Les institutions nationales ont renforcé leurs capacités à planifier, budgétiser, suivre les dépenses, et à mobiliser des ressources en faveur de l’égalité de genre et de l’autonomisation des femmes (GEWE), afin de promouvoir une gouvernance inclusive, responsable et efficace (dérivé de l’UNSDCF, Priorité Paix, Outcome 1, Output 1.3). » (UNSDCF, Priorité Paix , Effet 1, Produit 1.3 )

CE6 – Sur le registre normatif et institutionnel, il faut noter une intégration significative et systématique du genre dans le PND. Par ailleurs, le projet de révision du Code électoral sensible au genre a été validé en atelier national et transmis à l’Assemblée Nationale. Les textes d’opérationnalisation de la Loi sur la Parité (dont l’Observatoire de la Parité) ont été avancés. Toutefois, côté budgétisation sensible au genre, le signal 2024 reste faible « No change »<sup>21</sup> sur la part budgétaire GEWE. Selon le monitoring interne, seul quatre ministères pilotes formés, mais absence d’extension systématique à l’ensemble du gouvernement, les capacités et moyens des mécanismes nationaux étant limités (logistique, personnel, outils de suivi).

CE7 – La dynamique « réformes-cadres » progresse plus vite que l’institutionnalisation budgétaire du genre. Les ministères pilotes ne disposent pas encore de mécanismes internes robustes pour suivre et rapporter les dépenses GEWE. Les contraintes incluent des capacités limitées, un manque d’outils harmonisés, et la dépendance au financement projet. ONU Femmes a agi comme catalyseur normatif (appuis techniques à la révision des cadres, plaidoyer stratégique, dialogue de haut-niveau), et a fourni une expertise technique pour initier la BSG dans les ministères pilotes , mais le changement attendu sur les marqueurs budgétaires requiert un accompagnement plus ciblé de ministères vitrines (MEP/Finances, Collectivités, Défense).

Conclusion # 7 [Efficacité] - L’Output 2.1.2 présente des résultats mixtes ; les avancées en matière de gouvernance sont notables, avec l’ancrage du genre dans le PND et la préparation de textes opérationnels majeurs, mais la traduction budgétaire de ces réformes reste absente au niveau national. Les fenêtres de réforme sont ouvertes et soutenues par des alliances au niveau central, mais la traçabilité des dépenses GEWE et les capacités limitées du mécanisme genre freinent l’institutionnalisation de la budgétisation sensible au genre. Pour la suite, le programme peut capitaliser sur ces acquis en formant des paires “réforme + BSG” dans 2 à 3 ministères vitrines, et en exploitant des outils comme les revues de dépenses et les CDMT pour matérialiser des gains tangibles et démontrer la valeur ajoutée de l’intégration du genre dans les politiques publiques.

---

<sup>21</sup> *Result Monitoring 2024*

**Output 2.1.3: Les institutions de l'Etat sont renforcées pour garantir le déploiement effectif et l'accès aux services de justice de qualité, et d'assurer la promotion et la protection des droits humains (UNSDCF, Priority Peace, Outcome 2, Output 2.1)**

CE8 – Au plan des chaînes d'accès, ONU Femmes (avec le PNUD) a renforcé 650 défenseur-e-s des droits humains (Genre, DH, GRB<sup>22</sup>, Gestion de projet) et 300 défenseuses sur la gestion des conflits et la justice transitionnelle, avec un lien opérationnel établi avec la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation (CVJRR). Les narratifs 2023 mentionnent, par ailleurs, l'appui aux révisions légales discriminatoires. Les capacités en amont (acteurs de première ligne, référencements, culture de droits) se consolident, mais la chaîne complète de réponse judiciaire aux VBG reste inopérante, et la traduction en effets concrets pour les survivantes (prise en charge judiciaire, décisions, réparations) demeure incomplète à ce stade. Les survivantes ne bénéficient pas encore d'un accès systématique à la justice formelle.

La chaîne de causalité est établie à travers le rôle de courtage d'ONU Femmes entre les OSC juridiques, la CVJRR et le ministère de la Justice ; renforcé par l'investissement dans la communauté de pratique (défenseuses) qui crée la demande sociale pour la justice, mais le blocage institutionnel échappe à son seul contrôle.

**Conclusion # 8 [Efficacité] - L'Output 2.1.3 est partiellement atteint : les capacités et réseaux sont en place, notamment grâce à la consolidation d'un réseau structuré de défenseuses des droits humains et à la montée en compétences des actrices et acteurs de première ligne. Cependant, l'appareil judiciaire n'est pas encore pleinement activé pour traiter les cas de VBG, ce qui limite la production d'effets directs. L'absence d'opérationnalisation de la CVJRR-VBG constitue un frein majeur. Pour accélérer les résultats, il est nécessaire de mettre en œuvre des guichets mobiles juridiques en partenariat avec des OSC spécialisées (ex. AFJC), d'établir et de faire appliquer des protocoles de référencement et de sécurisation des victimes, et de renforcer le maillage territorial pour relier efficacement les mécanismes communautaires d'alerte et les instances judiciaires.**

**Output 2.1.4: National institutions have strengthened capacity to collect, analyze, disseminate and use quality disaggregated data to support decision-making and accountability' (SP Outcome 6, Output 1).**

CE9 – Les efforts d'ONU Femmes se sont traduits par un appui technique structuré à l'ICASEES et à la Direction Générale du Genre pour dynamiser la production et l'utilisation des statistiques de genre. Cela s'est inscrit dans la préparation de la SNDS 2024-2028 et du projet Women Count. L'évaluation nationale conduite en juin 2024 montre cependant que sur les 54 indicateurs ODD genre de la liste minimale internationale, seuls 10 (19 %) sont pleinement disponibles, 9 (17 %) partiellement disponibles, et 35 (64 %) indisponibles ou non produits. Les avancées concernent : (i) la validation technique du décret portant création de l'Observatoire national de la parité, étape clé pour le suivi de la loi sur la parité, (ii) l'intégration d'un service dédié aux statistiques sociales et de genre dans l'organigramme de l'ICASEES, avec un mandat explicite mais

<sup>22</sup> Gender-responsive budgeting (GRB)

encore limité par les effectifs (3 agents), et (iii) l'intérêt affiché par l'Union Européenne et d'autres PTF pour financer des activités de collecte et de diffusion de données sexospécifiques.

CE10 – Le monitoring SN 2024 classe l'Output 2.1.4 comme On Track au regard des livrables prévus (renforcement de l'Observatoire, coordination nationale), mais met en exergue : (i) une faible désagrégation géographique et par sexe des statistiques produites, (ii) l'absence de plan de diffusion valorisant les données existantes (pas de tableau de bord genre), (iii) ainsi qu'une coordination encore faible entre producteurs et utilisateurs, y compris au sein du SNU, où la question statistique reste marginale dans le GT Suivi-Évaluation.

CE11 – Le déficit structurel de production de statistiques de genre résulte d'un double verrou : (a) Capacitaire : effectifs restreints, faible formation des points focaux genre (peu ou pas formés aux méthodes statistiques), dépendance financière (85 % du budget de l'ICASEES couvert par les PTF), et (b) Organisationnel : absence d'un cadre fonctionnel solide entre l'ICASEES et la DGG pour la planification, l'archivage et la diffusion des données. Dans ce contexte, ONU Femmes a joué un rôle de catalyseur pour : (i) Intégrer les statistiques de genre dans la SNDS 2024-2028 ; (ii) Mobiliser une assistance technique (via Women Count) pour accompagner la production et la diffusion ; et (iii) Plaider auprès des PTF (UE, Banque mondiale) pour financer des opérations intégrant la dimension genre (RGPH, recensements sectoriels). Ces efforts se heurtent toutefois à l'absence d'évidences statistiques fiables sur des thématiques clés (VBG, participation politique, autonomisation économique) ainsi que des délais importants entre collecte et publication (ex. : MICS 2018-2019 publié trois ans après).

CE12 – En analysant le mécanisme causal pouvant démontrer la contribution de ONU Femmes, il faut relever l'appui à la structuration d'un espace institutionnel pour les statistiques de genre (Observatoire, service dédié à l'ICASEES), à l'intégration de la dimension genre dans les cadres stratégiques (SNDS 2024-2028) et à l'orientation des financements PTF vers la production et la diffusion de données désagrégées. Cependant, d'autres explications alternatives pourraient concerner les appuis de la Banque mondiale au système statistique national et les engagements pris dans le cadre des ODD qui ont également stimulé la dynamique, mais sans le plaidoyer et l'appui technique d'ONU Femmes, l'intégration du genre dans la SNDS et la relance de l'Observatoire auraient été moins avancées.

**Conclusion # 9 [Efficacité] - L'Output 2.1.4 est On Track : ONU Femmes a contribué à mettre en place des structures et cadres clés (Observatoire de la Parité, service dédié à l'ICASEES, intégration du genre dans la SNDS 2024-2028) et à mobiliser des financements PTF pour les statistiques de genre. Cependant, la disponibilité effective des indicateurs reste faible (64 % des 54 indicateurs ODD genre non couverts), les capacités techniques limitées et la diffusion des données insuffisante. La priorité est désormais de passer de la mise en place institutionnelle à une production et un usage réguliers de données désagrégées, appuyés par des produits de diffusion accessibles et un calendrier de publication.**

## UN WOMEN SP Outcome 2.2: By 2027, the UN system in CAR significantly contributes to progress on GEWE (SP Outcome 7)

Les progrès au niveau de Outcome 2.2 sont globalement positifs mais inégaux. ONU Femmes a renforcé son rôle de chef de file du SNU en pilotant l'UNCT-SWAP Scorecard, en co-présidant le GTGDHI et en intégrant l'égalité de genre dans l'UNSDCF, permettant l'alignement des agences et la mobilisation de ressources. Les capacités institutionnelles et sociétales progressent également (ANE outillée en genre, division genre au sein de la Défense, OSC et réseaux de défenseuses renforcés, participation accrue des femmes). Toutefois, les avancées demeurent hétérogènes : reporting inter-agences irrégulier, capitalisation limitée, appuis économiques parfois inadéquats. ONU Femmes agit comme catalyseur normatif et technique, mais la consolidation exige l'institutionnalisation sectorielle et un meilleur alignement des appuis aux besoins différenciés des bénéficiaires. L'efficacité est jugée modérément satisfaisante, avec des acquis encore fragiles.

### Output 2.2.1 – CAR CO effectively leads, coordinates and promotes accountability for the implementation of gender equality commitments across the UN system

CE13 – ONU Femmes a exercé un leadership clé au sein de l'UNCT en co-présidant le GTGDHI<sup>2324</sup>, pilotant l'UNCT-SWAP et intégrant l'expertise genre dans le PND. Son action a renforcé la coordination inter-agences, soutenu des événements majeurs et mobilisé des ressources, dont 1,5 M USD du PBF pour l'inscription électorale des femmes.

CE14 – Analyse. Le leadership d'ONU Femmes a permis de positionner l'égalité de genre comme priorité transversale dans l'UNSDCF et d'instaurer une culture de coordination et de redevabilité au sein du SNU. Toutefois, la régularité des réunions et le suivi des recommandations restent tributaires de la disponibilité des agences et de la stabilité des points focaux.

CE15 – Analyse de la contribution d'ONU Femmes : ONU Femmes a été le catalyseur de la réalisation de l'Output 2.2.1 en pilotant l'évaluation UNCT-SWAP et en intégrant le genre dans le PND et l'UNSDCF, tout en outillant les partenaires et en créant des espaces d'apprentissage interne. Elle a mobilisé des ressources clés (PBF, Spotlight), animé le plaidoyer et coordonné les initiatives inter-agences. Si d'autres agences ont contribué via leurs volets sectoriels, c'est l'impulsion et la cohérence apportées par ONU Femmes qui ont permis d'aligner les actions et de transformer les engagements du SNU en un plan d'action commun opérationnel.

**Conclusion # 10 [Efficacité] - L'Output 2.2.1 est en bonne voie ; ONU Femmes a consolidé son rôle de chef de file de la coordination GEWE au sein du SNU, en posant des bases solides pour l'alignement inter-agences sur des objectifs communs. Les fondamentaux de coordination et de redevabilité sont désormais en place et opérationnels, soutenus par une culture d'apprentissage inter-agences émergente. Toutefois, la régularité du reporting multi-agences et le partage systématique de preuves restent à améliorer pour optimiser le suivi et l'évaluation des progrès. Pour**

<sup>23</sup> Rapport de mise en œuvre du PA 2024 du GTGDHI au mois 7

<sup>24</sup> Entretiens avec les membres des groupes thématiques et des mécanismes de coordination UNCT

la suite, des opportunités existent, notamment la mise en œuvre d'un plan d'action commun UNCT-SWAP.

#### Output 2.2.2 – Government and non-governmental actors have strengthened capacities to meet global, regional and national normative commitments on GEWE

CE16 –ONU Femmes a renforcé les capacités d'acteurs institutionnels et de la société civile pour la mise en œuvre des engagements GEWE. L'ANE a été dotée d'un expert genre-élections pour intégrer le genre dans les procédures électorales. Par ailleurs, UNCT s'efforce de s'aligner sur les engagements pour la participation égale. Des capacités normatives ont été renforcées (réseaux de défenseur·e·s, défenseuses DDH) à travers des formations sur les VBG, droits humains, gestion des cas, plaidoyer politique ; appui en AGR et équipements (kits boulangerie, saponification, couture, alertes précoces).<sup>25</sup> Comme effets observés, une amélioration de la dénonciation des VBG et du référencement des cas, l'émergence de femmes leaders locales, certaines postulant à des postes de chefferie ou politiques, et une autonomisation économique favorisant l'influence sociale et familiale. ONU Femmes a agi comme amplificateur via les réseaux (OSC, défenseuses) et aussi comme conseiller technique des institutions, rapprochant le normatif et l'opérationnel, facilitateur du dialogue entre OSC et institutions, accompagnateur. technique de réformes sectorielles.

**Conclusion # 11 [Efficacité] - L'Output 2.2.2 est en progression : les capacités des acteurs institutionnels et de la société civile ont été sensiblement renforcées, avec des avancées notables dans certains secteurs stratégiques tels que l'ANE et la Défense, ainsi qu'au sein des réseaux de défenseuses des droits humains. Ces acquis constituent une base solide à convertir en résultats réglementaires et institutionnels durables. Toutefois, l'institutionnalisation reste inégale selon les secteurs et l'adaptation fine des appuis aux besoins exprimés demeure à améliorer. Pour la suite, les priorités devraient porter sur la mise en place de plans d'action codifiés (élections) et de feuilles de route sectorielles par ministère, afin de garantir la pérennité et la cohérence des avancées.**

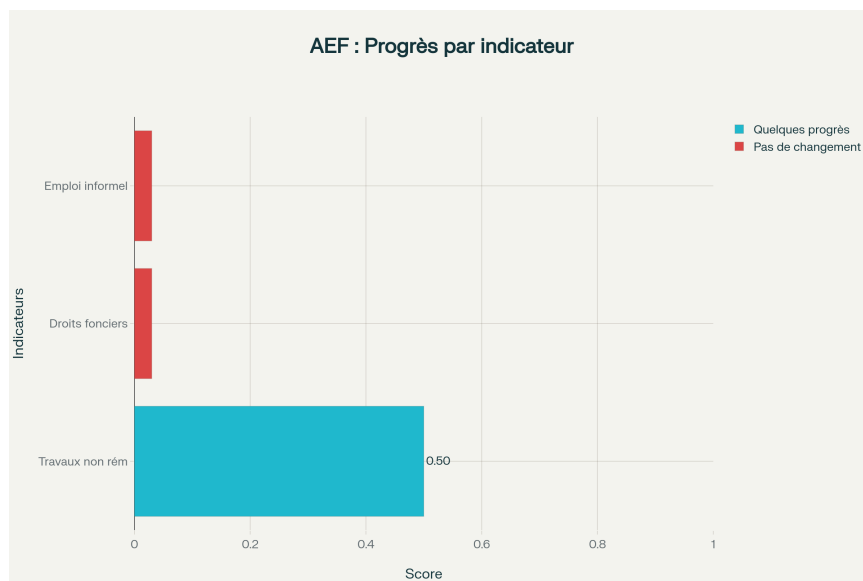
**ONU Femmes - Impact 2 : Autonomisation économique des femmes (WEE) : Les femmes disposent de revenus stables, d'un travail décent et d'une autonomie économique.**

Les progrès vers l'Impact 2 (WEE) sont modérément satisfaisants. Des gains concrets émergent au niveau des ménages : relance de petits revenus via AVEC/AGR, amélioration du bien-être psychosocial et de l'estime de soi, réduction du temps domestique grâce aux services de proximité, et signes de résilience économique chez les groupes les plus vulnérables. Certains effets durables apparaissent (poursuite d'AVEC, loyers générés, entretien communautaire). Toutefois, la transformation de ces acquis en travail décent reste limitée : activités informelles sous-capitalisées, kits peu adaptés au marché, performances variables des modèles collectifs, inclusion encore incomplète et faiblesse des preuves d'impact. Pour 2025–2027, la trajectoire vers l'autonomie

<sup>25</sup> Des évidences traduites par les entretiens et focus group avec les associations bénéficiaires membres des réseaux des défenseuses des droits de l'homme.

économique nécessite un réalignement marché, un renforcement de la redevabilité financière et un ancrage institutionnel reliant AVEC, financements formels et services publics.

Graphique 7: Progrès des indicateurs du programme– Autonomisation Economique des Femmes (WEE)



Source : Oneapp: Result Monitoring and Reporting Development SN Impact\_2025-7-23 10.54.37 ANNUAL 2024

**UNSDCF RCA Outcome 4.1: D'ici 2027, les populations en RCA, y compris les femmes, les jeunes, les réfugiés, les rapatriés, les personnes déplacées internes et tous les autres groupes vulnérables, auront un accès équitable et durable aux opportunités économiques qui favorisent la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, l'innovation et la numérisation**

L'Outcome 4.1 montre des progrès contrastés. Au niveau du Produit 4.1.1, les capacités des structures d'appui au secteur privé progressent partiellement ; les interventions AVEC/AGR et les formations en gestion ont amélioré l'autonomisation économique des femmes et jeunes filles, mais les effets restent limités par un suivi insuffisant et un manque d'appuis institutionnels. Par ailleurs, les capacités économiques des groupes vulnérables (Produit 4.1.2) sont « on track », avec des résultats positifs pour les ex-combattants, survivantes de VBG, PDI et défenseuses (revenus, scolarisation, bien-être psychosocial). Toutefois, certaines catégories (âgées, handicapées, jeunes non scolarisés) restent moins intégrées, et les normes sociales continuent de freiner les femmes. Malgré une diversification économique accrue, les avancées sur l'emploi décent et les droits fonciers stagnent. L'efficacité globale demeure modérément satisfaisante, nécessitant une inclusion renforcée et une mise à l'échelle durable.

**Produit 4.1.1: Les structures de promotion et d'appui au secteur privé ont la capacité d'améliorer le climat des affaires et de soutenir les entreprises des secteurs formel et informel. (Extrait du UNDSCF, Priorité Prospérité, Résultat 2, Effet 2.1)**

CE17 – Renforcement des structures économiques. Les interventions d'ONU Femmes ont consolidé les structures locales d'autonomisation : construction et équipement de maisons de la femme et centres multifonctionnels offrant formation professionnelle, alphabétisation, écoute et accès aux services sociaux.<sup>26</sup> Les AVEC et kits AGR ont renforcé l'épargne, le crédit rotatif et les petits revenus, bénéficiant particulièrement aux déplacées internes et survivantes de VBG.<sup>27</sup> CE24 – Changements observés. Les bénéficiaires rapportent une amélioration notable de l'estime de soi, du statut familial et de la capacité d'influence. Les AVEC/AGR ont permis de financer la scolarité, diversifier les revenus et renforcer la résilience économique des ménages. Dans plusieurs zones (Bambari, Bria, Bangassou, Obo), les centres multifonctionnels ont aussi servi d'espaces de cohésion sociale, réduisant les tensions intercommunautaires.

CE18. L'analyse montre que les changements observés dans l'autonomisation économique et sociale des femmes résultent d'un ensemble de facteurs habilitants dans lesquels ONU Femmes joue un rôle structurant. D'abord, la synergie inter-agences – illustrée par SEDOUTI avec le PNUD et l'OIM – a permis de déployer une réponse intégrée combinant appui psychosocial, juridique, économique et éducatif, offrant un continuum de services rarement disponible pour les femmes, survivantes de VBG, PDI ou ex-combattants. Ensuite, l'ancrage communautaire, via l'implication des autorités locales et la mise en place de comités de gestion (dont certains avec 55 % de femmes), a renforcé l'appropriation locale et posé les bases de la durabilité. Les approches articulant autonomisation économique, cohésion sociale et résilience communautaire ont également favorisé des effets catalyseurs.

CE19. Cependant, plusieurs facteurs ont limité la portée des interventions : retards de décaissements entamant la confiance, kits AGR parfois inadaptés au contexte local<sup>28</sup>, faible implication des services techniques sectoriels, prise en compte insuffisante des besoins différenciés (jeunes femmes, femmes handicapées, hommes victimes de VBG) et déficits de suivi chez certains PMO, ayant généré des perceptions de manque de transparence. Malgré ces contraintes, la contribution propre d'ONU Femmes est déterminante. L'organisation a renforcé des structures locales pérennes (maisons de la femme, centres multifonctionnels, comités de veille) et consolidé plusieurs OSC féminines (AFJC, APSUD, MDA, AWLN), qui assurent formation, accompagnement juridique et soutien psychosocial. Les témoignages des bénéficiaires confirment que, sans ONU Femmes, l'accès aux AGR, à l'alphabétisation et aux services de soutien aurait été très limité, voire inexistant.<sup>29</sup>

**Conclusion # 12 [Efficacité] - Les interventions d'ONU Femmes sous l'Output 4.1.1 sont jugées globalement efficaces, avec des contributions tangibles au renforcement des structures de soutien**

<sup>26</sup> Confirmé par les entretiens avec autorités du Ministère du Genre

<sup>27</sup> Tous les entretiens et FGD avec les bénéficiaires confirment la contribution des Kits AGR à l'autonomisation des femmes et jeunes filles ainsi que des hommes et garçons.

<sup>28</sup> A Bambari, la quasi-totalité des bénéficiaires a relevé cette inadéquation entre les besoins exprimés pendant l'évaluation préprojet et ce qui a été reçu.

<sup>29</sup> Pratiquement toutes les OSC interrogées reconnaissent la valeur ajoutée de ONU Femmes dans le renforcement des capacités des PMO et réseaux d'associations défenseuses des droits de l'homme.

économique et à l'autonomisation des femmes, en particulier dans les zones fragiles. Les bénéficiaires attestent de gains en matière de dignité, de confiance et de moyens de subsistance. Toutefois, les limites liées aux retards de financement, à l'inadéquation de certains appuis et au manque de transparence des PMO appellent à une amélioration du ciblage, du suivi et du financement à moyen terme. ONU Femmes pourraient néanmoins tirer profit sur les opportunités telles que les infrastructures existantes pour développer des pôles économiques féminins régionaux, consolider les mécanismes de suivi et de redevabilité entre ONU Femmes, PMO et bénéficiaires pour renforcer la transparence, et explorer davantage l'intégration du secteur privé local pour accroître la durabilité des AGR.

Produit 4.1.2: Les personnes en situation de vulnérabilité dans les zones urbaines et rurales ont les capacités nécessaires en vue de leur autonomisation économique. (Extrait du UNDSF, Priorité Prospérité, Effet 2, Produit 2.3)

CE20 – Les constats montrent que les interventions ont ciblé les groupes les plus vulnérables — déplacés internes, survivantes de VBG, défenseuses des droits humains, jeunes femmes et ex-combattants — avec des résultats concrets bien qu'inégaux. Chez les déplacées internes, les AVEC et petits commerces ont permis d'amorcer une reprise économique malgré la perte des moyens de subsistance. Toutefois, les appuis restent insuffisamment inclusifs, notamment pour les jeunes et les personnes âgées, tandis que les femmes assument de plus en plus la charge économique familiale. Les survivantes de VBG bénéficient d'un ensemble d'appuis (psychosocial, médical, kits scolaires, AGR collectifs) qui ont amélioré leur bien-être, leur dignité sociale et leur capacité à contribuer aux revenus des ménages. Cependant, les AGR collectifs génèrent parfois tensions et captation des ressources. Les ex-combattants, via SEDOUTI, montrent une réinsertion sociale encourageante, affirmant que l'appui reçu (soins, formations, AGR) a réduit la tentation de reprendre les armes et favorisé la cohésion avec les communautés. Les défenseuses des droits humains ont renforcé leurs capacités et accru leur présence dans les espaces de décision grâce aux kits et formations. Enfin, les jeunes femmes et filles ont pu accéder pour la première fois à des activités génératrices de revenus via AVEC et AGR, renforçant leur autonomie et leur confiance, particulièrement dans les zones de crise.

CE21 – ONU Femmes a joué un rôle déterminant dans l'obtention des résultats, en : (i) offrant des moyens de subsistance alternatifs aux groupes vulnérables, limitant leur exposition au recrutement armé (ex-combattants, jeunes désœuvrés), (ii) accroissant la résilience économique des femmes déplacées et survivantes de VBG à travers AVEC et AGR, et (iii) renforçant le leadership et la voix publique des femmes défenseuses et des réseaux féminins. Cependant, l'appui du PAM et du HCR ont également soutenu les déplacés avec nourriture et cash, et pourraient constituer des explications alternatives. L'OIM et le PNUD contribuent au DDR et à la réintégration socio-économique dans le cadre des projets conjoints. Ces apports complètent l'action d'ONU Femmes, mais son rôle est distinct car il assure le nexus humanitaire-développement-paix avec une approche genrée.

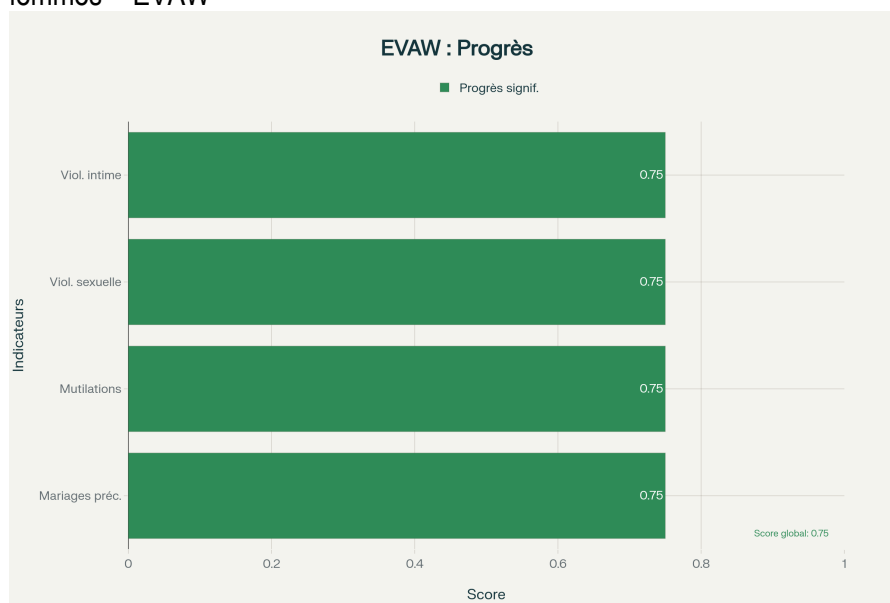
Conclusion # 13 [Efficacité] - L'efficacité des interventions d'ONU Femmes sous l'Output 4.1.2 est globalement satisfaisante, avec des résultats tangibles pour les populations vulnérables. Les femmes déplacées, survivantes de VBG, ex-combattants et défenseuses de droits humains témoignent de gains significatifs en autonomie économique, dignité et participation sociale. L'approche intersectionnelle est perceptible, bien que des lacunes persistent dans l'adaptation aux

besoins spécifiques (handicapées, femmes âgées, jeunes déscolarisés). La contribution d'ONU Femmes est jugée cruciale pour combler le vide entre aide humanitaire et relèvement économique, mais la durabilité exige un meilleur ciblage, une plus grande transparence des PMO et un renforcement institutionnel local.

### NS RCA - Impact 3 : Les femmes et les filles vivent à l'abri de toute forme de violence

Les progrès vers l'Impact 3 sont réels mais inégaux. Le modèle de proximité et holistique (cliniques mobiles, centres d'écoute, référencement) a amélioré l'accès aux services, accru le signalement – y compris des cas masculins auparavant invisibles – et renforcé la résilience psychosociale et économique via AVEC/THIMO.<sup>30</sup> Les survivantes rapportent une reprise de « vie normale » et les réseaux de défenseuses contribuent à une gestion plus confidentielle des cas, à la dénonciation et à une hausse du statut social. Des avancées similaires sont observées auprès d'ex-combattants engagés dans des parcours spécialisés. Toutefois, des limites persistent : retards, sous-traitance fragile, espaces sûrs non opérationnels, kits/AGR inadéquats et capacités hospitalières faibles. La consolidation de l'impact exige désormais la standardisation des SOP, un pilotage renforcé des PMO et l'ajustement des AGR pour garantir une réduction durable des violences d'ici 2027.

Graphique 8 : Progrès des indicateurs du programme « Élimination des violences a l'égard des femmes - EVAW



Source : Oneapp: Result Monitoring and Reporting Development SN Impact\_2025-7-23 10.54.37 ANNUAL 2024

<sup>30</sup> Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre

**RCA UNDSFC Effet 3.1 : D'ici 2027, les populations en RCA, en particulier les femmes, les enfants, les jeunes et les autres groupes vulnérables, seront protégées de toutes les formes de violence, d'exploitation et de discrimination, y compris celles fondées sur le genre, dans un environnement favorable à l'égalité des sexes..**

L'évaluation montre des **progrès substantiels** vers l'Effet 3.1 de l'UNSDCF. Les capacités des acteurs étatiques et non étatiques se sont renforcées grâce aux formations, centres d'écoute, AVEC, comités communautaires et à l'appui institutionnel (CVJRR). Ces dispositifs ont amélioré la prévention, la dénonciation et la prise en charge psychosociale et économique des survivantes, ainsi que la cohésion sociale. Les cliniques mobiles et réseaux de défenseuses ont réduit les barrières d'accès et accru le recours à la justice. Toutefois, des limites persistent : prise en charge mentale insuffisante, qualité inégale des AGR, comités de veille fragiles, capacités sanitaires limitées. La contribution d'ONU Femmes est jugée déterminante mais nécessite une consolidation systémique.

**Produit 3.1.1 : Les capacités techniques et institutionnelles des acteurs étatiques et non étatiques sont renforcées en vue de promouvoir l'égalité de genre et de lutter contre les violences, la stigmatisation et la discrimination fondées sur le genre et le VIH/SIDA (UNDSFC, Priorité Population, Effet 2, Produit 2.1)**

CE22 – Les constats montrent des progrès notables dans le renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques pour prévenir et répondre aux violences basées sur le genre. Les OSC partenaires (AFJC, APSUD, MDA, AWLN) ont bénéficié de formations clés (VBG, droits humains, PSEA) et ont mis en place centres d'écoute, AVEC et comités communautaires, améliorant référencement<sup>31</sup>, soutien psychosocial et cohésion sociale. Sur le plan institutionnel, l'appui à la CVJRR a permis l'élaboration d'un manuel genre et la formation de commissaires, renforçant l'intégration du genre dans l'instruction des dossiers, malgré une instabilité institutionnelle persistante. Les réseaux de défenseuses et survivantes rapportent des effets positifs : regain d'estime de soi, dénonciation accrue, participation publique, relance d'activités économiques. Toutefois, des limites demeurent, notamment en matière de prise en charge mentale, de comités de veille peu opérationnels<sup>32</sup> et de besoins de consolidation institutionnelle.

CE23 – L'analyse montre que le triptyque capacitation des OSC + dispositifs de proximité + passerelles institutionnelles a généré des effets directs sur la sécurité, la santé mentale et l'autonomisation de base des femmes, avec des retombées positives en cohésion sociale. ONU Femmes y a contribué de manière déterminante en concevant, coordonnant et articulant des interventions conjointes (notamment via le PBF) reliant prévention, prise en charge communautaire et ancrage institutionnel (CVJRR, autorités locales). Son rôle de catalyseur et de "courtier" — appui normatif, production d'outils, animation de partenariats, alignement paix-genre et mobilisation de financements — a permis de structurer une réponse intégrée qui aurait sinon été fragmentée. Des facteurs externes (IOM, UNDP, MSF, dynamique sécuritaire) ont également contribué, mais des

<sup>31</sup> Entretiens avec les OSC et partenaires de mise en œuvre.

<sup>32</sup> Résultats émanant aussi bien des entretiens avec les OSC partenaires qu'avec les survivantes de VBG

goulets d'étranglement persistant, notamment en santé mentale et dans la chaîne judiciaire, limitant la durabilité des effets.

**Conclusion # 14 [Efficacité]** - À mi-parcours, l'atteinte de l'Output 3.1.1 est en bonne voie, mais inégal ; les capacités d'acteurs étatiques/non-étatiques ont nettement progressé et des effets positifs sont observés sur la prévention et la prise en charge communautaire (psychosociale/économique) des VBG. La valeur ajoutée d'ONU Femmes tient à son rôle d'intégrateur (projets conjoints PBF, ancrage institutionnel, réseautage de défenseuses). Les limites majeures portent sur la qualité/pertinence de certains moyens économiques, la prise en charge de la santé mentale, et la traduction judiciaire des cas. La réponse doit devenir plus différenciée et systémique pour consolider les acquis et réduire les écarts entre groupes ( survivantes, PDI, ex-combattants, personnes handicapées, jeunes).

**Produit 3.1.2 :** Les populations en RCA vivent dans un environnement où la violence, y compris la violence basée sur le genre, est prévenue et où les victimes bénéficient de services de prise en charge holistiques, inclusifs et renforcés. (UNDSCF, Priorité Population, Effet 2, Produit 2.2)

CE24 - Les constats montrent que le Produit 3.1.2 a généré des avancées tangibles en prévention et prise en charge holistique des VBG. Les cliniques mobiles et centres d'écoute ont rapproché les services<sup>33</sup>, permis l'identification et le référencement de survivantes et révélé des cas masculins auparavant invisibles. Les bénéficiaires rapportent que les prises en charge psychosociale et médicale, l'appui économique (AGR, AVEC, THIMO) et les référencements hospitaliers ont contribué à « reprendre une vie normale »<sup>-34</sup>, renforcer la stabilité psychosociale et la cohésion communautaire. Les jeunes filles et survivantes expriment néanmoins un fort besoin d'espaces sûrs opérationnels dès le début des projets. Les défenseuses des droits humains constatent une amélioration de la confidentialité, de la dénonciation des cas (y compris intrafamiliaux) et une hausse du respect et du leadership féminin.

CE25 - L'analyse montre que les changements observés découlent d'une architecture intégrée combinant prévention, premiers recours et stabilisation, dans laquelle ONU Femmes joue un rôle structurant. Les cliniques mobiles, centres d'écoute et réseaux de défenseuses ont réduit les barrières d'accès (distance, stigma) et amélioré le référencement santé/justice. Les appuis économiques (AVEC, AGR, THIMO) ont renforcé la stabilité financière, réduisant les facteurs de risque associés aux violences et créant un environnement protecteur pour femmes et filles. Les résultats comportementaux (hausse des dénonciations, recours à l'aide, leadership féminin accru) traduisent des effets indirects sur les normes. La contribution d'ONU Femmes est matérialisée par le paquet intégré déployé avec ses PMO et en coordination avec les services publics et le système ONU. Si d'autres acteurs (MINUSCA, IOM, HCR/PAM) contribuent sur des aspects logistiques ou sécuritaires, les bénéficiaires attribuent clairement la chaîne prévention-écoute-référencement-stabilisation à l'architecture portée par ONU Femmes.

<sup>33</sup> Témoignages illustratifs : « Les centres d'écoute ont contribué à faire baisser les VBG ».

<sup>34</sup> Extraits de FGD : « La prise en charge psychosociale nous a permis de reprendre une vie normale. »

CE26 - Les constats révèlent une chaîne prévention–identification–référencement fonctionnelle, mais fragilisée par des dysfonctionnements opérationnels, notamment des retards de sous-traitance, des comités communautaires peu opérationnels, une cartographie de référencement obsolète et des capacités hospitalières limitées. L'articulation appui psychosocial + relance économique (AVEC/TIMO) renforce la résilience et l'empowerment des survivantes et des filles. Les limites incluent l'inclusivité inégale (jeunes, personnes âgées, PDI) et des kits/AGR parfois inadéquats.

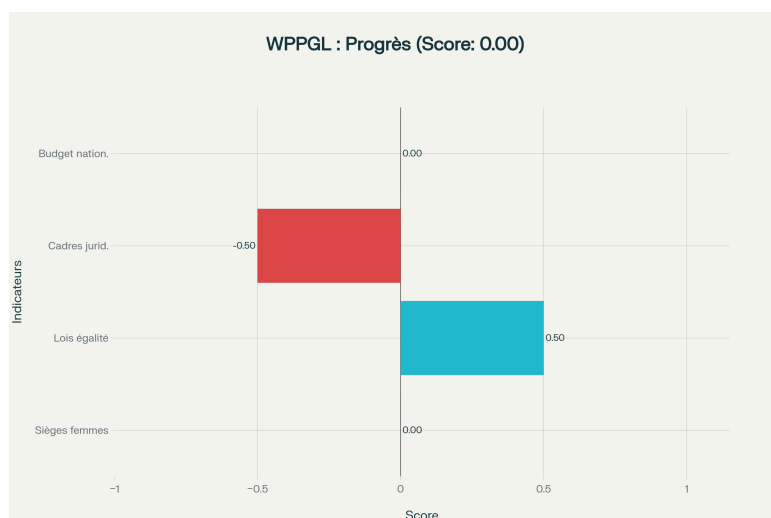
**Conclusion # 14 [Efficacité]** - À mi-parcours, l'Output 3.1.2 montre des avancées tangibles dans la prévention (cliniques mobiles, sensibilisations) et la prise en charge (écoute, référencements santé/justice) avec des effets positifs perçus (baisse des VBG dans certaines zones, reprise de vie normale, cohésion sociale). La valeur ajoutée d'ONU Femmes réside dans un modèle intégré ancré localement (réseaux de défenseuses) et articulé à l'autonomisation économique (AVEC/TIMO). Les fragilités tiennent à des goulots logistiques, une qualité inégale des appuis économiques, et des capacités sanitaires limitées. La consolidation passera par des SOP communs, une gouvernance de sous-traitance plus rigoureuse, et l'extension d'espaces sûrs adaptés aux contextes.

**Impact 1 NS RCA :** Les femmes et les filles contribuent à, et exercent une influence, à l'édification d'une paix et d'une résilience durables, et bénéficient équitablement de la prévention des conflits et des catastrophes, ainsi que de l'action humanitaire.

CE27 – Les progrès vers l'Impact 1 sont significatifs, portés par une décennie d'acquis consolidés. L'appui japonais a permis d'améliorer l'accès aux services essentiels (eau potable pour 12 000 personnes, latrines sensibles au genre, ambulances motos) et de renforcer les capacités de 378 femmes leaders en gouvernance et médiation, tandis que plus de 2 000 survivantes ont bénéficié d'un appui holistique. Le programme WPS&HA poursuit cette dynamique en intégrant systématiquement le genre dans le nexus humanitaire–développement–paix<sup>35</sup>, en renforçant la participation des femmes dans les mécanismes communautaires et institutionnels et en soutenant l'institutionnalisation du genre dans les forces de défense et de sécurité. Ces actions contribuent à la prévention des conflits, à la résilience et à la réduction des violences. Toutefois, des défis persistent, notamment en matière de coordination, de qualité des AGR et de durabilité des partenariats.

Graphique 9 : Progrès des indicateurs au niveau impact du programme "Femmes, Participation Politique, Gouvernance et Leadership »

<sup>35</sup> Plan de Réponse Humanitaire République Centrafricaine



Source : Oneapp: Result Monitoring and Reporting Development SN Impact\_2025-7-23 10:54:37 ANNUAL 2024

**UNDSCF RCA Effet 1.1 : D'ici 2027, les populations de la RCA vivent dans un environnement où la consolidation de la paix, la réconciliation nationale et les mécanismes de gouvernance sont inclusifs, redevables et efficaces.**

CE28 – Les progrès vers l'Effet 1.1 sont tangibles. ONU Femmes a renforcé la consolidation de la paix locale en structurant un maillage communautaire : 150 champion·ne·s SASA! formé·e·s, 30 comités pairs/alerte opérationnels et 5 787 personnes touchées, tandis que 140 leaders locaux ont été outillés pour ancrer ces pratiques dans la gouvernance locale. L'organisation s'appuie aussi sur une action conjointe de longue date en communication pour la cohésion sociale (ONU Femmes–UNFPA–SFCG), avec 82 % des cibles atteintes, malgré une couverture géographique incomplète. Les réseaux de défenseuses et la CVJR rapportent une montée des capacités de dénonciation, de référencement et de leadership. Globalement, la contribution d'ONU Femmes est crédible : elle relie prévention des violences, mobilisation sociale et espaces de dialogue, en cohérence avec le nexus humanitaire–développement–paix. Les défis concernent surtout l'extension territoriale et l'homogénéité de la qualité des appuis.

**Produit 1.1.1 : Les institutions de défense et de sécurité disposent de capacités améliorées pour intégrer les questions liées au genre dans leur mandat de protection et de sécurité des populations et de promotion des droits de l'homme (issu de l'UNDSCF, Priorité Paix, Effet 2, Produit 2.2)**

CE29 – Les constats montrent des avancées significatives dans l'intégration du genre au sein du secteur de la défense. L'institutionnalisation est matérialisée par la Division Genre (DIVGENRE) au sein de l'État-Major, chargée de promouvoir la prévention des VBG, la participation des femmes et l'intégration du genre dans les pratiques militaires. ONU Femmes a également renforcé les capacités des forces de sécurité grâce à des formations sensibles au genre et aux VBG, issues notamment

des cycles financés par le Japon.<sup>36</sup> Son plaidoyer a favorisé des progrès symboliques, dont la promotion de femmes à des postes de commandement.

CE30 – La structuration de la DIVGENRE et la nomination de femmes à des grades supérieurs constituent des jalons institutionnels majeurs, signalant un déplacement des normes au sein des forces de défense et une légitimation accrue des enjeux « genre & VBG ». Ces avancées facilitent l'intégration du genre dans les doctrines, formations et procédures opérationnelles. Le leadership féminin — notamment la présence d'une Générale<sup>37</sup>— crée un effet de démonstration positif pour la mixité. Par ailleurs, l'émergence d'une orientation stratégique (politiques, lois, formations) traduit une montée en capacités organisationnelles. Toutefois, l'opérationnalisation demeure incomplète (budgets, outils, redevabilité), condition essentielle pour ancrer durablement ces changements.

CE31 – L'appui technique et le plaidoyer d'ONU Femmes auprès du Ministère de la Défense et de l'État-Major ont constitué des inputs stratégiques pour structurer la fonction genre. L'émergence de la DIVGENRE et la promotion de femmes à des postes de commandement sont des résultats intermédiaires clairement liés à cet accompagnement. Ces avancées ont renforcé l'intégration du genre dans les politiques, formations et mécanismes internes VBG. D'autres facteurs externes (PBF, MINUSCA, justice transitionnelle) et la volonté politique interne ont également contribué. Néanmoins, la contribution propre d'ONU Femmes est substantielle dans l'institutionnalisation du genre et la visibilité du leadership féminin ; la consolidation dépendra désormais de l'opérationnalisation (SOP, normes, suivi disciplinaire).

**Conclusion # 15 [Efficacité] - L'efficacité pour le l'Output 1.1.1 est avérée au niveau institutionnel : l'appui d'ONU Femmes a contribué à installer la fonction genre au cœur du système de défense (DIVGENRE) et à rendre visible le leadership féminin (promotion d'une Générale), jalons critiques pour l'intégration du genre dans les missions de protection et le respect des droits humains. La prochaine étape déterminante consiste à institutionnaliser pleinement ces avancées via des politiques, SOP, formations et mécanismes de redevabilité alignés, ainsi qu'un suivi probant des effets (prévention/traitement des VBG, carrières des femmes). Des synergies PBF/MINUSCA et une meilleure consolidation des preuves renforceront la durabilité et la mesurabilité des changements.**

**Produit 1.1.2 : Les membres des groupes armés, en particulier les femmes, les filles et les jeunes, ainsi que les membres de la communauté, bénéficient de programmes de réinsertion socioéconomique et communautaire. (UNDSCF, Priorité Paix, Effet 1, Produit 1.2)**

CE32 – Les constats montrent que le projet SEDOUTI (PBF) a généré des effets significatifs malgré des cibles révisées. Les réseaux de défenseuses et communautés ont bénéficié d'AGR et d'initiatives AVEC, renforçant autonomie économique, paiement des scolarités et statut social. En parallèle, les projets Japon ont formé 133 jeunes et femmes à la fabrication de briques stabilisées, offrant une filière d'insertion locale. Les ex-combattants apprécient l'approche holistique et de

<sup>36</sup> Impact Report on Japan-Funded UN Women CAR Projects

<sup>37</sup> Ex. promotion de Mme Léa Yangongo au grade de Générale, Directeur de Cabinet au Ministère de la Défense Nationale et de la Reconstruction de l'Armée et d'une autre femme comme Commandant de Zone)

proximité d'ONU Femmes, complétant l'appui initial de l'OIM. La chaîne de services – sensibilisation, identification, accompagnement psychosocial, référencement intra-consortium – est perçue comme cohérente et complémentaire. Enfin, les CLPR ont facilité le dialogue entre ex-combattants, autorités et leaders communautaires, renforçant cohésion sociale, tandis que les approches Do No Harm et Common Ground ont été intégrées aux pratiques de terrain.<sup>38</sup>

CE33 – Les interventions ont produit des effets perceptibles sur le bien-être, la sécurité psychosociale et l'intégration sociale des ex-combattants et communautés hôtes. Les bénéficiaires rapportent des améliorations de santé, un meilleur accès aux services psychosociaux et médicaux, ainsi qu'une réduction des tensions grâce à des parcours dédiés, adaptés au besoin de sécurité identitaire. Les formations (ex. briques de terre stabilisée), les AGR et les AVEC ont renforcé l'autonomie économique de femmes et de jeunes des communautés hôtes, tout en facilitant indirectement l'acceptation sociale des ex-combattants. La mise en place des Comités Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR) et la diffusion d'approches sensibles au conflit ont créé des espaces sûrs de dialogue, réduisant la stigmatisation et favorisant des activités mixtes. L'analyse de contribution montre que les intrants d'ONU Femmes — dans la co-mise en œuvre du projet SEDOUTI avec le PNUD et les OSC (AFJC, APSUD, MDA) — ont fourni un paquet intégré : accompagnement psychosocial/juridique, référencements, AGR/AVEC, soutien aux CLPR, promotion des approches Do No Harm/Common Ground, et appuis à l'insertion économique communautaire. Combinés à des synergies programmatiques et une coordination régulière, ces éléments ont produit des extrants tels que l'accès accru aux services, une amélioration du bien-être, l'émergence d'opportunités économiques et des dialogues communautaires pacifiés. Des facteurs externes (IOM dans le DDR initial, contraintes du processus APPR/DDRR, critères nationaux d'éligibilité) expliquent toutefois que les effets d'insertion économique restent partiels.<sup>39</sup> Malgré cela, les preuves confirment une contribution substantielle d'ONU Femmes à la réduction de la stigmatisation, à la réintégration sociale et, de manière indirecte, au renforcement économique communautaire.

CE34 – Analyse intersectionnelle. En rapport avec la perspective intersectionnelle, on observe des progrès en termes d'accès aux centres d'écoute, psychosocial et AGR/AVEC pour les Femmes ex-combattantes/survivantes, mais avec un soutien encore « court-termiste ». Alors que les jeunes (déscolarisés) bénéficient de formations, mais restent insuffisamment ciblés dans les AGR, ce qui réduit la prévention de la récidive/violence. Quant aux communautés hôtes/défenseuses, on observe le renforcement d'organisations locales, le leadership accru des femmes, mais aussi une inadéquation logistique de kits limitant l'effet économique net pour certaines.

**Conclusion # 15 [Efficacité] - Les preuves indiquent des progrès tangibles dans la réintégration sociale (dialogue, réduction de la stigmatisation, accès aux services) et des résultats économiques communautaires en cours (formations/AGR), mais l'atteinte des effets économiques directs pour les ex-combattants reste partielle et hétérogène, notamment du fait des critères DDRR et d'un ciblage**

<sup>38</sup> Corroborée par le rapport du Projet « Providing Supplementary Humanitarian Assistance to Women and Girls Affected by the Crisis in Central African Republic », le rapport de l'évaluation finale indépendante du projet conjoint « Communication et sensibilisation pour la cohésion sociale en RCA » ainsi que les entretiens avec les OSC et partenaires de mise en œuvre.

<sup>39</sup> Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) ; et Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Réintégration (DDRR)

AGR pas toujours prioritaire pour ce public ; quelques retards opérationnels ont pesé sur la confiance. La contribution d'ONU Femmes est crédible et significative via la coordination du consortium des réseaux d'association de défense des droits de l'homme, la promotion de méthodes sensibles au conflit et la création d'opportunités économiques communautaires ; la portée a toutefois été limitée par l'échelle géographique et des contraintes systémiques.

Produit 1.1.3: Les institutions nationales et communautaires, la société civile, les médias, les femmes et les filles ont renforcé leurs capacités pour la réconciliation, la cohésion sociale et les droits humains.

(UNSDCF, Priorite Paax , Effet 1, Produit 1.4)

CE35 —Les progrès observés au titre du Produit 1.1.3 témoignent d'un renforcement substantiel des capacités communautaires et institutionnelles en matière de cohésion sociale, de réconciliation et de droits humains. Les CLPR, conférences intergénérationnelles, cérémonies œcuméniques et campagnes de communication sociale ont contribué à vulgariser l'APPR et à réduire certains facteurs de conflit, bien que dans une couverture territoriale limitée. Parallèlement, la réponse aux crises Soudan/Tchad a consolidé les capacités locales d'alerte précoce via 150 champion-ne-s formé-e-s (méthodologie SASA!), 30 comités d'entraide et des actions touchant plus de 5 700 personnes. Des groupes alimentaires féminins ont favorisé l'entraide et la résolution de tensions internes. Le réseau des défenseuses a intensifié les actions de sensibilisation, de dénonciation et d'accompagnement juridique, tandis que 378 femmes leaders ont été formées à la médiation et à la gouvernance. Le partenariat PNUD–MINUSCA–ONU Femmes a également renforcé la CVJRR à travers la formation de commissaires et l'élaboration du manuel « La Voix des sans voix », améliorant la prise en compte du genre et des VBG dans la justice de proximité. L'analyse montre que ces dispositifs ont accru l'exposition des communautés aux messages de paix, normalisé le dialogue intergénérationnel et renforcé la prévention des tensions, tout en soutenant l'accès des femmes et des jeunes aux espaces de décision. La contribution d'ONU Femmes est jugée crédible et significative, bien que co-produite avec d'autres acteurs et contrainte par l'insécurité et les limites logistiques.

Conclusion # 16 [Efficacité] - Le Produit 1.1.3 démontre une efficacité solide au niveau local avec des capacités accrues de dialogue, cohésion et alerte précoce, mobilisation des médias, leadership féminin renforcé, et outillage des institutions de droits humains. Les changements observés (réduction de facteurs de conflit, participation accrue des femmes/jeunes, mécanismes communautaires actifs) sont co-produits avec des partenaires (PNUD, MINUSCA, OSC). Les limites tiennent surtout à l'échelle (4 localités), ce qui invite à un passage d'échelle, une priorisation plus fine des groupes à risque et une institutionnalisation accrue des dispositifs pour maximiser l'impact dans la seconde moitié de la Note Stratégique.

UNSDCF RCA Effet 1.2 : D'ici 2027, la population en RCA, en particulier les femmes, les enfants, les jeunes et les autres groupes vulnérables, a accès à des services de qualité en matière d'éducation, de santé, de nutrition, d'eau, d'assainissement et d'hygiène, de sécurité alimentaire et de protection sociale, et les utilise de manière inclusive et durable (UNSDCF, Pilier Population, Effet 1)

CE36 –À mi-parcours, l'Effet 1.2 montre une réponse intégrée et efficace alliant services vitaux, protection et relance économique, avec un focus sur les femmes et filles déplacées. Deux forages solaires, des latrines sensibles au genre et la formation de 60 leaders WASH ont amélioré les conditions de vie. Côté protection, deux cliniques mobiles et trois espaces sûrs ont touché 3 450 personnes, orienté 111 survivantes et accompagné 496 cas de VBG. La prévention est renforcée par 150 champion·ne·s SASA!, 30 comités d'alerte et plus de 3 800 personnes sensibilisées, tandis que les activités de cohésion ont impliqué 5 787 participant·e·s. Sur le plan économique, 300 ménages dirigés par des femmes ont reçu une aide alimentaire, 15 groupes ont été formés/équipés et cinq comités de sécurité alimentaire fonctionnent. Les témoignages confirment des effets sur la dignité, l'autonomie et la cohésion, illustrant une forte contribution au nexus humanitaire-développement-paix.

**Produit 1.2.1 — Les populations en besoin, en particulier les groupes vulnérables et marginalisés, reçoivent une assistance humanitaire sensible au genre ainsi que des services et politiques de protection sociale fondés sur des données probantes et plus réactifs aux chocs. (UNSDCF Priorite Population, Produit 1.2)**

CE37- Les constats montrent une assistance humanitaire sensible au genre d'une ampleur significative, malgré un contexte fortement dégradé par l'afflux massif de populations fuyant le Soudan et le Tchad. En matière d'accès aux services essentiels/WASH, 8 forages à pompe, 4 forages solaires (dont 2 achevés) et 21 latrines sensibles au genre ont été réalisés, accompagnés de la formation de 140 leaders communautaires à leur gestion. Deux cliniques mobiles et trois espaces sûrs ont été opérationnalisés, tandis que 150 champions SASA! ont sensibilisé plus de 3 800 personnes.<sup>40</sup> Sur le volet VBG, 2 400 kits d'hygiène/santé ont été distribués et 9 709 survivantes ont bénéficié de dispositifs de prise en charge psychosociale et mentale ; 20 points focaux protection ont été formés. En termes de résilience économique, 1 200 ménages dirigés par des femmes ( $\approx$  7 200 personnes) ont reçu une aide alimentaire ; 200 groupements féminins ont été accompagnés et trois comités communautaires de sécurité alimentaire mis en place. L'appui à l'habitat inclut la formation de 133 jeunes/femmes à la fabrication de briques et 41 ménages ciblés pour la réhabilitation d'abris. Malgré la pression accrue sur les services locaux, les enquêtes post-distribution révèlent 19 839 bénéficiaires et un taux de satisfaction de 60–80 %.

CE38- L'analyse montre que l'amélioration de l'accès aux services essentiels – WASH, protection, assistance alimentaire – est confirmée par les volumes atteints et un taux de satisfaction de 60–80 %. La proximité des forages/latrines et la participation accrue des femmes aux comités de gestion ont directement contribué à réduire les risques de VBG et la charge domestique liée à la collecte d'eau. Le renforcement des capacités communautaires (comités WASH, comités de sécurité alimentaire, champions SASA!, points focaux protection) a consolidé la prévention et la réponse aux VBG, tout en soutenant la maintenance des infrastructures. L'articulation entre assistance humanitaire, activités de subsistance et réhabilitation d'abris a renforcé la sécurité alimentaire, réduit l'exposition aux risques et stabilisé les ménages, y compris les PDI, réfugié·e·s et retourné·e·s. La

<sup>40</sup> *SASA! is an evidence-based community mobilization approach to prevent violence against women. Developed with a combination of theory, practice and relentless optimism, SASA! encourages communities around the world to personally and collectively use our power to create safe, violence-free communities for women.* Rapporté dans "DONOR REPORT du Projet "Provide emergency support to mitigate the impact of regional crises (Sudan, Chad) on women and girls and their communities in the northwestern and northeastern regions of the CAR"

chaîne de contribution relie clairement les intrants d'ONU Femmes – coordination humanitaire, partenariats opérationnels (Amis d'Afrique, SOPADI, APADE), mise en place WASH, espaces sûrs, cliniques mobiles, transferts de kits, formation de leaders – aux résultats immédiats (infrastructures fonctionnelles, ménages assistés, groupes organisés) et aux effets observés : disponibilité accrue d'eau, accès amélioré aux services intégrés VBG, montée en résilience alimentaire et cohésion communautaire. Des facteurs externes (actions du HCR, PAM, clusters WASH/Sécurité alimentaire) ont également contribué, tandis que les contraintes saisonnières et logistiques expliquent certains retards.

**Conclusion # 17 [Efficacité] - Le Produit 1.2.1 a démontré une efficacité élevée au regard des cibles humanitaires : infrastructures WASH livrées et gérées localement, assistance alimentaire ciblant les ménages dirigés par des femmes, services intégrés VBG significativement intensifiés (y compris identification de cas masculins), et mécanismes communautaires de résilience opérationnels. La contribution spécifique d'ONU Femmes tient à l'intégration du genre dans l'ensemble de la réponse (mise en œuvre + coordination inter-agences) et à l'ancrage communautaire (leadership féminin, champions SASA!). Les facteurs externes (efforts des clusters/agences, contraintes climatiques/logistiques) expliquent certaines variations mais n'infirmant pas la pertinence et l'atteinte des résultats.**

#### **QE 5 : Quels sont les principaux facteurs habilitants et entravant l'atteinte des résultats prévus ?**

CE39 – Les résultats de la Note Stratégique ont été influencés par des facteurs habilitants tels que l'alignement aux priorités nationales, des partenariats solides et la participation des femmes et groupes marginalisés. Toutefois, l'instabilité sécuritaire, les retards de financement, les ressources limitées, les procédures lourdes et les lacunes de communication ont freiné la mise en œuvre et réduit l'efficacité. Ces contraintes ont parfois entamé la confiance des bénéficiaires..

CE40 — Les constats montrent que plusieurs facteurs ont fortement contribué aux résultats de la Note Stratégique. D'abord, l'alignement stratégique avec les priorités nationales et les besoins réels des femmes a favorisé l'appropriation nationale, consolidant des partenariats clés, notamment avec le Ministère du Genre, comme illustré par la Maison de la Femme de Bambari. Ensuite, la mobilisation de ressources diversifiées (PBF, WPHF, Japon, UE) a permis de déployer une assistance humanitaire sensible au genre et des actions d'autonomisation économique, la coopération avec le Japon étant particulièrement structurante. Les interventions intégrées et multisectorielles — prévention, prise en charge, autonomisation, participation politique — ont produit des effets renforcés, à l'image du projet Mounjo Maboko. L'inclusion des groupes marginalisés (femmes déplacées, jeunes, femmes handicapées) et les mécanismes communautaires (CLPR, réseaux de défenseuses) ont amplifié la portée et la légitimité des actions. Enfin, le renforcement des capacités des OSC et l'engagement du personnel ont permis d'adapter les interventions au contexte fragile et de maintenir la qualité malgré les défis sécuritaires et logistiques.

CE41 – L'évaluation met en évidence plusieurs facteurs ayant entravé la pleine réalisation des résultats de la Note Stratégique. L'insécurité persistante et les chocs humanitaires ont interrompu

des activités, limité l'accès aux zones d'intervention et réduit les missions de suivi, affectant particulièrement le Sud-Est. Les faiblesses logistiques et infrastructurelles (routes impraticables, manque de véhicules, faible connectivité) ont restreint la portée opérationnelle, surtout en zones rurales. Les retards de financement, la brièveté des cycles et la dépendance aux financements projet ont affaibli la continuité des interventions et la confiance des bénéficiaires. Les procédures administratives lourdes ont réduit l'agilité des OSC et ralenti les réponses humanitaires. Des problèmes de communication et coordination, internes et avec les partenaires, ont entraîné des malentendus et freiné la capitalisation. Enfin, des capacités institutionnelles limitées et des barrières socioculturelles (analphabétisme, pressions familiales, discriminations) ont restreint la participation des femmes et la qualité de mise en œuvre dans certaines localités.

CE42. - Implications nexus humanitaire–développement–paix et gestion adaptative : La mise en œuvre de la Note Stratégique s'est déroulée dans un environnement instable, nécessitant une gestion fortement adaptative. Face aux urgences humanitaires récurrentes — flambées de violence, déplacements massifs, pandémies — ONU Femmes et ses partenaires ont dû ajuster en continu modalités et séquençages d'intervention : redéploiement des cliniques mobiles vers des zones sécurisées, réorganisation d'ateliers, adaptation des calendriers ou des espaces sûrs. Cette flexibilité a permis d'assurer la continuité des services essentiels malgré les chocs, bien que souvent au prix d'une réduction des activités de développement à long terme. Le caractère court-terme des financements a renforcé l'orientation vers des résultats immédiats (réponses VBG, assistance humanitaire), au détriment d'investissements structurels en consolidation de la paix, en autonomisation durable ou en renforcement institutionnel. Cela illustre la difficulté à concilier les trois piliers du nexus — humanitaire, développement, paix — dans un contexte de crises récurrentes.

CE43. - Malgré ces contraintes, certaines initiatives ont réussi à opérationnaliser les passerelles nexus. Les projets soutenus par le Gouvernement du Japon, alignés simultanément sur le HRP (2023–2025) et le PND (2023–2027), combinent réponse vitale (eau, sécurité, services essentiels) et solutions de relèvement (moyens de subsistance, autonomisation), offrant des effets pérennes. De même, le projet PBF sur les organisations féminines de paix relie niveaux local (track III) et national (tracks I & II), ancrant la participation des femmes à la fois dans les mécanismes communautaires et dans les processus formels de paix. Ces pratiques démontrent un potentiel fort pour un nexus Paix–Développement plus structuré, à condition de renforcer la planification adaptative, l'articulation multi-acteurs et la durée des financements.

Conclusion # 18 [Efficacité] – Compte tenu de ces éléments entravants, l'atteinte des résultats prévus a été entravée par de nombreux obstacles structurels, malgré la présence de facteurs facilitants. Les contraintes sécuritaires et financières en particulier ont limité l'efficacité des interventions. Les facteurs habilitants (pertinence du partenariat, intégration locale, etc.) n'ont pu qu'en partie compenser ces freins. Degré de confiance : fort, étayé par des constats convergents des partenaires, du gouvernement et des documents de projet.

QE 6 : Est-ce que les interventions établissent des synergies au niveau de la note stratégique d'ONU Femmes et au niveau du travail d'ONU Femmes avec l'équipe de pays des Nations Unies ?

Les interventions de la Note Stratégique présentent des synergies internes mais des silos demeurent encore présentes. En revanche, en ce qui concerne la coordination externe, ONU Femmes joue un rôle pivot au sein de l'UNCT assurant l'intégration du genre dans l'UNSDCF. Les synergies onusiennes sont efficaces, mais les articulations internes doivent être renforcées.

CE44 – Convergence thématique des projets : Plusieurs interventions ont été conçues de manière à se renforcer mutuellement. Par exemple, le projet SEDOUTI (soutenu par le PBF) comporte deux volets interdépendants – l'autonomisation économique des femmes et la lutte contre les violences basées sur le genre – mis en œuvre dans les mêmes localités. Cette intégration vise à ce que les progrès socio-économiques des femmes (activités génératrices de revenu, formation professionnelle) contribuent aussi à réduire leur vulnérabilité aux VBG, et vice versa. De même, le projet Moungo Maboko financé par l'UE adresse simultanément trois domaines (autonomisation économique, leadership/paix, élimination des VBG) tout en impliquant les structures de coordination locales, incarnant une approche holistique. Ces exemples démontrent une volonté d'éviter le cloisonnement des initiatives et d'aligner les résultats des différents piliers de la Note Stratégique entre eux.

CE45 – Structures de coordination interne : En termes de gestion, le Bureau pays tient de réunions d'équipe et élabore de plans de travail intégrés visant à assurer la cohérence du portefeuille. Par exemple, des réunions de coordination hebdomadaires rassemblent les responsables de programme, la spécialiste Genre, le Planning and Programmes Spécialiste, et la coordination humanitaire (Spécialiste de Programme WPS&HA, et Spécialiste HA) afin de faire le point sur l'avancement et les points d'interface entre projets. Malgré cela, les synergies entre les volets opérationnel, coordination inter-agences et normatif ont été jugées seulement « moyennement » efficaces à l'interne<sup>41</sup>. Il est relevé qu'il manque parfois une planification conjointe régulière entre ces volets et qu'une meilleure communication interne ferait gagner en efficacité globale. En pratique, les contraintes de ressources humaines (équipe réduite devant couvrir un large mandat) ont conduit à une segmentation du travail par projet ou par source de financement, au détriment d'une approche transversale unique.

**Conclusion # 19 [Efficacité] - Au niveau de la Note Stratégique, des synergies existent mais pourraient être approfondies. ONU Femmes a bien initié des projets multithématiques innovants et tire parti de sa double expertise humanitaire et développement. Cependant, l'absence de mécanismes formalisés d'échange entre programmes (par exemple un système commun de gestion/partage des connaissances, ou des réunions stratégiques systématisées de revue de portefeuille) fait que chaque équipe/unité peut fonctionner en silo. Cette situation présente des risques de décalages dans la mise en œuvre. Fort heureusement, les acteurs en ont conscience et suggèrent de renforcer les mécanismes d'échange et de planification conjointe pour améliorer l'efficacité globale.**

CE46– Leadership Genre et Interface Nexus Humanitaire–Développement : Rôle stratégique d'ONU Femmes dans le GTG et le Groupe Genre Humanitaire : ONU Femmes joue un rôle central dans la coordination onusienne sur le genre en RCA. En tant que chef de file du Groupe Thématique Genre (GTG), elle a guidé l'intégration du genre dans l'UNSDCF 2023–2027, animé les réunions inter-

<sup>41</sup> Il faut cependant noter que seulement un nombre limité des membres du personnel ont répondu au questionnaire en ligne

agences, fourni des outils techniques et assuré le suivi des engagements. Cette influence a permis de faire de l'UNSDCF l'un des premiers cadres nationaux véritablement sensibles au genre, incluant des indicateurs LNOB. Parallèlement, ONU Femmes a cofondé le Groupe Genre Humanitaire, où elle joue un rôle clé pour garantir l'intégration du genre dans la réponse humanitaire (OCHA, clusters), notamment via la formation des acteurs humanitaires. Ce double rôle consolide une interface nexus humanitaire–développement–paix, où les interventions d'urgence et de relèvement se renforcent mutuellement.

CE47 – Participation transversale à l'UNCT: ONU Femmes joue un rôle transversal au sein de l'UNCT en participant activement à plusieurs groupes de travail (Communication, Suivi & Évaluation, Solutions durables). Cette implication renforce la cohérence des messages et permet des actions conjointes à forte portée, comme les campagnes des 16 jours d'activisme ou l'intégration systématique de l'angle genre dans les stratégies de réintégration et de relèvement. Parallèlement, les projets conjoints constituent un levier majeur de synergie : avec le HCDH dans le projet PBF « Renforcer le rôle des organisations féminines dans la paix », avec l'UNFPA pour la réponse VBG, et avec le PAM/FAO pour combiner aide alimentaire et autonomisation économique. Ces collaborations créent une valeur ajoutée programmatique, une couverture élargie des besoins et un front commun auprès du gouvernement, évitant les duplications et optimisant les ressources.

CE48 – Mécanismes de coordination nationaux co-dirigés par l'ONU Femmes. En prolongement de son rôle au sein du SNU, ONU Femmes a réussi à influencer et co-diriger des instances mixtes gouvernement-ONU pour le suivi des engagements genre. Notamment, son plaidoyer a abouti à : (i) la création par décret d'un Comité stratégique de lutte contre les violences sexuelles en temps de conflit, présidé par le Chef de l'État et dont ONU Femmes est membre, (ii) ONU Femmes est co-lead du Comité de Coordination du secteur Genre et VBG aux côtés du Ministère du Genre et de l'Union Européenne.<sup>42</sup>, et (iii) le Comité Genre & Élections, co-présidé par ONU Femmes pour appuyer un processus électoral plus inclusif.

**Conclusion #19 [Efficacité] – ONU Femmes exerce un leadership structurant dans la coordination inter-agences sur le genre, en dirigeant le GTG, en cofondant le Groupe Genre Humanitaire et en participant activement aux mécanismes transversaux de l'UNCT. Ce double rôle renforce l'interface nexus humanitaire–développement–paix et garantit l'intégration du genre dans l'UNSDCF, les réponses humanitaires et les stratégies de relèvement. Parallèlement, ONU Femmes co-dirige plusieurs mécanismes nationaux (Comité Genre/VBG, Comité stratégique VSS, Comité Genre & Élections), consolidant ainsi la cohérence institutionnelle. Ces synergies ont permis une influence reconnue et un alignement collectif des agences ONU autour de l'agenda genre.**

**QE 7 : L'équilibre et la cohérence entre la programmation opérationnelle, la coordination et le travail normatif en matière de politiques sont-ils optimaux ?**

ONU Femmes RCA exerce activement son triple mandat, mais l'équilibre entre programmation opérationnelle, coordination et appui normatif demeure partiel. Les projets financés dominent, tandis que les volets coordination et normatif souffrent de ressources limitées. Malgré des avancées

<sup>42</sup> Ce comité sectoriel, mis en place en 2021, réunit gouvernement, partenaires techniques et financiers, et OSC autour de la table pour harmoniser les initiatives genre/VBG. Le fait qu'ONU Femmes en assure la co-coordination témoigne de la confiance de ses pairs et du gouvernement dans son expertise.

importantes (leadership du GTG, mécanismes nationaux, normes 1325), la cohérence entre les trois piliers reste incomplète. Une stratégie plus intégrée permettrait d'exploiter pleinement le potentiel du triple mandat.

CE49 – ONU Femmes RCA a privilégié le volet opérationnel, en grande partie à cause de financements quasi exclusivement « non-core » orientés vers des projets. Cette focalisation a produit des résultats tangibles et renforcé la visibilité terrain, mais au détriment des fonctions de coordination et du travail normatif. Le fonctionnement historique en « bureau de projet » a accentué cette dynamique, limitant le temps consacré au renforcement des capacités du SNU et au suivi des engagements internationaux.

CE50 – Le volet normatif d'ONU Femmes demeure limité par le manque de ressources humaines et financières dédiées, aucune spécialiste politique n'étant affectée à plein temps. Malgré cela, l'entité a contribué à des avancées importantes : élaboration du PAN 1325, diagnostic des lois discriminatoires, plaidoyer parlementaire. Toutefois, l'absence de personnel spécialisé réduit la profondeur du suivi normatif (CEDAW, réformes législatives) et oblige une équipe déjà chargée à cumuler les fonctions, restreignant l'impact politique potentiel.

CE51 – ONU Femmes assume un leadership reconnu dans la coordination inter-agences sur le genre, présidant et co-animant plusieurs mécanismes clés du SNU. Ce rôle constitue un levier essentiel de transformation structurelle, mais il demeure sous-financé : aucune ressource institutionnelle dédiée ne soutient ce mandat, entièrement porté par des financements projets. Cette faiblesse limite la capacité à appuyer durablement les mécanismes nationaux, à organiser des dialogues de haut niveau ou à renforcer les compétences genre des autres agences. Le gouvernement recommande d'ailleurs que la coordination genre bénéficie de financements core. Malgré ces contraintes, ONU Femmes maximise son avantage comparatif et agit comme vigie stratégique ; toutefois, la dépendance au financement projet rend ce pilier vulnérable en cas de surcharge opérationnelle ou de réduction d'effectifs.

CE52 – La cohérence du triple mandat d'ONU Femmes – normatif, coordination et opérationnel – montre des avancées, mais reste partielle. Des synergies existent : les résultats opérationnels (alphabétisation, AGR, réseaux de femmes pour la paix) servent de preuves concrètes pour le plaidoyer normatif, facilitant l'adoption de cadres favorables, comme la Stratégie nationale genre. De même, les engagements normatifs (criminalisation des VBG, quotas électoraux) créent un environnement propice pour déployer des programmes alignés, par exemple l'accompagnement des candidates dans la perspective des 35 % de femmes aux élections locales. Le volet coordination amplifie les deux autres en mobilisant agences ONU et bailleurs autour d'un agenda commun, renforçant l'appropriation et la légitimité des réformes. Toutefois, l'intégration reste incomplète : les trois volets fonctionnent encore trop séparément, faute de stratégie unifiée et de mécanismes systématiques de capitalisation. Les leçons des projets n'alimentent pas toujours le travail politique, et certaines opportunités de plaidoyer ont été manquées en raison de la pression opérationnelle. En somme, la cohérence progresse, mais n'est pas encore pleinement exploitée.

CE53 – La cohérence limitée du triple mandat d'ONU Femmes s'explique en partie par des contraintes structurelles. Jusqu'en 2022, le bureau ne comptait qu'une équipe réduite, obligeant chaque membre à cumuler plusieurs fonctions et rendant difficile l'excellence simultanée sur les

volets normatif, opérationnel et coordination. De plus, le bureau n'a obtenu son statut de représentation qu'en 2019 : encore en phase d'installation, il a dû bâtir son portefeuille et s'insérer dans les mécanismes de l'ONU tout en affirmant sa place auprès du gouvernement. Ce contexte de « start-up » a orienté les efforts vers « obtenir et exécuter des projets » pour démontrer sa valeur ajoutée.<sup>43</sup>

CE54 – Perspectives nexus et gestion adaptative : L'équilibre du triple mandat influence directement la capacité d'ONU Femmes à opérer pleinement selon une logique nexus humanitaire-développement-paix, indispensable en RCA. Grâce à sa polyvalence, le bureau est parvenu à intervenir sur l'ensemble du continuum : aide humanitaire (kits, cliniques mobiles, réponse VBG soutenue par le Japon/WPHF), programmes de développement (formations économiques, cohésion sociale) et initiatives de paix (médiations et leadership féminin via le PBF). Cette couverture démontre la valeur ajoutée du triple mandat. Toutefois, la domination du volet programmatique, largement guidée par les financements projets, tend à biaiser l'approche nexus : les actions humanitaires dépendent surtout de financements externes, et le manque de ressources dédiées limite le travail normatif pourtant essentiel pour s'attaquer aux causes structurelles (lois discriminatoires, faible représentation politique) nécessaires à une paix durable. Sur le plan de la gestion adaptative, le bureau a démontré une forte réactivité : suspension temporaire d'activités de développement lors des flambées de violence, recentrage rapide sur la protection, puis retour progressif à l'autonomisation économique lorsque la situation le permettait. Cette agilité est rendue possible par la nature intégrée du mandat. Néanmoins, le déséquilibre interne – notamment la faiblesse relative du pilier coordination – peut limiter la capacité d'anticipation et d'ajustement futur. Un rééquilibrage du triple mandat, avec plus de ressources pour la coordination et le normatif, renforcerait le positionnement d'ONU Femmes comme acteur nexus, capable d'influencer les politiques de relèvement tout en répondant aux besoins immédiats des femmes vulnérables.

**Conclusion # 21 [Efficacité].** L'équilibre entre la programmation, la coordination et le travail normatif d'ONU Femmes RCA n'est pas jugé optimal à mi-parcours. La cohérence globale du triple mandat n'est que partiellement réalisée : le mandat de coordination est exercé avec efficacité mais sans moyens suffisants, le mandat normatif est abordé de façon intermittente, tandis que le mandat opérationnel domine par nécessité. Cette situation découle davantage de contraintes structurelles. Le bureau a su capitaliser sur son triple mandat unique pour obtenir certains résultats transformateurs, mais le plein potentiel d'impact additionnel qu'offre la synergie des trois rôles n'est pas encore pleinement exploité.

**QE 8 : Dans quelle mesure la structure de gestion d'ONU Femmes soutient-elle l'efficacité de la mise en œuvre ?**

CE55 – La structure de gestion d'ONU Femmes RCA, organisée autour de quatre portefeuilles thématiques et d'une unité de coordination appuyée par les opérations, permet une bonne articulation avec les priorités nationales et s'appuie sur des mécanismes de planification solides. Toutefois, des limites persistantes — taille réduite du bureau, surcharge des équipes, retards de

<sup>43</sup> Le Plan Stratégique global 2022-2025 d'ONU Femmes insiste d'ailleurs sur l'importance de **transformer le modèle opérationnel** pour délivrer des résultats à grande échelle, et de tirer parti du triple mandat unique. On peut considérer qu'en RCA, cette transformation est en cours mais n'a pas encore atteint sa maturité.

décaissement et suivi-évaluation peu systématisé — affectent l'efficacité globale. La mise en œuvre est jugée modérément efficace.

CE56 - L'organigramme 2024 montre une équipe réduite mais multidisciplinaire<sup>44</sup> opérant sous une Note Stratégique alignée au Plan stratégique global, au PND et à l'UNSDCF. Les mécanismes de planification reposent sur la plateforme RMS et les PTA annuels/biennuels, mais l'alignement complet des indicateurs de projets au cadre de résultats du PS 2022–2025 demeure difficile en raison des exigences variées des bailleurs. Les retraites annuelles 2024–2025 ont souligné la nécessité de passer d'une logique centrée projets<sup>45</sup> à une approche programmatique intégrée, afin de réduire les silos et renforcer la cohérence inter-portefeuilles. Ces exercices ont également mis en lumière l'importance d'une collaboration inter-unités plus fluide et d'un meilleur respect des procédures opérationnelles. Les constats des audits rappellent que le manque de coordination en amont fragilise la qualité et la redevabilité, d'où la nécessité d'un suivi plus systématique et d'une appropriation partagée des outils internes.

CE57 – La taille réduite du bureau entraîne une surcharge des équipes, affectant le suivi, la redevabilité et la gestion des connaissances. Les rapports sont irréguliers, l'usage des indicateurs du Plan stratégique global reste limité, et la capitalisation quasi absente. Ces faiblesses internes se répercutent sur les partenaires : retards de décaissement, coordination insuffisante et déficit de communication, entraînant parfois des appuis mal alignés avec les besoins exprimés et une confiance fragilisée chez les bénéficiaires.

**Conclusion # 22 [Efficacité].** De ce qui précède, il apparaît que la structure actuelle du bureau soutient modérément efficacement la mise en œuvre de la Note Stratégique. Des atouts certains résident dans le leadership au sein du SNU, la qualité des partenariats et la cohérence avec les priorités nationales. Cependant, l'efficacité est entravée par un déficit de capacités internes, la faible systématisation du suivi-évaluation et la dépendance aux financements externes. Le manque de ressources humaines spécialisées accroît les risques de burn-out, réduit la capacité d'anticipation et limite la valeur ajoutée d'ONU Femmes en matière de coordination et de gestion des connaissances. Ce déséquilibre organisationnel se répercute sur la performance des partenaires et, in fine, sur la qualité et la durabilité des services aux femmes et aux filles dans un contexte déjà marqué par l'instabilité et la fragilité institutionnelle.

**QE 9 : Dans quelle mesure la gestion des connaissances est-elle utilisée et mise en œuvre efficacement pour faciliter la programmation ?**

CE58 – La gestion des connaissances, bien que reconnue comme stratégique, reste peu institutionnalisée. Les pratiques existantes (témoignages, photos, échanges en retraites annuelles) sont ponctuelles et non systématiques. L'absence de mécanismes formels et le manque de ressources humaines limitent fortement l'apprentissage organisationnel et la programmation

<sup>44</sup> Voir « CAR ORGANIZATION CHART – 2025 »

<sup>45</sup> Rapport de la retraite annuelle du personnel du bureau ONU Femmes de la RCA\_VF\_2024 ; et RAPPORT DE LA RETRAITE ANNUELLE : ONU FEMMES RCA 2025 (Thème : "Dans un ELAN de solidarité et comme une équipe, mettons les femmes et les filles centrafricaine au cœur de nos efforts pour l'atteinte de l'égalité des sexes)

adaptative. Globalement, la gestion des connaissances est jugée faiblement à moyennement efficace.

CE59 – L'évaluation identifie un déficit de ressources dédiées à la gestion des connaissances, actuellement assumée par un chargé « Communication & KM » principalement orienté vers la visibilité externe plutôt que la capitalisation. Bien que les projets produisent des données probantes (bénéficiaires, formations, kits, témoignages), leur documentation, diffusion interne et utilisation pour l'apprentissage demeurent limitées. Les retraites annuelles (2024 et 2025)<sup>46</sup> ont rappelé l'importance de collecter des histoires de succès et de capitaliser les produits du suivi, mais les OSC partenaires signalent une systématisation insuffisante, une appropriation inégale et l'absence de plateforme commune de partage. Par ailleurs, même si les projets collectent des données différenciées (sexe, âge, handicap, statut déplacé, ex-combattants, survivantes), il manque un système consolidé pour analyser ces données et les utiliser pour la planification stratégique et l'amélioration continue.

CE60 – La gestion des connaissances au sein du bureau est confrontée à plusieurs défis structurels : (i) Manque d'institutionnalisation : il n'existe pas de mécanisme formel de capitalisation (plateforme interne, learning briefs, ou processus de diffusion structurée des leçons apprises), ce qui limite l'apprentissage organisationnel et le partage d'expériences ; (ii) Ressources humaines limitées qui réduit la profondeur technique nécessaire pour développer cette dimension stratégique ; (iii) Qualité variable des rapports des partenaires de mise en œuvre (IP) : la production documentaire demeure inégale, souvent descriptive plutôt qu'analytique, ce qui entrave l'exploitation des données pour le plaidoyer, l'adaptation programmatique et la prise de décision.

**Conclusion # 23 [Efficacité].** La gestion des connaissances peut être qualifiée de faiblement à moyennement efficace. Si elle joue un rôle certain dans la visibilité externe et le plaidoyer auprès des bailleurs, son apport demeure limité en ce qui concerne l'apprentissage institutionnel et l'adaptation programmatique. L'absence de mécanismes formalisés de capitalisation et le manque de ressources spécialisées réduisent la capacité du bureau à transformer les expériences de terrain en enseignements stratégiques. Ce déficit affaiblit la valorisation des acquis et freine la mise en place de réponses agiles et fondées sur l'évidence, pourtant cruciales dans un contexte fragile et volatile comme celui de la RCA.

## 6.2. Analyse du critère – Efficience

CE61 – Synthèse globale « EFFICIENCE » : Globalement, l'efficience de la mise en œuvre de la Note Stratégique est jugée passable/partiellement satisfaisante. L'avantage comparatif est réel, reconnu et générateur d'efficience, mais demeure partiellement exploité faute de capacités suffisantes pour systématiser la capitalisation et renforcer les synergies internes. Par ailleurs, les systèmes organisationnels sont fonctionnels mais partiellement satisfaisants. Ils garantissent la conformité et la transparence, mais la lenteur des processus, la charge administrative et les capacités humaines limitées réduisent l'efficience globale. Enfin, la structure de gestion assure un

<sup>46</sup> ONU Femmes RCA: Rapport de la retraite annuelle du personnel du bureau de la RCA. Bangui, RCA. Hôtel des chutes de Boali, Janvier 2024

cadre de gouvernance efficace et une forte coordination externe, mais nécessite des ajustements (capitalisation systématique, flexibilité renforcée) pour optimiser l'efficacité de la Note Stratégique.

### QE 10 : Quel est l'avantage comparatif d'ONU Femmes par rapport aux autres entités des Nations Unies et les principaux partenaires (dans les domaines du mandat) ?

CE62- Grâce à son triple mandat – normatif, coordination, opérationnel – ONU Femmes dispose d'un avantage comparatif unique en RCA. Ce positionnement lui permet de réduire les doublons, d'améliorer la « value for money » et d'assurer une intégration cohérente du genre dans l'action onusienne. En tant que chef de file sur le genre et référente pour l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (résolution 1325), elle coordonne efficacement agences, gouvernement et OSC, garantissant la convergence des engagements plutôt que leur dispersion.<sup>47</sup>

CE63 - ONU Femmes démontre un avantage comparatif clair en RCA grâce à sa capacité à mobiliser et coordonner des partenariats inter-agences. Elle a joué un rôle moteur dans plusieurs projets conjoints majeurs, notamment avec le HCDH via le PBF<sup>48</sup>, et a établi des collaborations structurantes avec la MINUSCA, l'UNHCR et d'autres agences, renforçant la cohérence des réponses humanitaires et la prise en compte des besoins spécifiques des femmes dans les clusters. La convention ONU Femmes–HCR illustre cette complémentarité, combinant expertise genre et protection pour éviter les doublons et accélérer l'intervention. Son avantage réside aussi dans la mutualisation des financements, comme dans le projet humanitaire financé par le Japon, conçu dans une logique nexus.<sup>49</sup> Enfin, grâce à son mandat normatif, ONU Femmes a joué un rôle déterminant dans l'intégration du genre dans le Plan national de développement 2024–2028, garantissant la prise en compte des priorités des femmes marginalisées.

CE64 – Une Bonne majorité des partenaires (88 %) estiment qu'ONU Femmes renforce fortement leurs capacités grâce aux formations, outils et appui technique. Les audits confirment que, malgré quelques faiblesses de gestion, les projets financés (AURD, FCA, SOPADI) ont été exécutés conformément aux objectifs et délais. Cette fiabilité souligne l'avantage comparatif d'ONU Femmes : sa capacité à accompagner et superviser efficacement des OSC locales dans un contexte fragile, là où d'autres bailleurs ou agences n'interviennent pas directement.

CE65 – L'analyse d'efficacité montre que l'avantage comparatif d'ONU Femmes génère des gains économiques et une optimisation des ressources. Le fait qu'elle soit chef de file genre au sein de l'UNCT permet aux agences d'utiliser ses outils et expertises plutôt que de recruter ou développer des dispositifs parallèles, réduisant ainsi les coûts. Lors de l'afflux de plus de 25 000 réfugiés soudanais, ONU Femmes a mobilisé rapidement son réseau national et des financements japonais, démontrant une réactivité permise par son rôle de coordination humanitaire. Son mandat mixte a facilité une insertion immédiate dans les mécanismes humanitaires, accélérant le déploiement. Le nexus humanitaire–développement–paix renforce encore cette efficacité : dans le projet humanitaire financé par le Japon, l'assistance d'urgence, la cohésion sociale et la relance économique ont été

<sup>47</sup> PROJET : Renforcer le rôle des organisations féminines dans la prévention et la gestion des conflits pour une paix durable et inclusive en RCA. Projet conjoint avec le HCDH

<sup>48</sup> Ibid.

<sup>49</sup> Projet: "Providing emergency support to mitigate the impact of regional crises (Sudan, Chad) on women and girls and their communities in North-western and north-eastern parts of CAR."

planifiées simultanément, évitant la fragmentation en projets séparés. Cette intégration produit des économies d'échelle : la coordination accélère les décisions, le normatif offre un cadre commun, et l'opérationnel maximise la Value for Money.

CE66 – Malgré un avantage comparatif réel, plusieurs limites structurelles en atténuent la portée. La taille réduite du bureau et des ressources financières modestes limitent l'action d'ONU Femmes face à des agences mieux dotées.<sup>50</sup> Certains domaines se chevauchent avec ceux d'autres agences (UNFPA, PNUD), nécessitant une coordination serrée pour éviter les doublons. Par ailleurs, l'approche inclusive centrée sur les droits humains exige un temps important de concertation et de formation, ce qui peut ralentir l'exécution lorsque les capacités locales sont faibles. Ainsi, l'avantage comparatif demeure solide, mais dépend d'un renforcement des capacités et de la coordination inter-agences dans un contexte HDP fragile.

**Conclusion # 24 [Efficience].** L'avantage comparatif d'ONU Femmes en RCA est clairement établi et généralement mobilisé de manière efficace, notamment à travers son triple mandat qui lui permet de jouer un rôle catalyseur reconnu par les pairs : coordination inter-agences, évitement de doublons et mobilisation de financements conjoints. Des exemples concrets issus des projets et initiatives conjoints confirment cette valeur ajoutée et justifient une performance jugée « Bonne ». Toutefois, l'évaluation relève que cet avantage pourrait être mieux exploitée de façon plus systématique. Les synergies internes entre les volets normatif, coordination et opérationnel sont perçues comme seulement « moyennement efficaces »<sup>51</sup>, avec des occasions manquées de diffusion des leçons apprises des actions conjoints. Ces limites restreignent légèrement l'efficience globale par rapport au potentiel de l'agence.

---

---

**QE 11 : ONU Femmes RCA dispose-t-elle de systèmes organisationnels et de capacités opérationnelles appropriés pour soutenir la mise en œuvre efficace de son programme de travail ?**

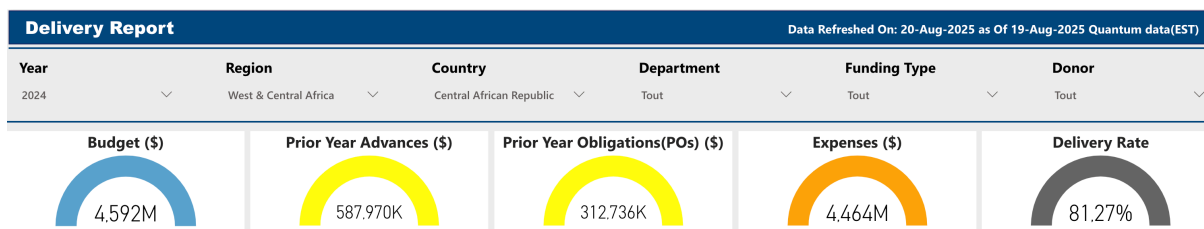
CE67 – Le bureau pays d'ONU Femmes RCA a mis en place des systèmes organisationnels de base (finance, procurement, ressources humaines, suivi-évaluation, gestion adaptative) qui sont fonctionnels bien que présentant des limites qui affectant l'efficacité optimale de la mise en œuvre. L'évaluation révèle que si certaines capacités internes sont solides – par ex. une équipe engagée et des procédures financières conformes aux normes – des goulets d'étranglement subsistent, en particulier dans les processus de décaissement des fonds et de suivi-évaluation.

Graphique 10 : Delivery report 2024

---

<sup>50</sup> Ce constat a été également fait par le personnel et les partenaires

<sup>51</sup> Sur la base de l'analyse des entretiens et de l'enquête en ligne auprès du par le personnel



Source : Oneapp, extrait le 21/08/2025

CE68 – Les constats montrent qu’ONU Femmes RCA dispose de systèmes organisationnels structurés — plans de travail annuels, suivi d’indicateurs, procédures financières rigoureuses — mais leur performance reste mitigée. La planification est claire et les mécanismes de suivi existent, mais l’efficacité opérationnelle est freinée par des lenteurs administratives et un suivi-évaluation insuffisamment systématisé. En 2024, le bureau affiche un delivery rate global de 81,3 %<sup>52</sup>, jugé satisfaisant, mais les performances varient fortement selon les projets : certains ont atteint une absorption élevée (94 % pour un projet PBF, 97 % pour un précédent projet humanitaire)<sup>53</sup>, tandis que d’autres, comme un projet humanitaire financé par le Japon, n’ont dépensé que 63 % du budget dans les délais initiaux.<sup>54</sup> Ces écarts révèlent des failles organisationnelles et l’impact direct des retards de décaissement. Environ deux tiers des partenaires<sup>55</sup> confirment que ces retards constituent le principal obstacle à l’efficacité, réduisant le temps disponible pour exécuter les activités. Les procédures lourdes, combinées à la capacité limitée du bureau, ont conduit à des prolongations<sup>56</sup> ou à des ralentissements significatifs sur le terrain. Ainsi, si les systèmes existent, leur fonctionnalité et rapidité doivent être renforcées pour soutenir pleinement une mise en œuvre efficace.

Graphique 11 : Comparaison de delivery de quelques pays en 2024

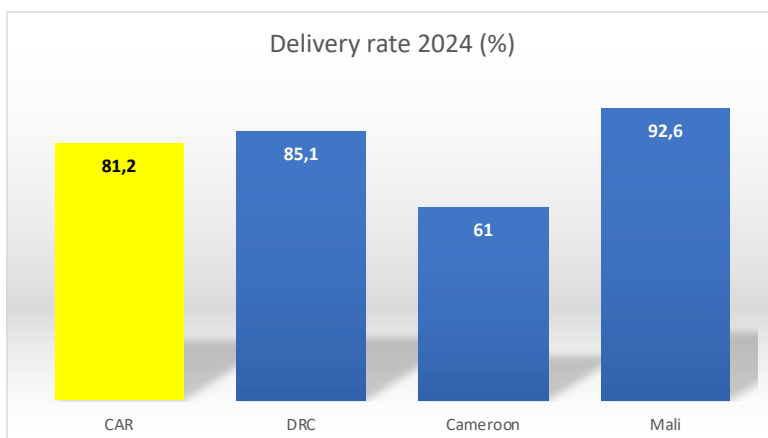
<sup>52</sup> UN Women <https://app.powerbi.com/groups/87ff3b20-82a5-499d-8cb1-91887b657232/reports/aa7046c3-f5c7-4bbf-a9f6-24221019d0fe/ReportSection?experience=power-bi> (21/08/2025)

<sup>53</sup> Projet : « Soutien et Renforcement des réseaux des défenseuses des droits humains pour une contribution durable à la consolidation de la paix en République Centrafricaine Numéro Projet / MPTF Gateway: PBF/IRF-489/00140000 ». Cependant, bien que l’exécution du projet ait atteint ce niveau, ONU Femmes était à 79,3%

<sup>54</sup> PROJECT 0020035 JAPAN SUPPLEMENTARY BUDGET 2022: Women, Peace, Security and Humanitarian Action Section UN Women Central African Republic. PROGRESS REPORT – REQUEST FOR AMENDMENT

<sup>55</sup> Environ 65% (11 partenaires sur 17 qui ont répondu à l’enquête en ligne) citent les délais de financement et la communication associée comme difficulté majeure.

<sup>56</sup> Par exemple, sur le projet Japon 2023, des avances de fonds non utilisées par les partenaires fin 2023 ont dû être retournées et réaffectées (d’où l’absorption incomplète) – un signe que le cycle financier n’a pas été assez agile pour suivre le rythme des besoins. Ces retards ont eu un impact tangible : par exemple, un projet prévu sur 24 mois a vu sa durée réduite à 18 mois en raison des lenteurs de démarrage, couplées à une réduction du budget initial alloué (témoignage partenaire).



Source : Compilation de l'évaluateur

CE69 – Du côté des procédures d'achat (procurement), le constat est mitigé. Le bureau suit globalement les règles en matière d'approvisionnement, mais les lead times<sup>57</sup> sont jugés excessifs par le staff comme par les partenaires. Lors de la retraite du bureau en 2025, un rappel a été fait des délais standard à respecter : « Micro-achat : 3 à 5 jours, RFQ : 3 semaines, RFP/ITB : 8 semaines ». En pratique, ces délais sont souvent dépassés, et il arrive que des achats urgents soient faits post-facto (après la date requise) en contournant la procédure – ce qui comporte des risques de non-conformité. Les partenaires confirment que les procédures logistiques lourdes d'ONU Femmes constituent un frein : 60 % des OSC ont coché cette difficulté, l'une d'elles notant « les procédures administratives ont retardé la mise en place des activités sur le terrain ». Ce sentiment est largement partagé, les outils internes de gestion et de suivi sont jugés seulement « assez adaptés », sous-entendant qu'ils sont en place mais pourraient être plus efficaces.

CE70 – Le taux de conformité aux échéances administratives est correct mais perfectible. En 2024, 100 % des rapports aux bailleurs ont bien été remis (conformité aux exigences de reporting) – p.ex. le rapport final au Gouvernement japonais a été délivré en temps voulu – toutefois seulement 70 % des rapports financiers des partenaires ont été reçus dans les délais initiaux, nécessitant des relances. Cela indique un besoin de mieux encadrer et former les partenaires sur les exigences financières pour améliorer la conformité globale.

CE71 – Au niveau des ressources humaines (RH), ONU Femmes fonctionne avec une équipe, qui bien que polyvalente, est réduite en comparaison des attentes/exigences. Jusqu'en 2024, le bureau ne disposait pas de spécialiste dédié en suivi-évaluation (S&E) – un poste de spécialiste (UNV) vient seulement d'être créé fin 2024.<sup>58</sup> Cette absence a pesé sur la capacité du bureau à suivre efficacement les résultats et à ajuster les interventions en temps réel. De plus, la charge de travail par personne est élevée : plusieurs employés occupent des fonctions multiples. Si cela témoigne

<sup>57</sup> Le délai d'approvisionnement correspondant à la durée totale entre le lancement d'un achat et la réception des biens ou services. Il englobe toutes les étapes : recherche, commande, traitement des commandes par le fournisseur, expédition, réception et inspection internes.

<sup>58</sup> Le Bureau ONU Femmes RCA fonctionne avec un déficit de personnel chronique. La fusion de postes clés (suivi-évaluation, gestion de programme et reporting) en une seule fonction oblige un même agent à cumuler des responsabilités multiples — suivi stratégique, gestion budgétaire, audits, contractualisation et accompagnement des partenaires — entraînant une surcharge de travail. Cette concentration des tâches réduit la capacité du bureau à assurer un suivi rigoureux, fragilise la qualité des rapports et limite l'efficacité organisationnelle.

d'une grande adaptabilité de l'équipe, cela entraîne des surcharges et un risque d'épuisement, ce qui a été confirmé en entretiens informels (sentiment de « toujours être en mode rattrapage »).

CE72 —Les constats montrent que les systèmes de suivi-évaluation et de gestion adaptative d'ONU Femmes RCA sont en développement mais encore incomplets. Des avancées existent : revues trimestrielles de performance (bonne pratique UNEG), création d'un tableau de bord des indicateurs et suivi mensuel des dépenses dès 2025. Le bureau a démontré une certaine réactivité, notamment en reprogrammant rapidement des activités vers l'humanitaire lors de la crise des réfugiés soudanais en 2023. Toutefois, la gestion adaptative reste surtout réactive et non guidée par des protocoles clairs. L'apprentissage organisationnel demeure limité : peu de documents formels de « leçons apprises », capitalisation incomplète et partage largement informel. Ces lacunes réduisent la capacité à améliorer les pratiques d'un cycle à l'autre, même si le nouveau poste S&E vise explicitement à renforcer cette culture d'apprentissage.

CE73 – Du cote des partenaires de mise en œuvre, les audits mettent en évidence des faiblesses de contrôle financier et organisationnel (paiements excessifs en espèces et rapprochements bancaires manquants; absence de politiques/procédures de contrôle financier; faiblesses comptables et de gestion d'actifs). Ces constats révèlent que, bien que les systèmes d'ONU Femmes imposent un cadre de conformité (procédures FACE, contrôles ex ante/ex post), leur mise en œuvre par les partenaires reste lacunaire, nécessitant un suivi étroit du bureau pays. Les audits soulignent aussi la dépendance aux paiements en espèces et l'absence d'outils comptables adaptés (Excel souvent utilisé), ce qui entraîne des risques d'erreurs ou de fraudes. Cela montre que les systèmes organisationnels d'ONU Femmes (procédures, outils, supervision) sont appropriés mais pas pleinement efficaces : ils assurent la conformité minimale, mais engendrent une lourde charge de suivi pour le bureau, qui doit compenser les manquements des partenaires.

**Conclusion #25 [Efficience] – Les systèmes opérationnels d'ONU Femmes RCA sont en place mais seulement partiellement satisfaisants. Malgré des fondations solides (plans, suivi financier, S&E), l'efficience est freinée par des procédures lentes, des capacités humaines limitées et un partage d'information insuffisant, entraînant retards de décaissement et capitalisation incomplète. Ces contraintes réduisent la fluidité de mise en œuvre. L'efficience globale est jugée passable, nécessitant des améliorations structurelles.**

**QE 12 : Dans quelle mesure la structure de gestion d'ONU Femmes peut-elle être un soutien efficace pour la mise en œuvre de la note stratégique ?**

CE74 —La structure de gestion d'ONU Femmes RCA constitue un appui partiellement efficace pour mettre en œuvre la Note Stratégique. Elle offre un cadre de pilotage utile, marqué par une gouvernance inclusive et une transparence budgétaire, mais reste limitée par des mécanismes d'apprentissage insuffisants et des capacités organisationnelles perfectibles. Bien que l'approche nexus soit intégrée, la structure actuelle doit être optimisée pour mieux soutenir le continuum urgence-développement-paix.

CE75 - ONU Femmes RCA dispose d'une gouvernance interne légère mais réactive, structurée autour d'une représentation résidente qui assure la direction stratégique, soutenue par une équipe programme horizontale et une petite équipe opérations. Cette organisation plate facilite la prise de

décision rapide et l'appropriation collective : les plans de travail annuels sont validés lors de réunions internes regroupant programme et opérations. L'usage d'outils corporatifs, notamment la plateforme RMS, renforce la cohérence et permet un suivi régulier des progrès, utilisé lors des réunions mensuelles pour ajuster les priorités. Pour les interventions majeures, des comités de pilotage réunissant gouvernement et bailleurs (ex. projet UE) assurent transparence, redevabilité et alignement stratégique, consolidant la crédibilité du bureau.<sup>59</sup>

CE76 - Le bureau affiche une transparence budgétaire solide, avec un reporting régulier aux bailleurs, des contrôles internes stricts et l'application effective de la politique de tolérance zéro contre la fraude. Cette rigueur renforce la confiance financière, facilite les décaissements et a permis la reconduction de financements, notamment par le Japon. Toutefois, les audits des partenaires révèlent des faiblesses structurelles persistantes : absence de procédures de vérification, supervision insuffisante, capacité RH limitée. ONU Femmes doit donc compenser ces lacunes par une supervision accrue et des appuis techniques (guidances, correctifs comptables), mobilisant des ressources internes importantes. L'efficacité globale dépend ainsi fortement de la capacité du bureau à combler les déficits des partenaires pour sécuriser la mise en œuvre.

CE77 - La structure actuelle d'ONU Femmes RCA, intégrant de manière unifiée les volets humanitaire-développement-paix, favorise la polyvalence et permet une flexibilité appréciable, comme le montre la reprogrammation 2024 où des ressources ont été réallouées d'un output « participation politique » vers l'« aide humanitaire », optimisant ainsi l'efficacité du nexus. Cette configuration soutient une culture collaborative forte : les équipes travaillent de manière collégiale et disposent d'une vision d'ensemble qui limite les silos.<sup>60</sup> Toutefois, l'absence d'unités dédiées comporte des risques : en cas de crises multiples, la charge peut dépasser la capacité du bureau et entraîner une dispersion des efforts. Ainsi, si l'approche intégrée favorise l'efficacité, sa robustesse face à une montée d'échelle reste à consolider.

CE78 - La structure de gestion d'ONU Femmes RCA lui permet d'occuper une place stratégique au sein de l'UNCT, où la Représentante siège au Comité de direction et assure la voix du genre. Le bureau exerce un leadership reconnu en co-présidant des mécanismes clés (Genre, VBG, comités stratégiques), consolidant ainsi son rôle de référence en matière de coordination genre.<sup>61</sup> Cette position a facilité l'intégration systématique du genre dans les projets conjoints et dans l'UNSDCF 2023-2027, dont ONU Femmes pilote un groupe de résultats sensibles au genre.<sup>62</sup> L'organisation

<sup>59</sup> Projet « MOUNGO MABOKO - Appui au Gouvernement de la République centrafricaine pour la promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes ». Un comité de pilotage (CoPil) composé du MPGPPE, du MPECI et de la Délégation de l'Union européenne (UE) en tant qu'observateur, a été mis en place, pour mission d'assurer le pilotage du projet et de proposer, le cas échéant, des réorientations nécessaires au cours de la mise en œuvre. ONU femmes assure le Secrétariat. Le Projet « SEDOUTI : Amélioration de l'environnement sécuritaire et consolidation de la paix par la réintégration à base communautaire, des Ex-combattants en Centrafrique. » aussi dispose d'un comité de pilotage présidé par le Ministre du MPECI et comprend le PNUD (lead du projet), et OIM et ONUFEMME, les autres agences récipiendaires, la MINUSCA/DDRR et d'autres ministères sectoriels (Action Humanitaire, DDRR, Jeunesse, Promotion du Genre).

<sup>60</sup> Il a été rapporté lors d'un entretien avec le staff qu'à peu près 75 à 80% des fonds du bureau étaient issus du programme « WPS&HA » ; ainsi des projets financés sous ces fonds comme le projet de réintégration ont été utilisés pour financer le programme « EVAW ».

<sup>61</sup> Independent Evaluation and Audit Services (IEAS). Internal Audit Service (IAS) UN WOMEN: Internal Audit Report UU Women Country Office on Central African Republic, 2023

<sup>62</sup> Produit 2.1: "Produit 2.1: Les capacités techniques et institutionnelles des acteurs étatiques et non-étatiques sont renforcées en faveur de la promotion du genre et de la lutte contre les violences, la stigmatisation et la discrimination basées sur le genre et le VIH/SIDA"

Produit 2.2 : Les populations en RCA vivent dans un environnement où les violences, y compris celles basées sur le genre, sont prévalentes et les victimes bénéficient de service renforcé de prise en charge holistique et inclusive.

mobilise efficacement les autres agences (UNFPA, HCDH, PAM, FAO, MINUSCA) au sein de projets conjoints, ce qui renforce la cohérence, évite les doublons et optimise les ressources. Sur le plan humanitaire, ONU Femmes contribue activement à l'Équipe Humanitaire Pays (HCT) et préside le sous-groupe Genre humanitaire, influençant l'intégration du genre dans le HRP et consolidant les liens entre urgence, relèvement et paix (nexus HDP). Cette double présence exige une gestion flexible et des compétences spécialisées, que le bureau a su mobiliser malgré ses ressources limitées.<sup>63</sup> Toutefois, l'audit interne 2023 souligne que le gender mainstreaming dans l'ensemble du SNU peut encore être renforcé, notamment dans les composantes techniques.

**Conclusion # 26 [Efficience] - La structure de gestion d'ONU Femmes RCA soutient partiellement l'efficience de la Note Stratégique. Elle se distingue par un leadership reconnu, une coordination externe efficace et une transparence budgétaire, tout en intégrant de manière cohérente le triple mandat, ce qui constitue un atout pour le nexus humanitaire-développement-paix. Toutefois, elle demeure fonctionnelle mais perfectible ; les lenteurs décisionnelles pour les engagements financiers importants, l'absence de mécanismes d'apprentissage formalisés et la charge élevée pesant sur une équipe restreinte en limitent la pleine efficience. L'efficience est jugée "Passable/Partiellement satisfaisant", traduisant une gouvernance globalement en place, sans faille réhibitoire, mais nécessitant des améliorations substantielles en termes de délégation, d'agilité organisationnelle et de capitalisation pour accroître l'efficience dans la mise en œuvre de la seconde moitié de la Note Stratégique.**

### 6.3. Analyse du critère DURABILITÉ –

CD1 – La durabilité de la Note Stratégique est satisfaisante mais fragile. L'appropriation nationale est réelle grâce à l'alignement avec le PND, l'UNSDCF et le PAN 1325, ainsi qu'à l'implication de champions institutionnels et de réseaux féminins. Les capacités des partenaires et les mécanismes communautaires (CLPR, WASH, comités sécurité alimentaire, safe spaces, SASA!, AVEC) soutiennent l'ancrage local et l'empowerment. Toutefois, la faible capacité institutionnelle du ministère du Genre, l'inégale décentralisation et l'absence de mécanismes publics robustes de S&E limitent la pérennité. La consolidation des acquis dépendra d'un financement stable et d'une institutionnalisation renforcée.

**QE 13 : Y a-t-il appropriation nationale et y a-t-il des champions nationaux pour les différentes parties de la note stratégique ?**

CD2 – L'appropriation nationale de la Note stratégique est soutenue par un noyau solide de champions institutionnels. Le Ministère de la Promotion du Genre, via sa Direction générale du genre, assure un leadership structurant, appuyé par le Comité sectoriel Genre/VBG et ses sous-comités techniques (santé, justice, éducation, sécurité).<sup>64</sup> Sur le plan normatif, plusieurs institutions – CVJRR, HABG, CNDH, Observatoire de la parité, Groupe « Gender & Elections » – renforcent la redevabilité et structurent le dialogue État-société civile. La réforme du code électoral (2024), introduisant un quota de 35 % de femmes, illustre l'engagement politique en faveur de l'égalité.<sup>65</sup>

<sup>63</sup> ONU femmes est la seule agence qui dispose d'une « Spécialiste Humanitaire » avec un niveau d'expertise de ce rang.

<sup>64</sup> La nécessité de mettre en place cet écosystème de mécanismes ressort des entretiens avec de hauts responsables du Ministère de la promotion du genre

<sup>65</sup> Projet document \_pbf\_GPI2.0

Ensemble, ces mécanismes créent un environnement propice à l’alignement des cadres nationaux et à l’émergence de champions gouvernementaux capables d’impulser et de suivre les engagements genre.

CD3 – Au niveau de la société civile, l’appropriation de la Note stratégique est portée par un écosystème de réseaux féminins nationaux (OFCA, AWLN, etc.) qui jouent un rôle moteur dans les campagnes d’inscription électorale, le coaching de candidates et la promotion de chartes de participation politique. À l’échelle communautaire, l’appropriation se matérialise par des mécanismes locaux de gouvernance participative : CLPR, comités de paix, comités WASH (80 responsables dont 60 % de femmes) et structures d’alerte précoce. Ces dispositifs assurent dialogue, médiation, maintenance des infrastructures, prévention des VBG et référencement vers les services. Ils renforcent à la fois la redevabilité horizontale et verticale, favorisent l’émergence de leaderships féminins et ancrent des pratiques durables au-delà des projets.<sup>66</sup>

CD4 –Au niveau politique et institutionnel, la Charte de participation politique des femmes agit comme un contrat d’engagement partagé entre partis et acteurs électoraux, tandis que les formations de formateurs permettent aux OSC d’essayer des outils et méthodes jusqu’aux échelons déconcentrés. Par exemple, le Groupe “Genre & Elections” sert de passerelle entre le centre et la périphérie, et de forum de dialogue avec les partis ; il harmonise les messages, coordonne l’assistance technique, suit les engagements et accélère l’opérationnalisation des mesures pro-genre. Cette dynamique s’apparente à une coalition multipartite, portée par un leadership féminin moteur et orientée vers l’institutionnalisation durable de l’agenda genre.<sup>67</sup>

CD5 –L’appropriation nationale repose sur un alignement politique solide (PND, UNSDCF, PAN 1325)<sup>68</sup> et sur le rôle de charnière joué par ONU Femmes entre ministères, autorités locales et réseaux féminins. Les coalitions multipartites et mécanismes comme le groupe « Gender & Elections » facilitent l’opérationnalisation des engagements<sup>69</sup> et renforcent une appropriation « de bout en bout ». Toutefois, la dépendance aux financements externes, la faible capacité institutionnelle du ministère du Genre et l’inégale décentralisation limitent la pérennité des progrès. Les mécanismes parité/PAN 1325 restent encore faiblement ancrés dans les pratiques administratives locales.

CD6 —Conclusion #27 [Durabilité] – L’appropriation de la Note stratégique est globalement satisfaisante, portée par des cadres nationaux solides, des champions institutionnels et sociétaux, et des coalitions actives. Toutefois, la pérennité reste fragilisée par une faible dotation publique, une décentralisation incomplète et une forte dépendance aux financements projets. Pour renforcer durablement les acquis, il est essentiel de financer le noyau de coordination du Ministère du Genre, d’institutionnaliser les mécanismes clés (Observatoire de la parité, Gender & Elections, CLPR) et d’outiller les collectivités pour l’opérationnalisation locale du PAN 1325. Ces mesures consolideraient l’appropriation et élèveraient la durabilité à un niveau supérieur.

<sup>66</sup> Sources croisées entre “APAN SUPPLEMENTARY BUDGET 2022: Women, Peace, Security and Humanitarian Action Section. UN Women Central African Republic : PROGRESS REPORT – REQUEST FOR AMENDMENT » ; “Providing emergency support to mitigate the impact of regional crises (Sudan, Chad) on women and girls and their communities in North-western and north-eastern parts of CAR: Midterm Report - Strategic Report of Results and Innovation”

<sup>67</sup> Women’s Peace and Humanitarian Fund Rapid Response Window (RRW) on Women’s Participation in Peace Processes. and The Implementation of Peace Agreements: RRW Partner Summary of Results to the WPHF

<sup>68</sup> Énoncés Note Stratégique corroborés par les rapports de projets et entretiens avec autorités nationales

<sup>69</sup> Rapports de projets et entretiens avec staff UNCT

**QE 14 : Dans quelle mesure la capacité des partenaires a-t-elle été développée pour assurer la durabilité des efforts et des avantages ? Quels sont les systèmes locaux de responsabilisation et de surveillance qui ont été mis en place pour soutenir la poursuite des activités ?**

CD7 – ONU Femmes a renforcé les capacités des partenaires de manière différenciée (AFJC, APSUD, MDA, AWLN), professionnalisant l’accompagnement juridique, psychosocial, économique et politique. En parallèle, une architecture de redevabilité multi-niveaux s’est consolidée : CLPR, comités WASH et sécurité alimentaire, safe spaces et mécanismes de feedback au niveau communautaire, CVJRR, CNDH et HABG au niveau national. Ces dispositifs favorisent l’appropriation et la continuité des services. L’appréciation globale est « modérée à bonne, mais vulnérable aux aléas de financement », le maintien des acquis reposant sur la solidité des systèmes communautaires et l’engagement institutionnel.

CD8 – ONU Femmes a déployé un appui en capacités différencié, aligné sur les mandats de chaque partenaire, renforçant ainsi la durabilité des interventions. AFJC a été outillée pour l’accompagnement juridique et les masculinités positives ; APSUD pour la gestion de centres, AVEC/THIMO et la gouvernance d’ouvrages ; MDA pour la prise en charge psychosociale et l’éducation de seconde chance ; AWLN pour le coaching politique et les cliniques juridiques. Ces investissements ont professionnalisé les OSC, soutenu l’appropriation technique et créé les conditions d’une continuité des services au-delà des financements.

CD9 – Les mécanismes étatiques de redevabilité forment une architecture intégrée du local au national. Sur le terrain, les CLPR assurent alerte, médiation et documentation des incidents. Au niveau national, la CVJRR, dotée d’un manuel et de formations sensibles au genre, intègre les violations envers femmes et filles dans ses procédures. La CNDH et la HABG renforcent enquête, suivi des recommandations et intégrité publique. L’intégration progressive de la parité et la coordination via le Comité sectoriel Genre/VBG structurent planification, suivi et dialogue technique. Ensemble, ces dispositifs consolident une redevabilité durable.

CD10 – Les projets d’ONU Femmes ont mis en place une architecture communautaire de redevabilité combinant gestion des actifs, veille sociale et remontée d’information. Les comités WASH, formés à la maintenance, assurent la gestion des points d’eau, la tenue de registres et la transparence des contributions.<sup>70</sup> Les comités de sécurité alimentaire appuient le ciblage et le suivi des ménages vulnérables, tandis que les safe spaces et cliniques mobiles garantissent l’accès aux services de protection et de santé.<sup>71</sup> Les comités d’alerte/entraide, basés sur SASA! et des pairs éducateurs, renforcent la détection précoce des risques et le référencement. Des mécanismes de feedback fonctionnels (Paoua, Bétoko, Birao, Sam-Ouandja) permettent de traiter plaintes et suggestions avec les prestataires. Les communautés s’approprient durablement ces dispositifs<sup>72</sup>, avec des signes d’empowerment, dont des démarches judiciaires initiées par des survivantes.

<sup>70</sup> Déjà rapporté précédemment

<sup>71</sup> Projets Japon

<sup>72</sup> Ressoris des FGDs avec des jeunes filles bénéficiaires (Bambari, Bangassou, Obo)

L'ensemble consolide un circuit court de redevabilité, favorisant réactivité, appropriation et continuité des bénéficiaires au-delà des projets.

CD11 –La cocréation communautaire a installé des comités paritaires de gestion (WASH/GBV/sécurité alimentaire) qui fixent des règles de transparence et de redevabilité. Les approches SASA! et le recours à des pairs éducateurs diffusent des normes sociales protectrices et facilitent l'identification précoce des risques. Les VSLA<sup>73</sup>/AVEC jouent un rôle d'autofinancement du maintien des services (petites réparations, consommables), tout en favorisant l'inclusion par des équipes mixtes et des quotas de femmes. L'ensemble produit un ancrage durable et une redevabilité sociale sensible au genre, moins dépendante des cycles de financement.<sup>74</sup>

**Conclusion # 28 [Durabilité] - L'appréciation globale au regard du critère durabilité, est «modérée à bonne, mais vulnérable aux aléas de financement», soit un niveau satisfaisant. Les capacités renforcées des partenaires et les systèmes communautaires en place — comités WASH et sécurité alimentaire, dispositifs GBV/safe spaces, CLPR, outillage de la CVJRR — offrent une base crédible pour la poursuite des effets : entretien des ouvrages, continuité de services de proximité et consolidation du leadership féminin. Les risques majeurs tiennent à l'imprévisibilité financière et au maillon M&E public encore fragile, qui conditionnent la permanence et l'échelle des bénéficiaires.**

#### 6.4. Analyse du critère - Droits humains, inclusion et égalité des sexes

CDHE1 - L'évaluation estime que la Note stratégique d'ONU Femmes RCA contribue significativement mais de manière partiellement satisfaisante aux droits humains, à l'inclusion et à l'égalité des sexes. Alignée sur les normes internationales et nationales, elle a permis des avancées concrètes : révision du code électoral, Observatoire de la Parité, soutien aux survivantes, autonomisation économique, émergence de leaders féminines et renforcement des réseaux de défenseuses. Les approches nexus ont été appuyées par de solides partenariats inter-agences. Toutefois, l'inclusion des personnes handicapées demeure limitée, la redevabilité communautaire reste incomplète et la dépendance aux financements extérieurs fragilise la durabilité. L'institutionnalisation, l'inclusion systématique et la capitalisation doivent encore être renforcées.

**QE 15 : Quelle contribution ONU Femmes peut-elle apporter à la mise en œuvre des normes mondiales pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (CEDAW, Beijing, E 1325, ODD5, PS ONU Femmes, etc.) ?**

CDHE2 - La Note Stratégique 2023–2027 d'ONU Femmes RCA contribue concrètement aux normes mondiales (CEDAW, Beijing, Rés. 1325, ODD 5, PS ONU Femmes) en soutenant la révision du code électoral, la création de l'Observatoire de la Parité, l'accès des survivantes aux services essentiels et l'autonomisation économique via AVEC/AGR. Les projets PBF et financements japonais renforcent ce rôle catalytique. Toutefois, l'inclusion des femmes handicapées reste limitée et la pérennité dépend des financements externes.

<sup>73</sup> Village Savings and Loans Associations (VSLA).

<sup>74</sup> Rapports projets Japon et entretiens avec OSC/PMO

CDHE3 – La Note Stratégique d’ONU Femmes RCA traduit efficacement les normes mondiales en actions concrètes. Conformément à la CEDAW et à Beijing, ONU Femmes a joué un rôle clé dans la révision du code électoral, la création de l’Observatoire de la Parité et l’élaboration du PAN 1325, renforçant les obligations nationales en matière d’égalité. Alignée sur la Résolution 1325, la NS a favorisé la participation des femmes aux processus de paix : le projet PBF SEDOUTI a facilité la réintégration des ex-combattant-e-s et la prise en charge psychosociale des survivantes, réduisant les tensions locales. Les objectifs de l’ODD 5 ont été poursuivis via les AVEC/AGR, renforçant l’autonomie économique de femmes, y compris déplacées internes. Le triple mandat d’ONU Femmes a permis d’intégrer systématiquement le genre dans la réponse humanitaire et la planification conjointe. Les approches combinant autonomisation économique et services essentiels (cliniques mobiles, maisons de la Femme, kits de dignité) ont généré des effets transformateurs sur le statut social des femmes. Toutefois, l’inclusion des personnes handicapées demeure limitée et inégale selon les partenaires.

Table 2 : Analyse transversale : Cartographie normative

Résultats NS RCA	CEDAW	Beijing	UNSCR 1325	ODD 5	PS ONU Femmes 2022–2025
Révision code électoral, Observatoire parité	✓	✓	–	✓	✓
Réintégration ex-combattantes (SEDOUTI, PBF)	–	–	✓	✓	✓
AVEC, AGR femmes déplacées et survivantes	✓	✓	–	✓	✓
Cliniques mobiles, Maisons de la Femme	✓	✓	✓	✓	✓
Coordination UNCT, Groupe Genre	–	–	–	✓	✓

CDHE4 – L’évaluation identifie plusieurs risques susceptibles d’affecter les droits humains et l’égalité des sexes : risques liés à la PSEA, notamment dans les zones reculées où les mécanismes de plainte sont peu connus ; risques de “do no harm” dans les AGR collectives pouvant générer tensions ou détournements au détriment des femmes ; faiblesse de la redevabilité communautaire, certains comités locaux étant inopérants. Des sauvegardes ont toutefois été mises en place : formations systématiques au PSEA et à la confidentialité dans les projets PBF et Japon ; mise en place de comités paritaires (dont 60 % de femmes dans les comités WASH) renforçant inclusion et contrôle social ; et coordination conjointe avec PNUD, HCDH et autres agences pour améliorer transparence, intégrité et participation communautaire.

**Conclusion # 29 [Droits humains, inclusion et égalité des sexe] - L’évaluation considère la prise en compte des « Droits humains, inclusion et égalité des sexe » par la Note Stratégique comme satisfaisante<sup>75</sup> pour les trois raisons suivantes : (i) l’alignement normatif fort avec les cadres CEDAW, Beijing, UNSCR 1325 et ODD 5, à travers l’appui aux politiques nationales et aux mécanismes de parité, (ii) les effets transformatifs observés dans la participation politique des femmes et leur autonomisation économique (AVEC, AGR, leadership communautaire), (iii) l’ancrage**

<sup>75</sup> Limites : Les données désagrégées sur handicap restent insuffisantes, limitant l’évaluation des effets intersectionnels. Les contraintes sécuritaires restreignent la collecte dans certaines préfectures (Vakaga, Haute-Kotto). Néanmoins, l’approche nexus humanitaire-développement-paix (projets Japon, PBF) s’avère un puissant levier normatif, et les OSC féministes locales sont essentielles à la légitimité et à l’impact.

communautaire et institutionnel grâce à des comités de gestion paritaires WASH, des réseaux de défenseuses des droits humains et des cliniques mobiles. Cependant, certaines limitations persistantes telles que l'inclusion incomplète des femmes handicapées et certains critères d'inclusion des ex-combattant.es affectant la pleine conformité avec les principes des droits humains, inclusion et égalité des sexe.

**QE 16 : Dans quelle mesure la note stratégique contribue-t-elle à modifier les dynamiques de pouvoir dans les relations entre les différents groupes, y compris les personnes en situation de handicap ?**

CDHE5 – La Note stratégique a favorisé des évolutions positives des rapports de pouvoir : davantage de femmes voient leur voix reconnue dans les décisions familiales et communautaires, tandis que les AVEC/AGR renforcent leur autonomie économique et leur statut social, y compris en zones de conflit. Toutefois, les résistances patriarcales demeurent, la participation politique reste exposée aux violences, et les AGR collectives sont parfois captées par des hommes. La contribution est donc jugée partiellement satisfaisante, les changements restant localisés et peu institutionnalisés.

CDHE6 – L'évaluation met en évidence des changements tangibles dans les dynamiques de pouvoir. Au niveau familial, des femmes à Bambari et Bangui rapportent un accroissement du respect et de leur influence décisionnelle, grâce aux AGR, AVEC et formations : certaines deviennent des référentes familiales. Dans les communautés, des femmes auparavant marginalisées émergent comme médiatrices, leaders religieux ou actrices publiques, affirmant s'être « décomplexées » grâce aux projets. Les mécanismes économiques renforcent leur pouvoir de négociation et contrôle des ressources, en particulier pour les déplacées internes. Toutefois, les AGR collectives sont jugées parfois inefficaces ou sources de tensions, pouvant même renforcer le contrôle masculin. Enfin, les activités scolaires ont stimulé l'engagement de jeunes filles de 12 à 18 ans dans des initiatives citoyennes, contribuant à briser les tabous liés à l'âge et au genre.

CDHE7– Persistance des résistances patriarcales et problèmes d'inclusion: Malgré les avancées observées, des ex-combattants interrogés ont indiqué que « les hommes ne sont pas encore disposés à partager le pouvoir avec les femmes ». De plus, lors des élections, les candidates subissent encore des violences politiques et symboliques, freinant l'égalité réelle dans l'accès au leadership. Concernant l'inclusion des personnes handicapées, quelques efforts ont été faits en termes de facilitation de l'accès dans certaines infrastructures, mais la participation des femmes handicapées aux comités de décision ou aux AGR reste marginale. Les OSC reconnaissent que l'inclusion n'est pas encore systématisée et dépend souvent des sensibilités locales.

CDHE8– L'analyse montre que la Note stratégique a généré des changements progressifs dans les dynamiques de pouvoir : au niveau familial, des femmes deviennent contributrices et parfois décisionnaires grâce aux revenus AVEC/AGR ; au niveau communautaire, les défenseuses et survivantes gagnent en visibilité et en influence ; au niveau institutionnel, la révision du code électoral et l'Observatoire de la Parité constituent des avancées normatives. Toutefois, ces progrès restent incomplets : domination masculine persistante sur les ressources stratégiques et inclusion non systématique des femmes marginalisées.

**Conclusion # 29 [Droits humains, inclusion et égalité des sexe] - L'appréciation globale est jugée partiellement satisfaisante. La Note Stratégique a permis des avancées notables en matière d'empowerment individuel et collectif, avec l'émergence de leaders féminines locales, le renforcement des réseaux de défenseuses des droits de l'homme, et une transformation progressive des rôles au sein des familles et des communautés. Toutefois, l'inclusion demeure inégale, en particulier pour les personnes handicapées, et les normes patriarcales continuent de limiter la portée des changements structurels, faute d'une institutionnalisation suffisante dans les politiques publiques. Les opportunités résident dans l'ancrage des acquis dans les programmes nationaux et dans la diffusion des approches de masculinités positives.**

**Encadre : Leçons apprises : Combiner l'autonomisation économique et la transformation sociale (ex. AVEC + SASA!) est efficace pour modifier les dynamiques de pouvoir. Cependant, les AGR collectives sans encadrement approprié reproduisent parfois des inégalités.**

**QE 17 : La note stratégique a-t-elle été mise en œuvre conformément aux principes des droits de l'homme et de l'efficacité du développement ?**

CDHE9 - La Note stratégique a été mise en œuvre dans le respect des droits humains et des principes de l'efficacité du développement, avec des avancées en appropriation (OSC), harmonisation (actions conjointes) et redevabilité. Alignée sur l'UNSDCF et le PND, elle applique le principe LNOB en ciblant femmes déplacées, survivantes, ex-combattantes et groupes marginalisés. Toutefois, des limites persistent : redevabilité communautaire faible, inclusion inégale des femmes handicapées, gestion des connaissances limitée et forte dépendance à l'aide extérieure.

CDHE10 – La Note Stratégique d'ONU Femmes RCA a été mise en œuvre en conformité avec les principes des droits humains et de l'efficacité du développement. Sur l'appropriation nationale et l'alignement, les projets sont cohérents avec le PND 2023–2027 et l'UNSDCF<sup>76</sup>, et associent systématiquement le gouvernement (Ministère du Genre, Action Humanitaire) ainsi que les OSC locales (AFJC, APSUD, MDA), parfois dès la conception via des évaluations de besoins participatives. L'harmonisation inter-agences est notable : ONU Femmes travaille activement au sein des clusters humanitaires et conduit des projets conjoints avec PNUD, PAM, HCR et OCHA, notamment dans les interventions financées par le Japon et le PBF.<sup>77</sup> En matière de gestion axée sur les résultats, l'usage des PTA et des indicateurs du Plan stratégique 2022–2025 progresse, mais reste freiné par la multiplicité des cadres imposés par les bailleurs. La redevabilité verticale (bailleurs, gouvernement) est solide, tandis que la redevabilité communautaire demeure insuffisante : certains appuis (kits) ne correspondaient pas aux besoins exprimés et les mécanismes de plaintes restent faibles.<sup>78</sup>

CDHE11 – La mise en œuvre de la Note stratégique a bénéficié de plusieurs facteurs habilitants : ancrage dans les normes internationales et nationales, partenariats solides avec des OSC

<sup>76</sup> Différentes sources documentaires et primaires (entretiens OSC/IPs et staff UN) ainsi que les FGDs avec les associations membres des réseaux de défenseuses des droits de l'homme.

<sup>77</sup> Attestés par les rapports de projet conjoints « Japon »

<sup>78</sup> Pratiquement tout.es les participant.es aux FGDs a Bambari

féministes, financements catalytiques (Japon, PBF, WPHF) favorisant des approches nexus, et synergies inter-agences renforçant la légitimité d'ONU Femmes. Toutefois, des limites persistent : inclusion inégale, lourdeur des procédures et faiblesse de la gestion des connaissances, freinant une conformité pleine aux principes des droits humains et de l'efficacité du développement.

**Conclusion #30 [Droits humains & efficacité du développement] – L'appréciation est partiellement satisfaisante. La Note stratégique respecte largement les principes des droits humains (confidentialité, consentement, non-discrimination), mais l'inclusion des personnes handicapées reste limitée. L'alignement avec les cadres nationaux/internationaux et l'implication des OSC reflètent une bonne appropriation, encore peu institutionnalisée. Malgré des progrès en coordination inter-agences, les faibles mécanismes de feedback et la capitalisation insuffisante limitent l'apprentissage et la durabilité des résultats.**

## 7. Conclusions générales

---

Les conclusions de l'évaluation sont élaborées conformément aux normes et aux critères de qualité, en respectant les principes de transparence, de traçabilité et de robustesse méthodologique. Elles visent à fournir des jugements évaluatifs clairs et argumentés sur la performance de la Note Stratégique d'ONU Femmes RCA (2023–2027). La démarche adoptée repose sur trois étapes principales :

1. Reconstruction des constats : Les constats ont été identifiés à partir d'une triangulation de sources (données documentaires et données primaires). Chaque constat est à au moins un critère d'évaluation.
2. Interprétation critique : Les constats ont été analysés de manière intégrée pour dépasser la simple description et aboutir à un jugement global, contextualisé dans le cadre fragile et humanitaire de la RCA. Les jugements évaluatifs prennent en compte à la fois les progrès réalisés, les limites, les dynamiques d'inclusion et les facteurs structurels.
3. Traçabilité et transparence : Chaque conclusion est explicitement liée à des constats qui la fondent, garantissant une vérifiabilité et un raisonnement évaluatif.

Les conclusions permettent d'émettre une appréciation contextuelle, intégrant les forces, les faiblesses, et les goulots d'étranglement de la note stratégique, tout en soulignant les contributions normatives, opérationnelles et de coordination d'ONU Femmes.

### Conclusion 1 : Positionnement stratégique reconnu mais à consolider.

Sources : Critères concernés : Pertinence, Efficacité

ONU Femmes est reconnu comme acteur stratégique incontournable dans le domaine du genre grâce à son leadership dans les groupes de travail/thématiques (ex. GTG, GTGI, UNSDCF). Toutefois, ce positionnement reste fragile, limité par des ressources financières et humaines réduites et une certaine fragmentation/dispersement.

La MINUSCA et le HCDH confirment le leadership stratégique d'ONU Femmes dans les mécanismes de coordination au sein du système des NU. Alors que le gouvernement et les autres acteurs nationaux saluent son rôle fédérateur et souligne la valeur ajoutée de l'organisation pour la coordination des politiques de genre. Mais certains bailleurs ont parfois exprimés un déficit dans la communication et de visibilité sur les résultats atteints.

## Conclusion 2 : Pertinence stratégique mais fragmentation programmatique.

Sources : Critères concernés : Pertinence, Cohérence

La Note Stratégique (NS) est jugée hautement pertinente car alignée au PND 2024–2028, à l'UNSDCF 2023–2027, à la CEDAW, à la Résolution 1325, aux ODD et à l'Agenda 2063. Elle a permis à ONU Femmes de se positionner comme un acteur clé dans la promotion de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes en RCA. Toutefois, cette pertinence est amoindrie par la dispersion des interventions, caractérisées par une multiplication de projets ponctuels, souvent dictés par les opportunités de financement de projets de courte durée (Japon, PBF, WPHF). Cette fragmentation a affaibli la lisibilité et la cohérence globale de la note stratégique, et la capacité du Bureau à impulser une véritable dynamique de transformation structurelle.

L'évaluation montre que les partenaires et bénéficiaires confirment l'alignement stratégique : révision du code électoral, Observatoire de la parité, centres multifonctionnels, cliniques mobiles, AVEC/AGR. Les OSC (AFJC, APSUD, MDA) soulignent que les interventions répondent aux besoins immédiats mais peinent à générer des effets durables faute d'ancrage institutionnel. Les résultats tangibles (construction de forages, réhabilitation d'abris, distribution de kits) sont salués par les survivantes et déplacées, mais jugées trop courts et parfois inadaptés (kits non alignés au marché). Par ailleurs, l'approche projet, morcelée et sectorisée, dilue l'effet systémique. Enfin, il est attendu de ONU Femmes de concentrer son appui sur des priorités structurantes et d'éviter une dispersion géographique et thématique.

## Conclusion 3 : Efficacité marquée en gouvernance électorale et participation politique.

Sources : Critères concernés : Efficacité

ONU Femmes a consolidé son rôle de chef de file en matière de gouvernance inclusive et a joué un rôle moteur dans la participation politique des femmes, avec des résultats significatifs. L'organisation a su utiliser son avantage comparatif pour accroître l'enrôlement des femmes, et influencer le cadre légal, notamment à travers le plaidoyer pour la parité et la révision du code électoral. Ces avancées témoignent d'une efficacité réelle. Cependant, la représentation effective des femmes reste en deçà du quota légal, freinée par les violences politiques, les résistances socioculturelles et le manque de suivi institutionnel. Le chemin reste long pour que ces acquis se traduisent en une présence significative des femmes aux postes de décision, encore limitée par des résistances institutionnelles et socioculturelles.

Le projet conjoint ONU Femmes–MINUSCA–ANE a permis d'enrôler 61 690 personnes dont 51,3 % de femmes, en innovant avec le « témoignage coutumier » validé par les chefs de villages/quartiers. Plus d'un millions de candidates ont été formées et des leaders masculins se sont publiquement engagés en faveur de la parité. Les FGDs confirment un regain de légitimité des femmes à se porter candidates, mais relèvent de fortes résistances culturelles. Ce qui constitue une avancée majeure dans un pays où les femmes étaient historiquement sous-représentées dans les scrutins, la représentativité réelle reste à 18 % contre un objectif de 35 %. Les FGDs confirment que les femmes se sentent désormais plus légitimes pour briguer des postes de décision au niveau local (chefferie, mairies), mais font face à des résistances tenaces de la part de certains leaders traditionnels ou religieux.

#### Conclusion 4 : Résultats probants en autonomisation économique mais insuffisamment structurés.

Sources : Critères concernés : Efficacité, Durabilité

Les interventions d'ONU Femmes ont renforcé la résilience économique et psychosociale de milliers de femmes, y compris les déplacées et survivantes de VBG, à travers les mécanismes « AVEC » et AGR. Ces activités ont amélioré la résilience des ménages et permis à des femmes de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Cependant, l'absence de mécanismes institutionnels (accès au crédit bancaire, inclusion dans les chaînes de valeur) fragilise la durabilité et limite la transition vers un travail décent, d'autant plus que ces appuis sont de petites initiatives locales, souvent inadaptées aux contextes.

Les témoignages de bénéficiaires indiquent que les « AVEC » ont joué un rôle central dans la satisfaction de besoins essentiels : plusieurs femmes ont pu payer les frais de scolarité de leurs enfants ou investir dans le petit commerce. Les projets PBF (SEDOUTI) et Japon montrent des impacts directs (création groupes « AVEC », AGR générant des revenus). Toutefois, les kits fournis dans le cadre des AGR ne correspondaient pas toujours aux réalités locales : à Bambari, par exemple, certains produits fournis (comme du papier toilette pour le petit commerce) se sont révélés inadaptés au marché, et ont été transformés en microcrédit. Les OSC partenaires confirment l'importance de ces interventions mais soulignent qu'elles gagneraient en durabilité si elles s'accompagnaient de mécanismes institutionnels (coopératives agricoles, inclusion financière via le secteur bancaire).

#### Conclusion 5 : Prévention et réponse aux VBG renforcées mais dispositifs communautaires fragiles.

Sources : Critères concernés : Efficacité, Droits humains

Grace au modèle intégré (cliniques mobiles, centres d'écoute, AVEC/TIMO, réseaux de défenseuses) et des campagnes de sensibilisation, ONU Femmes a contribué significativement à renforcer les mécanismes de prévention et de prise en charge des survivantes de VBG. Cependant, l'efficacité de ces dispositifs est entravée par la qualité et la continuité variables, les dispositifs

communautaires manquant de standardisation et de fiabilité des référencements, et par la faiblesse des comités communautaires, souvent peu opérationnels.

Les survivantes rencontrées témoignent que la prise en charge psychosociale et économique leur a permis de « retrouver une vie normale » et de reprendre confiance en elles. Des progrès notables ont été constatés dans l'accès à des soins médicaux et dans la sensibilisation communautaire, conduisant à une perception de baisse de l'incidence des VBG dans certaines zones. Cependant, les infrastructures restent insuffisantes (manque de médicaments, hôpitaux surchargés) et les dispositifs de référencement souffrent d'un manque de coordination. Les partenaires de mise en œuvre confirment une certaine efficacité du paquet holistique, mais pointent, néanmoins, l'absence d'un protocole national harmonisé (SOP), la difficulté d'assurer un suivi cohérent des cas, et la faiblesse des liens avec le système judiciaire.

### Conclusion 6 : Contribution notable au WPS et DDR, mais inclusion partielle des femmes.

Sources : Critères concernés : Efficacité, Durabilité, Droits Humains, Inclusion et Egalité des sexes.

ONU Femmes a contribué positivement à la réintégration communautaire et à la cohésion sociale via le projet PBF SEDOUTI et les réseaux de médiatrices. Cependant, les quotas de participation féminine dans le DDR (40 %) ne sont pas atteints, et les femmes associées aux groupes armés restent marginalisées.

Les ex-combattants interviewés témoignent d'une réhabilitation psychosociale et socio-économique réelle « grâce au projet, nous avons accepté de déposer les armes », et de retrouver une place dans la société. Les AGR et « AVEC » ont favorisé la réinsertion et réduit la stigmatisation. Néanmoins, les quotas fixés pour garantir la participation des femmes (40 %) n'ont pas été atteints, et les critères d'inclusion (un combattant, une arme) sont jugés inadaptés. De plus, les femmes associées aux groupes armés continuent d'être sous-considérées dans les programmes DDR, n'ayant pas été pleinement reconnues comme bénéficiaires. À l'inverse, les réseaux de médiatrices soutenus par ONU Femmes, constitue une réussite et un levier pour la prévention des conflits, mais restent périphériques aux processus formels et insuffisamment connecté aux processus politiques formels.

### Conclusion 7 : Efficience budgétaire satisfaisante mais faible efficience organisationnelle.

Sources : Critères concernés : Efficience

Sur le plan budgétaire, ONU Femmes a maintenu des taux d'absorption budgétaire corrects (81,3 % en 2024), confirmant la capacité à exécuter les fonds mobilisés. Cependant, l'organisation est affectée par les retards de décaissements, les procédures lourdes et la surcharge du staff limitant l'efficience organisationnelle et créent des tensions avec les partenaires. Certains projets n'ont exécuté que 63 % du budget prévu, en raison de lenteurs procédurales.

Deux tiers des partenaires interrogés citent les retards de paiement comme principal défi, et ont généré des tensions avec les bénéficiaires et affecté la crédibilité de l'organisation sur le terrain. En interne, les entretiens avec le staff révèlent une surcharge de travail chronique et un déficit dans certaines spécialités, notamment dans le suivi-évaluation, le bureau a fonctionné sans spécialiste suivi-évaluation jusqu'en 2024, et la gestion des connaissances. La faiblesse des opérations a également été soulignée comme insuffisance et la nécessité urgente de renforcer les effectifs en soutien administratif et programmatique au cours des retraites annuelles du bureau.

### Conclusion 8 : Gouvernance interne globalement en place, mais KM reste le « talon d'Achille ».

Sources : Critères concernés : Efficience

Le Bureau dispose de mécanismes de gouvernance interne solides (PTA, RMS, comités de coordination). Cependant, faute de mécanismes de capitalisation formalisés, la gestion des connaissances (KM) reste embryonnaire, ce qui limite l'apprentissage institutionnel, l'agilité et la capacité d'adaptation stratégique.

Un seul staff combine la « Communication » et la « Gestion des Connaissances – KM », mais ses activités sont davantage orientées vers la communication au détriment de la capitalisation des expériences. L'absence de plateforme de capitalisation, de learning briefs systématiques ou d'outils collaboratifs a été mentionnée par plusieurs membres du personnel comme un frein à l'apprentissage organisationnel et l'adaptation stratégiques des programmes. En plus, les rapports des partenaires sont souvent descriptifs, peu exploitables pour une extraction de leçons utiles. Le personnel souligne que le bureau « capitalise peu » malgré des pratiques ponctuelles (photos, témoignages, 'success stories').

### Conclusion 9 : Impact transformateur en matière de normes sociales mais inégalités persistantes.

Sources : Critères concernés : Droits humains, Inclusion et Egalité des sexes

Les approches communautaires (SASA!, champions masculins, réseaux de défenseuses, etc.) ont contribué à transformer les normes sociales, élargissant la voix et le pouvoir des femmes, en promouvant des comportements plus égalitaires et en mobilisant des leaders communautaires pour lutter contre les stéréotypes sexistes. Cependant, les pratiques néfastes persistent (par exemple, les mutilations génitales féminines – MGF- ont été citées comme encore courante de façon clandestine), et l'inclusion intersectionnelle demeure incomplète.

Les FGDs montrent que des femmes accèdent désormais à des postes de chefferie, des survivantes témoignent de gains en dignité et respect familial, et des femmes sont reconnues comme leaders dans leurs communautés. Toutefois, des résistances de normes inégalitaires demeurent, en particulier concernant les mutilations génitales féminines (MGF), encore pratiqués dans certaines communautés. Cependant, la rigidité du patriarcat limite l'évolution des normes sociales. Par ailleurs,

les femmes handicapées et jeunes filles restent insuffisamment intégrées dans certains projets, faute de dispositifs adaptés.

## Conclusion 10 : Durabilité dépendante des financements extérieurs.

Sources : Critères concernés : Durabilité

La durabilité des résultats dépend étroitement de la disponibilité de financements extérieurs. Des structures communautaires créées (AVEC, comités WASH, CLPR) montrent un potentiel de continuité, mais sans mécanismes institutionnels ou financement national, leurs acquis risquent de s'éroder.

Les comités de gestion WASH (60 % de femmes) mis en place dans les projets Japon sont cités comme une bonne pratique durable avec leurs expériences dans l'entretien des forages. Cependant, les OSC demandent un appui institutionnel direct et pérenne pour maintenir leurs actions et non des appuis ponctuels ou dispersés.

## Conclusion 11 : Robustesse partielle de la Théorie du Changement et alignement incomplet avec le Cadre des Résultats

Sources : Analyse TdC Mi-parcours ; Cadre des Résultats DR

Critères concernés : Pertinence, Efficacité, Durabilité, Droits humains/Égalité de genre

La Théorie du Changement de la Note Stratégique 2023–2027 reste pertinente et cohérente avec le Cadre des Résultats, mais sa robustesse est jugée partielle. Les chaînes de résultats montrent des avancées locales concrètes (participation accrue des femmes dans les comités de paix et électoraux, expansion des AVEC, prise en charge VBG renforcée), mais peinent à produire des effets transformateurs à l'échelle nationale. Les hypothèses critiques (volonté politique, capacités des OSC, financements stables) se sont révélées fragiles, et la TdC n'a pas suffisamment anticipé les chocs sécuritaires et humanitaires. Les indicateurs du Cadre des Résultats ont permis un suivi aligné sur le niveau global, mais demeurent incomplets pour capter les performances au niveau national, y compris avec lien avec le cadre de coopération du SNU (UNSDCF), ainsi que les dynamiques intersectionnelles. Ainsi, la TdC reste plausible et alignée, mais nécessite une révision adaptative, et le dispositif de suivi-évaluation nécessite un renforcement en termes de sensibilité à l'inclusion.

## 8. Recommandations

---

Les recommandations ont été construites dans une logique d'utilisation (Utilization-Focused), afin de soutenir la prise de décision pour la seconde moitié de la Note Stratégique et la préparation du cycle post-2027.

Elles reposent sur trois principes :

1. Lien explicite avec les conclusions : chaque recommandation découle directement d'une ou plusieurs conclusions, assurant la traçabilité et la cohérence du raisonnement évaluatif.
2. Couverture de l'ensemble des critères d'évaluation : pertinence, efficacité, efficience, durabilité et droits humains/égalité de genre, afin de garantir une vision exhaustive et équilibrée.
3. Intégration des attentes stratégiques : les recommandations intègrent les priorités identifiées par la Représentante d'ONU Femmes RCA (redimensionnement de la Note Stratégique, approche programme, renforcement des opérations, mobilisation de ressources, inclusion et positionnement stratégique), dans un contexte de rareté des financements.

## Recommandations priorisées

### Recommandation 1 – Redéfinir la vision stratégique d'ONU Femmes RCA pour renforcer son positionnement dans le Nexus Humanitaire–Développement–Paix (HDP)

#### Justification :

La RCA demeure un contexte de crises prolongées où les besoins humanitaires et les enjeux de développement et de paix sont étroitement liés. Pour conserver sa pertinence et son avantage comparatif, ONU Femmes doit réaffirmer sa vision stratégique autour du Nexus HDP en articulant clairement son rôle dans la coordination du genre au sein du SNU (GTGI, UNSDCF) et dans la planification humanitaire (HCT, clusters). Une telle approche renforcerait la cohérence de ses interventions entre urgence, relèvement et résilience, tout en démontrant sa valeur ajoutée auprès des bailleurs et partenaires. L'adoption d'une planification programmatique intégrée, combinée à une communication orientée sur l'impact, positionnerait ONU Femmes comme le moteur d'une approche « genre et paix durable » dans un environnement marqué par la compétition inter-agences et la contraction des financements.

Critère d'évaluation liée : Pertinence, Durabilité, Efficacité.

Thématique concernée : Coordination stratégique / Nexus HDP / Positionnement institutionnel.

Conclusions : C1, C2, C11.

Responsable : Bureau Pays avec appui WCARO.

Échéance : Court à moyen terme ( $\leq$  12 mois).

Priorité : Élevée.

#### Actions :

1. Élaborer une vision stratégique Nexus HDP intégrée au prochain de la Note Stratégique.
2. Produire une stratégie de positionnement démontrant la valeur ajoutée d'ONU Femmes dans la prévention et la consolidation de la paix dans les mécanismes inter-agences (UNSDCF, HCT, clusters).
3. Organiser un forum national sur "Genre et Nexus HDP" pour consolider son leadership technique.

### Recommandation 2 – Accélérer l'opérationnalisation de la parité et la représentation politique des femmes

Justification: Malgré les avancées majeures (51 % d'enrôlement féminin, Observatoire de la parité, formation de 1 200 candidates), la représentativité réelle reste faible (18 % contre 35 % requis). Cette contradiction illustre les barrières structurelles (violences politiques, patriarcat, manque de financement des campagnes) qui persistent et empêchent l'égalité de facto. Dans le contexte de la RCA, où se tiennent les premières élections locales depuis 1986, l'absence de femmes dans les conseils locaux serait un revers majeur pour la démocratie inclusive. Les bonnes pratiques (charte de participation, mentorat) démontrent que soutenir directement les femmes candidates via financement, mentorat et protection accroît significativement leurs chances de succès. Sur le plan global, cela répond aussi à la priorité ONU Femmes d'atteindre la cible SDG 5.5 (participation aux instances de décision). Pour le bureau RCA, c'est une opportunité d'affirmer son avantage comparatif normatif et opérationnel.

Critère d'évaluation liée : Efficacité, Droits humains.

Thématique concernée : Gouvernance & Participation politique.

Conclusions : C3

Responsable : Bureau Pays avec appui HQ (normes électorales).

Échéance : Moyen terme (7–18 mois).

Priorité : Haute.

Actions :

1. Créer un fonds électoral d'appui aux femmes candidates.
2. Mettre en place un mécanisme de mentorat par AWLN/OFCA.
3. Introduire des quotas internes dans les partis politiques.
4. Établir un dispositif de sécurité spécifique contre violences électorales.

### Recommandation 3 – Structurer l'autonomisation économique par des mécanismes institutionnels et inclusifs

Justification: Les « AVEC » et AGR soutenues par ONU Femmes ont apporté des bénéfices immédiats (paiement scolarité, dignité, petit commerce). Cependant, leur durabilité est compromise par l'inadéquation de certains kits (papier toilette à Bambari), l'absence d'accompagnement technique et le manque de connexion aux marchés. Dans un pays où 71 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, ces limites compromettent la transition vers un travail décent et des revenus stables. Les bonnes pratiques de la plateforme « Buy From Women »<sup>79</sup> ont montré que l'institutionnalisation via des coopératives, l'accès au crédit et la digitalisation favorisent la résilience et l'autonomie économique des femmes. Dans le contexte mondial de réduction de l'aide humanitaire, les bailleurs recherchent des solutions nexus développement–paix qui combinent sécurité alimentaire, autonomisation économique et inclusion financière. Pour ONU Femmes RCA, structurer l'autonomisation est crucial pour démontrer un impact durable et systémique.

Critère d'évaluation liée : Efficacité, Durabilité.

Thématique concernée : Autonomisation économique (WEE).

Conclusions : C4, C10

<sup>79</sup> <https://www.buyfromwomen.org/>

Responsable : Bureau Pays avec appui technique WCARO.

Échéance : Long terme (>18 mois).

Priorité : Moyenne.

Actions :

1. Créer des coopératives féminines reliées aux chaînes de valeur.
2. Développer microcrédit/fintech inclusifs.
3. Lancer programmes d’alphabétisation financière.
4. Déployer plateforme numérique « Buy From Women RCA ».

#### Recommandation 4 – Standardiser et institutionnaliser la prise en charge des VBG

Justification: L’évaluation montre que les survivantes bénéficient d’un meilleur accès aux soins psychosociaux et économiques, mais la qualité et la cohérence des services varient selon les zones et partenaires. L’absence de SOP harmonisés entraîne des référencement aléatoires et une prise en charge inégale. Or, en RCA, où la prévalence des VBG reste très élevée (plus de 11 000 cas rapportés en 2024), une réponse multisectorielle cohérente est indispensable. Les expériences Spotlight en Afrique de l’Ouest ou les modèles « one-stop center » au Rwanda ont démontré que la standardisation et l’institutionnalisation améliorent l’accès et la qualité des services pour les survivantes. En outre, cela renforce la redevabilité de l’État et réduit la dépendance aux seuls projets externes. Dans un contexte de fragilité, cette recommandation est stratégique pour consolider les acquis et renforcer la crédibilité d’ONU Femmes comme acteur central EVAW.

Critère d’évaluation liée : Efficacité, Droits humains.

Thématique concernée : EVAW.

Conclusions : C5

Responsable : Bureau Pays avec Ministère du Genre, appui WCARO.

Échéance : Court terme.

Priorité : Haute.

Actions :

1. Élaborer des SOP multisectoriel pour VBG.
2. Former comités communautaires et professionnels santé/justice.
3. Mettre en place base de données nationale des cas.
4. Assurer intégration du système judiciaire dans le référencement.

#### Recommandation 5 – Adapter le modèle organisationnel et les profils du personnel au contexte de fragilité et de ressources limitées de la RCA

Justification :

Le fonctionnement du bureau souffre d’un déficit de capacités critiques : surcharge du personnel, absence prolongée de spécialistes S&E, turnover fréquent et profils souvent orientés vers la mise en œuvre plutôt que la gestion stratégique. Dans un contexte de crise et de ressources contraintes, ONU Femmes doit rationaliser son organigramme en misant sur un noyau d’expertise agile et polyvalent (S&E, opérations, mobilisation de ressources, coordination), capable de soutenir les quatre piliers programmatiques. La priorisation des postes à forte valeur ajoutée, la

mutualisation de certaines fonctions avec le WCARO et l'externalisation ponctuelle de services techniques permettraient d'améliorer la performance sans alourdir la structure. Cela renforcerait l'efficacité, la qualité des rapports et la crédibilité du bureau vis-à-vis des bailleurs.

Critère d'évaluation liée : Efficacité, Durabilité, Apprentissage organisationnel.

Thématique concernée : Gestion interne / Staffing stratégique.

Conclusions : C7, C8.

Responsable : Bureau Pays avec appui WCARO et HQ.

Échéance : Court terme (≤ 6 mois).

Priorité : Haute.

Actions :

1. Réaliser un audit organisationnel et fonctionnel du bureau pour identifier les postes critiques.
2. Recruter un spécialiste S&E senior et un Operations Manager expérimenté.
3. Mettre en œuvre un plan de développement des compétences internes (leadership, gestion, communication).
4. Créer un pool régional de renforts techniques (S&E, genre, finance) mobilisable à la demande.

## Recommandation 6 – Intensifier la lutte contre les normes sociales néfastes et renforcer l'inclusion intersectionnelle

Justification: Les FGDs montrent que des changements sont perceptibles (femmes candidates à la chefferie, respect accru dans les familles). Toutefois, les pratiques néfastes (ex. MGF) persistent, souvent de manière clandestine. De plus, les femmes handicapées et jeunes restent insuffisamment incluses dans les projets. L'expérience SASA! démontre que cibler les leaders religieux, les hommes et les jeunes est indispensable pour transformer durablement les normes. Dans le contexte de la RCA, marqué par un patriarcat rigide, il est stratégique d'amplifier les actions intersectionnelles et d'intégrer les personnes marginalisées dans les interventions. Cela répond à la double exigence d'ONU Femmes : défendre les droits humains et « ne laisser personne de côté ».

Critère d'évaluation liée : Droits humains, Inclusion.

Thématique concernée : EAW / Normes sociales.

Conclusions : C9

Responsable : Bureau Pays avec appui WCARO.

Échéance : Moyen terme.

Priorité : Haute.

Actions :

1. Déployer des campagnes anti-MGF/mariages précoces avec leaders religieux.
2. Créer clubs scolaires de jeunes filles leaders.
3. Intégrer l'accessibilité des personnes handicapés et autres marginalisées dans projets.
4. Étendre programmes masculinité positive ciblant jeunes hommes.

## Recommandation 7 – Mettre en place des mécanismes hybrides de financement durable

Justification: La durabilité des acquis (« AVEC », comités WASH) reste fragile faute de financements institutionnels. Le budget national RCA étant trop limité, miser uniquement sur l'État serait irréaliste. Les bonnes pratiques montrent que les fonds mixtes multi-acteurs (État, bailleurs, secteur privé, diaspora) prolongent les acquis communautaires. Par ailleurs, l'accès aux financements climatiques (FVC<sup>80</sup>, TICAD) est une opportunité stratégique dans un contexte mondial de réorientation des financements vers le Nexus HDP et climat. Pour ONU Femmes RCA, développer ces mécanismes hybrides est essentiel pour sécuriser les acquis, crédibiliser son plaidoyer et s'aligner sur les tendances globales de financement.

Critère d'évaluation liée : Durabilité, Pertinence.

Thématique concernée : Coordination / WEE.

Conclusions : C10

Responsable : Bureau Pays avec Ministère du Plan et WCARO.

Échéance : Long terme.

Priorité : Moyenne.

Actions :

1. Créer fonds mixte genre-résilience.
2. Associer secteur privé, diaspora et OSC faitières.
3. Mobiliser financements climatiques (GCF/TICAD).
4. Plaider pour cofinancement bailleurs–État.

## Recommandation 8 – Réviser la Théorie du Changement et le Cadre des Résultats

Justification : La TdC actuelle est pertinente mais trop ambitieuse, supposant une stabilité politique et institutionnelle qui n'existe pas encore. Les hypothèses (volonté politique, capacités OSC, financements stables) se sont révélées fragiles. L'alignement avec le Cadre des Résultats DR et l'UNSDCF doit être renforcé. Les bonnes pratiques montrent que la révision de la TdC à mi-parcours permet de réaligner les ambitions sur les réalités du terrain, tout en introduisant des indicateurs intersectionnels pour mieux capturer l'impact sur les groupes marginalisés. Pour ONU Femmes RCA, une TdC réaliste et flexible est un levier pour mobiliser des ressources et renforcer la redevabilité auprès des bailleurs.

Critère d'évaluation liée : Pertinence, Efficacité, Durabilité.

Thématique concernée : Coordination / Suivi stratégique.

Conclusions : C11

Responsable : Bureau Pays avec WCARO et HQ.

Échéance : Court terme.

Priorité : Haute.

Actions :

1. Organiser un atelier TdC/CR multi-acteurs.
2. Intégrer les risques et des scénarios contextuels.
3. Introduire indicateurs intersectionnels (handicap, déplacés).

<sup>80</sup> Le "FVC" fait référence au Fonds vert pour le climat, un mécanisme financier de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) destiné à financer des projets d'adaptation e

4. Aligner<sup>81</sup> verbatim des indicateurs NS et UNSDCF.

## Recommandation 9 – Intégrer systématiquement la résilience climatique et les financements verts

Justification: La crise climatique en RCA (sécheresses, insécurité alimentaire dans Haut-Mbomou, IPC4 famine) exacerbe les vulnérabilités des femmes. Les AGR agricoles soutenues sont menacées sans adaptation au climat. Les expériences TICAD et Japon (climate-smart agriculture) ont montré que l'intégration des solutions vertes (énergies solaires, agriculture durable) renforce à la fois l'autonomisation économique et la résilience communautaire. Dans l'environnement mondial actuel, où les financements climat (GCF, FVC) représentent une source croissante, positionner ONU Femmes RCA sur cet agenda est stratégique pour sa pertinence et pour l'intégration du Nexus HDP–Climat.

Critère d'évaluation liée : Durabilité, Droits humains, Inclusion.

Thématique concernée : WEE / WPS / EVAW.

Conclusions : C4, C9, C10

Responsable : Bureau Pays avec appui WCARO/HQ.

Échéance : Moyen terme.

Priorité : Moyenne.

Actions :

1. Intégrer climat/résilience dans tous PTA.
2. Développer partenariats FAO, PNUD, GCF.
3. Former OSC locales à agriculture durable.
4. Promouvoir AGR basées sur énergies propres (fours solaires, pompes solaires).

## 9. Leçons apprises, bonnes pratiques et innovations soutenant l'égalité des sexes et les droits humains en RCA

---

### 1.1. Leçons apprises de la mise en œuvre de la Note Stratégique (2023–2027)

---

Leçon apprise 1 : Adopter une approche Nexus (Humanitaire–Paix–Développement) pour des interventions durables.

Les partenaires ont relevé que le financement en RCA est majoritairement orienté vers l'humanitaire et le maintien de la paix à court terme, alors que les défis d'égalité des sexes transcendent les catégories humanitaire et développement. ONU Femmes a appris qu'il faut intégrer ses programmes dans le nexus Humanitaire-Paix-Développement et développer des projets multi-pays/régionaux afin

---

<sup>81</sup> Un processus d'alignement vise à garantir la cohérence entre un cadre de référence et d'autres cadres d'une organisation. Un tel exercice est essentiel pour identifier les doublons, les lacunes et les synergies, dans les indicateurs, les cibles et les mécanismes de reporting. Le consultant a conduit un tel exercice pour UNFPA, en évaluant dans quelle mesure les cadres de résultats de programmes thématiques (UNFPA Supplies Partnership, Global Program to End Child Marriage, Joint Program on FGM, et Maternal and Newborn Health Trust Fund) sont alignés avec les programmes globaux et régionaux du plan stratégique de UNFPA.

de mobiliser des ressources sur le moyen/long terme. Cette approche permet de répondre aux besoins des femmes tant en situation de crise qu'en phase de relèvement, et de s'adapter aux dynamiques transfrontalières du contexte centrafricain.

**Leçon apprise 2 : Pour un changement transformateur en matière de genre, les interventions sur les normes sociales doivent être transversales et systématiquement mesurées.**

En RCA, les interventions d'ONU Femmes sur l'EVAW, l'autonomisation économique et le WPS ont montré que l'émancipation des femmes reste entravée par des normes patriarcales persistantes (mariages précoces, violences basées sur le genre, résistances aux femmes leaders). Les campagnes de sensibilisation, les dialogues sur la masculinité positive et la mobilisation de leaders communautaires ont commencé à infléchir les perceptions (plus de femmes osent briguer des postes, baisse rapportée des VBG). Toutefois, ces efforts restent souvent limités à quelques projets et ne disposent pas d'outils de suivi adaptés. La leçon est que le changement des normes sociales doit être un principe transversal à l'ensemble du portefeuille – humanitaire, paix et développement – et s'appuyer sur une approche socio-écologique impliquant hommes, familles, communautés et leaders. De plus, des indicateurs spécifiques de suivi et d'apprentissage doivent être intégrés pour mesurer l'évolution des attitudes et tirer des enseignements sur ce qui fonctionne ou non.

**Leçon apprise 3 : L'atteinte de résultats durables exige une meilleure intégration des interventions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix (Triple Nexus).**

Le contexte centrafricain est marqué par la fragilité chronique, des violences récurrentes et des crises humanitaires aggravées par des chocs régionaux (ex. crise soudanaise). Les projets mis en œuvre par ONU Femmes ont combiné aide humanitaire (kits de dignité, forages, abris, prise en charge psychosociale) et activités de relèvement (AVEC, AGR, formation de médiatrices, inclusion dans le DDR). Ces approches plurielles ont renforcé la résilience et la cohésion sociale, mais leur durabilité a été limitée par des financements trop courts et compartimentés. La leçon est qu'un changement transformateur pour l'égalité de genre en RCA passe par une approche Nexus – planification conjointe, financement pluriannuel flexible, et articulation claire entre urgence, relèvement et développement – pour éviter le piège du court-termisme humanitaire.

**Leçon apprise 4 : L'institutionnalisation de l'appropriation nationale et des mécanismes de redevabilité est indispensable pour pérenniser les acquis en matière d'égalité de genre.**

Les partenariats avec le Ministère du Genre, le CVJRR et les autorités locales ont montré que l'ancrage institutionnel renforce la durabilité : création de la Maison de la Femme à Bambari, mise en place de comités de gestion WASH composés à 60 % de femmes, appui à l'Observatoire national de la parité. Ces mécanismes ont assuré une continuité même après la fin des projets. Cependant, les faibles capacités institutionnelles et l'absence de financement public dédié fragilisent leur pérennité. La leçon est que la consolidation des acquis exige d'aller au-delà des projets ponctuels en institutionnalisant les dispositifs (observatoires, SOP VBG, quotas DDR) et en garantissant un minimum de ressources domestiques pour les maintenir.

## Leçon apprise 5 : Adapter les interventions d'autonomisation économique aux contextes locaux renforce leur pertinence et leur durabilité.

Les bénéficiaires d'AVEC et d'AGR à Bambari et Obo ont témoigné d'une amélioration tangible de leurs revenus et de leur dignité (paiement des scolarités, petit commerce). Toutefois, des kits inadaptés (ex. produits non adaptés aux marchés locaux) ont limité les effets, et les AGR collectives ont suscité des tensions sociales et montré une faible durabilité. La leçon est que les interventions économiques doivent être conçues de manière participative et contextualisée, alignées sur les réalités du marché et les besoins exprimés par les femmes. L'institutionnalisation via des coopératives et l'intégration dans les chaînes de valeur locales apparaissent comme des leviers essentiels pour que ces initiatives ne se réduisent pas à de l'assistance ponctuelle mais deviennent des vecteurs durables de droits économiques et sociaux.

### 1.2. Bonnes pratiques émergentes appuyant l'égalité des sexes

---

#### Bonne pratique 1 : Les AVEC comme levier d'autonomisation et de cohésion sociale

La mise en place des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) dans plusieurs préfectures a permis aux femmes déplacées, survivantes de VBG et cheffes de ménage de se constituer une épargne, de financer la scolarité de leurs enfants et de lancer de petits commerces. Ces groupes ont également favorisé une solidarité communautaire, renforçant la dignité et le statut social des participantes. Leur diffusion spontanée par mimétisme dans d'autres communautés constitue une bonne pratique reproductible.

#### Bonne pratique 2 : Les maisons de la Femme et centres multifonctionnels comme espaces sûrs et inclusifs

À Bambari et Bangassou, les projets soutenus par ONU Femmes (ex. SEDOUTI, Japon) ont permis de construire ou réhabiliter des maisons de la Femme et des centres multifonctionnels accueillant des activités économiques, psychosociales et de cohésion sociale. Ces infrastructures locales, cogérées avec les autorités et OSC, sont devenues des espaces sûrs et pérennes pour les femmes, où elles accèdent à un accompagnement holistique, tout en étant reconnues comme actrices de paix et de développement.

#### Bonne pratique 3 : L'Observatoire de la Parité comme outil de redevabilité nationale

L'appui d'ONU Femmes à la mise en place de l'Observatoire de la Parité a permis de doter la RCA d'un mécanisme national de suivi et de plaidoyer en faveur de la participation politique des femmes. Cet observatoire, associé à la révision du code électoral, constitue une innovation institutionnelle qui responsabilise l'État et les partis politiques sur l'application du quota légal de 35 %. En reliant données, plaidoyer et suivi électoral, c'est une bonne pratique pour institutionnaliser la redevabilité genre.

### 1.3. Exemples d'innovations marquantes soutenant l'égalité des sexes

---

Parmi les initiatives mises en œuvre dans le cadre de la Note Stratégique, plusieurs approches innovantes se distinguent par leur contribution directe à l'égalité des sexes et aux droits humains :

#### Innovation 1 : Entrepreneuriat social féminin : les kits de lavage de mains écologiques « Wali ti Kodé ».

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, ONU Femmes a appuyé une coopérative de femmes déplacées spécialisée dans la poterie ("Wali ti Kodé") pour produire des dispositifs de lavage de mains écologiques en argile. Cette solution locale a permis de fournir aux communautés vulnérables des kits d'hygiène abordables tout en générant des revenus pour des femmes marginalisées. Au total, des centaines de kits fabriqués artisanalement ont été distribués aux ménages dirigés par des femmes et dans des espaces publics fréquentés par les femmes. L'initiative a également formé des femmes apprenties à la poterie et aidé Wali ti Kodé à se structurer en coopérative, pérennisant ainsi le savoir-faire et l'impact. Cet exemple d'innovation illustre comment des solutions menées par des femmes peuvent simultanément promouvoir le droit à la santé (prévention sanitaire) et les droits économiques des femmes (autonomisation par l'activité génératrice de revenus), tout en renforçant la solidarité communautaire face à la crise.<sup>82</sup>

#### Innovation 2 : Agriculture résiliente au climat au service de la paix et de l'autonomisation

Dans la Ouaka et le Haut-Mbomou, ONU Femmes a appuyé des coopératives féminines agricoles intégrant des techniques d'agriculture intelligente face au climat (semences résistantes, compost, petits équipements). En reliant sécurité alimentaire, autonomisation économique et réduction des tensions autour des ressources, cette approche innovante démontre que les femmes sont des actrices de la résilience climatique et de la paix.

#### Innovation 3 : Inclusion des hommes et garçons via la masculinité positive et les centres d'écoute différenciés

Des projets EVAW ont expérimenté la création d'espaces d'écoute séparés pour les hommes, à la demande des communautés, afin d'éviter les tensions et d'impliquer les conjoints dans la prévention des violences. En parallèle, des formations sur la masculinité positive ont transformé les perceptions de certains leaders communautaires et religieux. Cette innovation démontre que l'implication constructive des hommes est une clé pour la durabilité du changement social.

#### Innovation 4 : Mécanismes communautaires de plainte et de suivi participatif

Dans le cadre des projets humanitaires (Japon 2 et 3), ONU Femmes a introduit des comités communautaires d'alerte et de suivi composés majoritairement de femmes (60 %). Ces comités, associés à des agents communautaires formés, servent à identifier les cas de VBG, gérer les infrastructures (WASH, abris) et remonter les plaintes. C'est une innovation car cela crée une redevabilité locale descendante et ascendante, renforçant la confiance des bénéficiaires et l'appropriation communautaire.

<sup>82</sup> Rapport final du projet : Appui à la réponse à la COVID-19 en RCA. [https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/2023-06/rapport\\_final\\_projet\\_mptf\\_appui\\_a\\_la\\_covid19\\_2022\\_00124688.pdf#:~:text=Par%20ailleurs%2C%20des%20kits%20%C3%A9cologiques,et%20pourront%20ainsi%20utiliser](https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/2023-06/rapport_final_projet_mptf_appui_a_la_covid19_2022_00124688.pdf#:~:text=Par%20ailleurs%2C%20des%20kits%20%C3%A9cologiques,et%20pourront%20ainsi%20utiliser) .

## 10. ANNEXES

---

### Liste des documents consultés

1. Banque Mondiale (2023). EVALUATION DE LA PAUVRETÉ EN RCA 2023
2. MICS6-RCA Rapport final des résultats de l'enquête. Version finale
3. Des meilleurs critères pour des meilleurs évaluations : Définitions adaptées et principes d'utilisation Réseau du CAD de l'OCDE sur l'évaluation du développement (EvalNet)
4. UN Women SP Integrated Results and Resources Framework of UN-Women Strategic Plan 2022-2025
5. Nations Unies : Plan Cadre des Nations Unies pour le Développement Durable
6. United Nations (2021) PROFIL GENRE DE LA RCA 2021
7. OXFAM: ANALYSE APPROFONDIE GENRE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE. <https://republiquecentrafricaine.oxfam.org/latest/policy-paper/analyse-approfondie-genre-en-r%C3%A9publique-centrafricaine>
8. United Nations (2021) RAPPORT D'ANALYSE SEXO-SPÉCIFIQUE
9. UN Women BUREAU CENTRAFRIQUE: NOTE STRATEGIQUE 2023-2027
10. Note Conceptuelle: Faire que les femmes et les filles comptent » - Women Count - République Centrafricaine
11. Résultats de l'Indice de Genre des ODD 2024 : Un avenir égalitaire en matière de genre en crise ? [https://equalmeasures2030.org/wp-content/uploads/2024/09/EM2030\\_2024\\_SDG\\_Gender\\_Index\\_FR\\_digital.pdf](https://equalmeasures2030.org/wp-content/uploads/2024/09/EM2030_2024_SDG_Gender_Index_FR_digital.pdf)
12. Résumé de la Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques de la République Centrafricaine 2023 – 2030 : <https://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2024/01/napgn-fr-2023-central-africa-gender-climate-strategy-briefing-note.pdf>
13. Union Européenne : End-Term Evaluation – POWER Programme, Kvinna till Kvinna in Liberia. <https://fscluster.org/sites/default/files/2024-11/MLS%20B%C3%AAkou%20-%20Etude%20de%20cas%202024%20-%20Les%20femmes%20rurales%20en%20R%C3%A9publique%20centrafricaine.pdf>
14. Ministère de la Promotion du Genre, de la Protection de la Femme, de la Famille et de l'Enfant. Rapport national de la mise en œuvre du programme d'action et de la déclaration de Beijing. [https://www.unwomen.org/sites/default/files/2024-09/b30\\_report\\_central\\_african\\_republic\\_fr.pdf](https://www.unwomen.org/sites/default/files/2024-09/b30_report_central_african_republic_fr.pdf)
15. Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques de La République Centrafricaine 2023-2030. <https://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2024/01/napgn-fr-2023-central-africa-gender-climate-strategy.pdf>

16. Rapport final du projet : Appui à la réponse à la COVID-19 en RCA.  
[https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/2023-06/rapport\\_final\\_projet\\_mptf\\_appui\\_a\\_la\\_covid19\\_2022\\_00124688.pdf#:~:text=Par%20aillurs%2C%20des%20kits%20%C3%A9cologiques,et%20pourront%20ainsi%20utiliser](https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/2023-06/rapport_final_projet_mptf_appui_a_la_covid19_2022_00124688.pdf#:~:text=Par%20aillurs%2C%20des%20kits%20%C3%A9cologiques,et%20pourront%20ainsi%20utiliser) .
17. <https://www.buyfromwomen.org/>
18. [open.unwomen.org](https://open.unwomen.org)
19. UN Women <https://app.powerbi.com/groups/87ff3b20-82a5-499d-8cb1-91887b657232/reports/aa7046c3-f5c7-4bbf-a9f6-24221019d0fe/ReportSection?experience=power-bi>
20. Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale - MEPCI (2024) : Plan national de développement (PND) RCA 2024–2028.  
<https://republiquecentrafricaine.un.org/sites/default/files/2025-06/Plan%20National%20de%20D%C3%A9veloppement%20RCA.pdf>
21. ONU Femmes. Bureau Centrafrique : NOTE STRATEGIQUE 2023-2027
22. Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) : Plan stratégique 2022-2025
23. RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN 2021/2022 PRÉSENTATION. Temps incertains, vies bouleversées : façonner notre avenir dans un monde en mutation.  
<https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-02/hdr2021-22frpdf.pdf>
24. Nations Unies RCA : Plan Cadre des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF). [https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-08/Plan-cadre%20de%20coope%CC%81ration%20RCA\\_2023\\_2027.pdf](https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-08/Plan-cadre%20de%20coope%CC%81ration%20RCA_2023_2027.pdf)
25. Ministry of the Environment and Sustainable Development (2023). Summary of the Central African Republic's National Gender and Climate Change Strategy for 2023–2030
26. Ministre chargée de la Promotion du Genre, de la Protection de la Femme, de la Famille et de l'Enfant : STRATEGIE NATIONALE D'AUTONOMISATION SOCIO-ECONOMIQUE DES FEMMES ET DES FILLES EN RCA
27. RCA Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes« (SNRRC)
28. ONU Femmes RCA : PROJET D'APPUI A L'ACCROISSEMENT DU TAUX D'INSCRIPTION DES FEMMES ET JEUNES FEMMES SUR LA LISTE ELECTORALE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : Prodoc
29. MINUSCA et ONU Femmes (2025). PROJET D'APPUI A L'ACCROISSEMENT DU TAUX D'INSCRIPTION DES FEMMES ET JEUNES FEMMES SUR LA LISTE ELECTORALE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : Analyse de l'impact des activités de mobilisation, de
30. sensibilisation et d'appui à l'inscription des femmes et jeunes femmes sur la liste électorale dans l'aire opérationnelle 1 : Facteurs de réussite, leçons apprises, contraintes et défis
31. ONU Femmes RCA : PROJET D'APPUI A L'ACCROISSEMENT DU TAUX D'INSCRIPTION DES FEMMES ET JEUNES FEMMES SUR LA LISTE ELECTORALE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (2025) : Analyse de l'impact des activités de

- mobilisation, de sensibilisation et d'appui à l'inscription des femmes et jeunes femmes sur la liste électorale dans l'aire opérationnelle 1 : Facteurs de réussite, leçons apprises, contraintes et défis.
32. Women's Peace and Humanitarian Fund Rapid Response Window (RRW) on Women's Participation in Peace Processes and The Implementation of Peace Agreements: RRW Partner Summary of Results to the WPHF (Du 08/07/2024 au 31/04/2025)
  33. Fonds du Secrétaire General des Nations Unies Pour la Consolidation de la Paix. Projet : Soutien et Renforcement des réseaux des défenseuses des droits humains pour une contribution durable à la consolidation de la paix en République Centrafricaine. Document de Projet
  34. Projet : Soutien et Renforcement des réseaux des défenseuses des droits humains pour une contribution durable à la consolidation de la paix en République Centrafricaine. RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF. Mai 2023
  35. Projet : Soutien et Renforcement des réseaux des défenseuses des droits humains pour une contribution durable à la consolidation de la paix en République Centrafricaine : RAPPORT DE PROGRES ANNUEL PBF, 2023
  36. ONU Femmes RCA (2022)). ETUDE SUR LES VIOLENCES FAITES AUX
  37. FEMMES PENDANT LES ELECTIONS DE 2020/2021 EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
  38. FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX : PROJET : SEDOUTI - Amélioration de l'environnement sécuritaire et consolidation de la paix par la réintégration à base communautaire des Ex-combattants en République Centrafricaine. Document de Projet
  39. Fonds du Secrétaire Général pour la Consolidation de la Paix : PROJET : SEDOUTI - Amélioration de l'environnement sécuritaire et consolidation de la paix par la réintégration à base communautaire des Ex-combattants en République Centrafricaine. RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF, octobre 2024
  40. Union Europeenne. CONVENTION DE CONTRIBUTION : MOUNGO MABOKO - Appui au Gouvernement de la République centrafricaine pour la promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. Donor Agreement : UE - DA + Cadre log + PA + Budget
  41. ONU Femmes RCA. Promoting Women, Peace, and Security (WPS) with
  42. military actors in transition countries in Africa: Inception Report Project: Promoting Women, Peace, and Security (WPS) with military actors in transition countries in Africa Feb 22 – Jul 25
  43. ONU Femmes RCA. Rapport sur le café genre sur les approches d'intégration efficiente du genre dans les forces armées centrafricaines
  44. UN Women: Project Promoting Women, Peace, and Security (WPS) with military actors in transition countries in Africa: INTERIM NARRATIVE REPORT

45. Fonds du Secrétaire Général pour la Consolidation de la Paix Document de Projet: Renforcer le rôle des organisations féminines dans la prévention et la gestion des conflits pour une paix durable et inclusive en RCA. GPI2.0
46. UN Women: Project “Providing Supplementary Humanitarian Assistance to
47. Women and Girls Affected by the Crisis in Central African Republic”. Scheme: 2022 Japan Supplementary Budget : Project Document
48. UN Women Central African Republic : PROJECT 0020035 JAPAN SUPPLEMENTARY BUDGET 2022. Women, Peace, Security and Humanitarian Action Section: PROGRESS REPORT – REQUEST FOR AMENDMENT
49. UN Women Central African Republic Project: “Providing emergency support to mitigate the impact of regional crises (Sudan, Chad) on women and girls and their
50. communities in North-western and north-eastern parts of CAR. ”Scheme: 2023 Japan Supplementary Budget: Project Document
51. JSB 2023 CAR Report Number #1 : UN WOMEN DONOR REPORT. Report Type: Interim Narrative. Project: Provide emergency support to mitigate the impact of regional crises (Sudan, Chad) on women and girls and their communities in the northwestern and northeastern regions of the CAR
52. UN Women CAR (2025). Impact Report on Japan-Funded UN Women CAR Projects 2015 - 2025
53. Providing emergency support to mitigate the impact of regional crises (Sudan, Chad) on women and girls and their communities in North-western and north-eastern parts of CAR: Midterm Report - Strategic Report of Results and Innovation, May 2025
54. UN Women RCA: Providing emergency support to women and girls affected by the acute crisis in Haut-Mbomou and ensuring their full participation in the ongoing peace and stabilization process (31 March 2025 - 30 March 2026)
55. ONU Femmes RCA (2022). Evaluation finale indépendante du projet conjoint « communication et sensibilisation pour la cohésion sociale en RCA »
56. Ministère de la Promotion du Genre, de la Protection de la Femme, de la Famille et de l'Enfant. DIALOGUE DE HAUT NIVEAU SUR LA PREVENTION ET LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES EN PERIODE ELECTORALE, Mai 2025 : Rapport General
57. Etat de mise en œuvre du PA 2024 du GTGDHI au mois 7
58. ONU Femmes RCA : Profil genre de la RCA 2021
59. ONU Femmes RCA : Rapport d'analyse sexo-spécifique : Profil genre de la RCA 2021
60. NOTE CONCEPTUELLE - WOMEN COUNT : Faire que les femmes et les filles comptent » - Women Count – République Centrafricaine
61. WOMEN COUNT : Narrative ProDOC Women Count RCA final july 2024
62. ONU Femmes RCA : Rapport analyse de la situation des statistiques de genre
63. Monitoring, Evaluation and Research Plan 2023-2027

64. Central African Republic (CAR) CO: Monitoring and Research Plan 2023-2027
65. UN Women CAR ORGANIZATION CHART - 2025
66. ONU Femmes RCA : Audit Externe: Rapports Audit de plusieurs partenaires de mise en œuvre
67. Internal Audit Report UN WOMEN Country Office In Central African Republic : Country Office Audit
68. UN RCA. Plan de Réponse Humanitaire. Janv 2024
69. UN Women. UN Women Strategic Note 2023-2027. Un Women Central African Republic Country Office SN REPORT 2023 Narrative
70. UN Women Bureau RCA. Rapport de la retraite annuelle : ONU FEMMES RCA 2025
71. UN Women Bureau RCA. Rapport de la Retraite Annuelle du Personnel du Bureau de la RCA, 2024
72. SOS Civisme et Association ILONDO AWE. Le Processus de la Justice Transitionnelle en République Centrafricaine : Cas de la Commission Vérité Justice Réconciliation et Réparation – CVJRR
73. Ministère de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et du Développement Local : Rapport de mission recueil des avis des populations locales de la préfecture du Mbomou en vue de la documentation des travaux de rédaction de l'avant-projet de loi portant organisation et fonctionnement de la chambre de la chefferie traditionnelle en RCA
74. ONU Femmes CAR. Compte Rendu Premier réunion du Comité Technique de mise en œuvre du projet « Femmes, Paix et Sécurité auprès des acteurs militaires en RCA »
75. Décret 24-046 Portant Organisation et Fonctionnement de l'Observatoire National de la Parité entre les hommes et les femmes en RCA
76. Ministère de la Promotion du Genre, de la Protection de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (2024). Rapport national de la mise en œuvre du programme d'action et de la déclaration de Beijing
77. ONU Femmes RCA (2021). Les violences basées sur le genre et les facteurs de blocage à l'accès des femmes à la justice en RCA
78. ONU Femmes, IOM, PNUD RCA. PROJET : SEDOUTI - Amélioration de l'environnement sécuritaire et consolidation de la paix par la réintégration à base communautaire des Ex-combattants en République Centrafricaine. Compte rendu de la réunion de pilotage, mai 2024

- Listes des personnes rencontrées
- Résultats analytiques
- Matrice d'évaluation
- Outils de collecte de données (questionnaires, guides d'entretien)
- Termes de référence